



EDF Energies Nouvelles
Rapport financier 2008

SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION 2008.....	5
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2008	57
COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2008.....	125
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET ATTESTATION DES RESPONSABLES.....	149



RAPPORT DE GESTION 2008

1.	Présentation de l'activité	7
2.	Faits marquants de l'année.....	7
3.	Présentation des comptes consolidés de l'exercice	12
4.	Evènements importants survenus depuis le 1 ^{er} janvier 2008 et perspectives	18
5.	Principaux risques du Groupe	19
6.	Gouvernement d'entreprise.....	21
7.	Actionariat et éléments pouvant avoir une incidence en cas d'offre publique	32
8.	Salariés et actionariat salariés	38
9.	Informations relatives à EDF Energies Nouvelles S.A	43
10.	Bilan environnemental.....	47
11.	Annexes	50

1. Présentation de l'activité

Présent dans dix pays européens et en Amérique du Nord, EDF Energies Nouvelles est un leader sur le marché des énergies renouvelables.

L'éolien constitue près de 90 % de la capacité installée du Groupe. Outre l'éolien, le Groupe a fait du solaire photovoltaïque son deuxième axe de croissance. Il est également présent dans la petite hydraulique, et la biomasse (production d'électricité à partir de sous-produits de l'industrie agricole et forestière). Le Groupe exerce également une activité historique dans le secteur de la production thermique et de la cogénération à partir de combustibles fossiles, secteurs qui ne constituent plus pour lui un axe de développement. Enfin, il développe sa présence dans le secteur des énergies renouvelables réparties, en partenariat avec EDF, son actionnaire industriel de référence ainsi que dans d'autres filières d'énergies nouvelles, telles que les biocarburants, les biogaz et l'énergie des vagues.

Les parcs éoliens et solaires sont implantés dans des zones géographiques soigneusement sélectionnées qui se caractérisent par leur stabilité politique, leur potentiel de croissance et leur visibilité en matière de réglementation (Etats-Unis, pays européens - notamment France, Italie, Grèce, Portugal et Royaume-Uni).

Au 31 décembre 2008, le Groupe dispose d'une capacité installée brute de 2 275,3 MW.

Dans le cadre de son métier de producteur d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables, le Groupe intervient à chaque étape de la production. Ainsi, le Groupe est actif en amont, dans le développement de projets, puis dans la construction de centrales électriques et enfin dans l'exploitation-maintenance des centrales électriques construites, chacune de ces activités pouvant être exercée pour compte propre ou pour compte de tiers. Dans le cadre de son activité de développement de projet, le Groupe exerce également une activité de développement-vente d'actifs structurés, qui consiste principalement à construire des projets pour le compte de tiers dans le domaine des énergies renouvelables.

2. Faits marquants de l'année

2.1 Evolution des capacités de production

EDF Energies Nouvelles a accéléré le rythme de ses mises en service en 2008. La capacité installée brute s'élève à 2 275,3 MW au 31 décembre 2008, en hausse de 832,7 MW par rapport au 31 décembre 2007.

La capacité installée nette, quant à elle, qui était de 1 035,2 MW au 31 décembre 2007 a augmenté de 529,2 MW pour atteindre 1 564,5 MW au 31 décembre 2008.

La répartition par filière et par pays des capacités installées et en construction est la suivante :

	EN EXPLOITATION				EN CONSTRUCTION	
	31.12.2007		31.12.2008		31.12.2008	
	Brut	Net	Brut	Net	Brut (*)	Net
Eolien						
France	73,8	57,8	263,4	223,7	160,0	112,1
Portugal	143,8	86,6	475,8	283,0	20,0	20,0
Grèce	111,4	110,1	149,4	145,1	154,6	131,9
Italie	164,1	77,9	234,1	111,2	32,0	15,2
Royaume-Uni	103,2	103,2	143,2	123,2	88,0	44,0
Belgique	-	-	-	-	30,0	6,2
Allemagne	3,0	3,0	3,0	3,0	-	-
Turquie	-	-	49,0	12,2	79,2	19,8
Etats-Unis	618,6	432,8	712,7	486,7	256,0	143,0
Mexique	-	-	-	-	68,0	68,0
Total Eolien	1217,9	871,4	2 030,6	1 388,1	887,8	560,2
Solaire	0,9	0,4	20,8	12,9	29,1	24,5
Hydraulique	128,4	101,4	128,4	101,4	3,0	3,0
Cogénération/Thermique	69,5	43,8	69,5	43,8	-	-
Biomasse	26,0	18,2	26,0	18,2	-	-
Total Groupe	1 442,6	1 035,2	2 275,3	1 564,4	919,9	587,7

(*) Comprend l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés

Pour mémoire, les capacités nettes sont le produit des capacités brutes par le pourcentage de détention du Groupe dans les sociétés portant les actifs d'exploitation. Les capacités brutes sont un indicateur de la capacité de développement du Groupe, les capacités nettes un indicateur de mesure patrimonial (capacités détenues en propre).

2.1.1 Eolien

Au 31 décembre 2008, la capacité éolienne du Groupe s'élève à 2 031 MW bruts (1 388 MW nets), en augmentation de 813 MW bruts (517 MW nets) par rapport au 31 décembre 2007. Les principales mises en service de parcs au cours de l'année sont les suivantes :

- Au Portugal, le Groupe a mis en service le parc de Ventominho, la plus grande centrale éolienne terrestre d'Europe connectée en un seul point, d'une capacité de 240 MW. Les deux premières tranches du parc d'Arada représentant une capacité de 92 MW (sur une capacité totale de 112 MW) ont également été mises en service.
- En France, EDF Energies Nouvelles a mis en exploitation les trois plus grands parcs éoliens français : Villesèque (50,6 MW), Chemin d'Ablis (52 MW) et Salles-Curan (87 MW).
- En Italie, le parc de Campidano (70 MW) a été mis en service.
- En Grèce, le parc d'Imerovigli (30 MW) et l'extension de Profitis Ilias (8 MW) ont été mis en exploitation.
- Au Royaume-Uni, le Groupe a mis en service les parcs de Walkway (14 MW) et de Bicker (26 MW).

- Aux Etats-Unis, le Groupe a mis en service le parc de Wapsi North (100,5 MW bruts). Les parcs de Goodnoe (94 MW), de Grand Meadows (100,5 MW) ainsi que le parc de Walnut (153 MW), développés pour compte de tiers, ont été livrés cette année.

2.1.2 [Solaire](#)

Au 31 décembre 2008, la capacité solaire photovoltaïque du Groupe s'élève à 21 MWc bruts (13 MWc nets), en augmentation de 20 MWc bruts (12,5 MWc nets) par rapport au 31 décembre 2007. Les principales mises en service de fermes solaires en 2008 sont les suivantes :

- En France, le Groupe a construit et mis en service la centrale de Narbonne, 7 MWc, la plus grande centrale solaire photovoltaïque de France métropolitaine à ce jour.
- En Italie, EDF Energies Nouvelles a mis en service 4,8 MWc : Vascigliano (0,82 MWc), Dolci (0,44 MWc), San Faustino (0,97 MWc), Lequile (0,97 MWc), Veglie (0,93 MWc) et Thyssen Krupp (0,67 MWc).
- Aux Etats-Unis, trois fermes ont été mises en exploitation : Sacramento (1,25 MWc), Fresno (0,247 MWc) et Black River (0,143 MWc).
- En Espagne, EDF Energies Nouvelles a mis en service les fermes solaires d'Aznalcollar (1,9 MWc), de Puente de Genave (1,9 MWc), de San Martin de Pusa (2,3 MWc) et d'Ecija (1,89 MWc), toutes développées et construites pour compte de tiers.

2.1.3 [Autres filières](#)

Au 31 décembre 2008, les autres filières (hydraulique, cogénération/thermique et biomasse) représentent une capacité de 224 MW bruts (163 MW nets). Cette capacité est stable par rapport au 31 décembre 2007.

2.1.4 [Parcs en construction](#)

Le rythme des mises en construction de parcs est resté soutenu en 2008. Les capacités en construction qui étaient de 1 100 MW bruts (630,4 MW nets) au 31 décembre 2007, s'élèvent à 919,9 MW bruts (587,7 MW nets) au 31 décembre 2008. Ces chantiers se situent principalement en France, aux Etats-Unis, en Grèce et au Royaume-Uni.

2.2 **Approvisionnement en turbines et en panneaux photovoltaïques**

EDF Energies Nouvelles a sécurisé 1 369 MW de turbines pour les années 2009 et 2010. Les engagements portent sur 821 MW aux Etats-Unis auprès des fournisseurs General Electric et Repower ; sur 67,5 MW au Mexique auprès du fabricant américain Clipper WindPower ; et sur 481 MW en Europe auprès de Vestas, Repower et Enercon.

Le Groupe a par ailleurs poursuivi son approvisionnement en panneaux photovoltaïques en signant deux avenants au contrat avec First Solar : le premier, signé en mars 2008, porte sur la livraison de 60 MWc de panneaux supplémentaires ; le second, signé en novembre 2008, porte sur 75 MWc de panneaux supplémentaires. Au total, pour les années 2009 à 2012, la commande d'EDF Energies Nouvelles auprès de First Solar porte sur 352 MWc.

En mars 2008, EDF Energies Nouvelles a également conclu un accord à long terme avec la société américaine Nanosolar. Celui-ci donne au Groupe l'accès, à partir de 2009, à une partie de la production de Nanosolar à un prix fixé à l'avance. Il s'accompagne, par le biais de la filiale EDF Energies Nouvelles Réparties (voir ci-dessous), d'une prise de participation dans Nanosolar correspondant à un investissement de 50 millions de dollars.

Le Groupe a également sécurisé 60 MWc de panneaux en silicium cristallin auxquels s'ajoutent 40 MWc en option ainsi que 19 MWc de panneaux en silicium amorphe.

Au total, toutes technologies confondues (hors Nanosolar), 431 MWc de panneaux sont sécurisés pour les années 2009 à 2012 auxquels s'ajoutent des options pour 40 MWc.

2.3 Développement-Vente d'Actifs Structurés (DVAS)

Aux Etats-Unis, le Groupe a achevé en 2008 la livraison des parcs de Goodnoe et de Pomeroy, mais aussi et surtout construit et livré les parcs de Grand Meadows et de Walnut pour plus de 250 MW. Le Groupe a par ailleurs signé plus de 500 MW de contrats de DVAS avec plusieurs compagnies électriques pour les projets livrables entre 2009 et 2011.

En Europe, EDF Energies Nouvelles a poursuivi son activité de DVAS avec en particulier les premières ventes d'actifs solaires, essentiellement en Espagne.

2.4 Exploitation et maintenance

EDF Energies Nouvelles, via sa filiale américaine enXco, a signé avec plusieurs compagnies américaines des nouveaux contrats d'exploitation-maintenance portant sur 2 139 MW. Au total, fin 2008, enXco gère plus de 5 200 turbines représentant une puissance de 4 182 MW.

Dans le cadre du déploiement de l'activité en Europe, le Groupe a débuté la construction d'un centre européen d'exploitation et maintenance à Béziers (département de l'Hérault). Celui-ci est destiné à assurer la supervision et la conduite des moyens de production, l'achat et le stockage des pièces de rechange ainsi que la maintenance au quotidien des parcs éoliens comme des fermes solaires. L'internalisation de cette activité, qui sera assurée à la fois pour compte propre et pour compte de tiers, traduit la volonté du Groupe d'optimiser le bon fonctionnement et la pérennité de ses actifs de production.

2.5 EDF Energies Nouvelles Réparties

Le Groupe a décidé de renforcer sa présence dans le domaine des énergies renouvelables réparties et a ainsi pris, en février 2008, le contrôle avec 50 % du capital, de la société EDF Energies Nouvelles Réparties aux côtés d'EDF qui détient les 50 % restants.

Cette nouvelle société a vocation à concevoir et à commercialiser des offres complètes d'énergies réparties à destination des particuliers et des professionnels. Ces offres concernent notamment le solaire photovoltaïque distribué, le solaire thermique, les pompes à chaleur et les appareils de chauffage à bois. En 2008, près de 2 200 offres vendues et 1 000 installations ont été réalisées dans des logements existants. Plus de 200 accords de partenariat ont par ailleurs été signés avec des constructeurs de maisons individuelles. L'offre aux professionnels portant sur des centrales en toiture de moins de 150 kWc a été lancée en fin d'année.

EDF Energies Nouvelles Réparties porte également l'ensemble des participations relatives aux offres commerciales dans le réparti. Dans ce cadre, elle détient une participation dans la société Tenesol, spécialisée dans l'installation de systèmes photovoltaïques, dans le fabricant de capteurs solaires thermiques Jacques Giordano Industries, dans la société Supra spécialisée dans le chauffage à bois et dans la société Ribo acquise en 2008, l'un des principaux acteurs du chauffage thermodynamique. EDF Energies Nouvelles Réparties est également partie prenante dans une joint-venture dans le groupe allemand Stiebel spécialisé dans la production de pompes à chaleur et d'eau chaude sanitaire, ainsi qu'avec le groupe Imerys pour la fabrication et la commercialisation de tuiles solaires.

Enfin, EDF Energies Nouvelles Réparties porte un certain nombre de participations qui accompagnent l'approvisionnement actuel et futur en panneaux photovoltaïques du groupe EDF Energies Nouvelles et d'elle-même. Ceci correspond en particulier aux participations dans la société américaine Nanosolar, dans les sociétés PV Alliance et Apollon Solar, spécialisées dans la recherche de solutions innovantes dans la fabrication de cellules photovoltaïques, ainsi que dans Silpro, en charge du projet de développement d'une usine dédiée à la production de silicium cristallin en France dans les Alpes de Haute-Provence.

2.6 Développement international

Au Québec, le consortium Saint-Laurent Energies, composé d'EDF Energies Nouvelles (60 %), du producteur d'électricité québécois Hydroméga (20 %) et du constructeur Renewable Energy Systems (20 %), a été retenu par Hydro-Québec Distribution pour la construction de cinq parcs éoliens d'une capacité totale de 954 MW.

Situés dans différentes régions du Québec, les cinq parcs (Aguanish : 80 MW, Massif du Sud : 150 MW, Lac Alfred : 300 MW, Rivière du Moulin : 350 MW et Clermont : 74 MW) devront être mis en service entre fin 2011 et fin 2015. Ils seront équipés de turbines REpower, d'une capacité unitaire de 2 MW.

Au Royaume-Uni, EDF Energies Nouvelles a conclu en juin 2008 un accord avec EDF Energy, filiale britannique d'EDF, afin de créer une société commune, EDF Energy Renewables. EDF Energy Renewables, qui est détenue à part égale par EDF Energies Nouvelles (50 %) et par EDF Energy (50 %), permettra à la Société de s'établir comme un acteur majeur des énergies renouvelables au Royaume-Uni, en s'appuyant sur les synergies fortes existant entre les deux Groupes.

Dans le cadre de son développement international, EDF Energies Nouvelles a pris, en décembre 2008, une participation de 50 % dans le capital de la société Polat Enerji, l'un des principaux développeurs éoliens **en Turquie**.

Cette société dispose de deux parcs éoliens en service d'une capacité totale de 50 MW, d'un parc de 80 MW en construction, ainsi que de quatre projets en phase de développement avancé représentant une capacité supérieure à 200 MW. L'ensemble de ces actifs est détenu à 50 %, en partenariat avec une entreprise locale.

Dans la lignée des alliances nouées avec succès dans d'autres pays, EDF Energies Nouvelles s'associe avec un partenaire local connu, expérimenté et disposant d'un excellent ancrage industriel, ainsi que d'une bonne connaissance du contexte réglementaire.

Cette opération permet à EDF Energies Nouvelles de prendre pied sur le marché turc, un marché à fort potentiel offrant à la fois visibilité et rentabilité. La Turquie dispose notamment de conditions naturelles très favorables, tant pour l'éolien, avec des régimes de vent parmi les meilleurs en Europe, que pour le solaire, avec un ensoleillement équivalent au rayonnement du sud de l'Espagne.

2.7 Augmentation de capital

Afin de financer son développement dans la filière solaire photovoltaïque, EDF Energies Nouvelles a réalisé, en septembre 2008, une augmentation de capital de 500 millions d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription. Malgré des conditions de marché particulièrement difficiles, cette opération a rencontré un grand succès. Les principaux actionnaires de la société, le groupe EDF et le groupe Mouratoglou, ont souscrit à cette augmentation de capital à hauteur de leurs participations respectives, soit au total 75,1 %. Cette levée de fonds a pour but de financer la réalisation de centrales solaires au sol et en toiture ainsi que le développement d'EDF Energies Nouvelles Réparties, filiale destinée entre autres à porter les participations du Groupe dans l'amont de la filière solaire.

3. Présentation des comptes consolidés de l'exercice

3.1 Comptes consolidés

3.1.1 [Résultats des opérations](#)

Comptes consolidés (en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2008	Variation
Chiffre d'affaires	560,5	1 006,6	+ 79,6 %
EBITDA	134,3	215,9	+ 60,8 %
Résultat opérationnel	95,5	158,6	+ 66,1 %
Résultat financier	(24,6)	(42,6)	- 73,2 %
Impôt	(18,4)	(37,1)	+ 101,6 %
Quote-part des sociétés mises en équivalence	1,3	(2,0)	ns
Résultat net consolidé	53,7	76,9	+ 43,2 %
Intérêts minoritaires	2,3	7,3	+217,4 %
Résultat net part du Groupe	51,4	69,6	+ 35,4 %

Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 79,6 %, s'établissant à 1 006,6 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 560,5 millions d'euros au 31 décembre 2007. A taux de change constants, la progression est de 86,4 %. A périmètre constant, hors intégration des activités d'EDF Energies Nouvelles Réparties (EDF ENR), la progression est de 46,6 %.

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires du Groupe selon la segmentation primaire géographique :

<i>Zone géographique (en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2008
Europe	186,5	517,5
Production	132,0	180,1
Exploitation - Maintenance	0,8	5,4
DVAS *	53,7	147,0
Energies Réparties	-	185,0
Amériques	374,0	489,1
Production	42,6	48,4
Exploitation - Maintenance	10,2	18,6
DVAS *	321,2	422,1
Total	560,5	1 006,6

* Développement-Vente d'Actifs Structurés

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires du Groupe par métier :

<i>Chiffre d'Affaires par métier (en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2008
Production	174,6	228,5
Exploitation - Maintenance	11,0	24,0
DVAS *	374,9	569,1
Energies Réparties	-	185,0
Total	560,5	1 006,6

* Développement-Vente d'Actifs Structurés

Europe

Le chiffre d'affaires des activités du Groupe en Europe progresse de 177,5 % passant de 186,5 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 517,5 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette augmentation s'explique comme suit :

- le chiffre d'affaires de l'activité Production progresse de 36,4 %, passant de 132,0 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 180,1 millions d'euros au 31 décembre 2008, soit une hausse de 48,1 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par :
 - L'effet année pleine de la mise en service en 2007 de parcs éoliens en Italie (72,9 MW), en Grèce (36 MW), au Royaume-Uni (24 MW) et en France (12 MW) ;
 - La mise en service en 2008 des nouveaux parcs éoliens, Arada (92 MW sur 112 MW) et Ventominho (240 MW) au Portugal, Salles-Curan (87 MW), Chemin d'Ablis (52 MW), Villesèque (50,6 MW) en France, Campidano (70 MW) en Italie, Bicker (26 MW) et Walkway (14 MW) au Royaume-Uni, enfin Imerovigli (30 MW) et l'extension de Profitis Ilias (8 MW) en Grèce.
 - La mise en service en 2008 de parcs photovoltaïques, Narbonne (7 MWc), Montesquieu (0,1 MWc) et Thémis (0,2 MWc) en France, ainsi que six parcs pour une capacité totale de 4,8 MWc en Italie.

L'année 2008 se caractérise par un nombre important de mises en service au dernier trimestre notamment en Italie (Campidano), en France (Chemin d'Ablis, Salles Curan) et au Portugal (mises en service progressives sur l'année du projet Ventominho et en fin d'année du projet Arada). Il se traduira par un effet année pleine important en 2009.

- le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés passe de 53,7 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 147,0 millions d'euros au 31 décembre 2008. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2007 comprenait principalement la vente de 8 MW en Allemagne et de 15,6 MW en France ainsi que l'activité de défiscalisation dans les DOM. En 2008, le Groupe a vendu 6,1 Mwc de photovoltaïque en Espagne et 26,3 MW d'éolien en France.
- le chiffre d'affaires 2008 de l'activité Exploitation-Maintenance est de 5,4 millions d'euros au 31 décembre 2008. Il s'élevait à 0,8 million d'euros au 31 décembre 2007.
- le chiffre d'affaires d'EDF ENR SA et de ses filiales s'élève à 185 millions d'euros au 31 décembre 2008 ; Tenesol et Supra y contribuent à hauteur de 87,5 %.

Amériques

Le chiffre d'affaires du Groupe réalisé dans la zone Amériques était de 374 millions d'euros au 31 décembre 2007. Il est de 489,1 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette augmentation de 115,1 millions d'euros s'explique comme suit :

- le chiffre d'affaires de l'activité Production passe de 42,6 millions d'euros en 2007 à 48,4 millions d'euros en 2008, soit une hausse de 5,8 millions d'euros (+ 13,6 %) liée principalement à l'effet année pleine de la mise en service du parc de Fenton (205,5 MW) en novembre 2007 et à un effet de change défavorable. A taux de change constant, la hausse est de 21,3 %.
- le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés passe de 321,2 millions d'euros en 2007 à 422,1 millions d'euros en 2008, soit une augmentation de 100,9 millions d'euros. En effet :
 - En 2007, le chiffre d'affaires dégagé à l'avancement concerne essentiellement le projet Pomeroy (198 MW) ainsi que le projet Goodnoe (94 MW), dont la réception finale a été réalisée au premier semestre 2008.
 - En 2008, il concerne principalement l'achèvement du projet Goodnoe, ainsi que la vente des projets Walnut (153 MW) et Grand Meadows (100,5 MW).
- le chiffre d'affaires de l'activité Exploitation-Maintenance augmente de 82,4 % ; il passe de 10,2 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 18,6 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette augmentation est due pour l'essentiel aux nouveaux contrats conclus en 2007 portant sur 868 MW - avec MidAmerican Energy (508,5 MW), Orion (280MW) et Cedar Creek Wind Energy (80 MW) et aux 19 nouveaux contrats conclus en 2008 portant sur 2 139 MW. A taux de change constant, il progresse de 94,3 %.

EBITDA ¹

L'EBITDA s'élève à 215,9 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 134,3 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une augmentation de 81,6 millions d'euros. Les principales composantes de cette évolution sont les suivantes :

- La hausse de la production d'électricité avec l'entrée en service des nouvelles centrales en 2008, ainsi que l'effet année pleine des centrales mises en service au cours de l'année passée,

¹ L'EBITDA correspond au résultat opérationnel avant dotations aux amortissements, subventions d'investissement et pertes de valeur.

- La progression de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés avec en particulier les premières opérations dans le solaire en Europe,
- L'entrée dans le périmètre de consolidation d'EDF Energies Nouvelles Réparties.

Ainsi, l'EBITDA de la zone Europe passe de 66,1 millions d'euros à fin décembre 2007 à 151,5 millions d'euros à fin décembre 2008, soit une hausse de 129,2 %. L'EBITDA de la zone Amériques passe quant à lui de 68,2 millions d'euros à fin décembre 2007 à 64,4 millions d'euros à fin décembre 2008, soit une baisse de 5,6 %. A taux de change constant, l'EBITDA de la zone Amériques est stable.

Dotations nettes aux amortissements

Les dotations nettes aux amortissements augmentent de 18,5 millions d'euros passant de 38,8 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 57,3 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette augmentation s'explique par les dotations aux amortissements des immobilisations relatives aux parcs mis en service cette année ainsi que par l'effet année pleine de ceux mis en service courant 2007.

Résultat opérationnel

Le tableau ci-dessous présente le résultat opérationnel du Groupe selon la segmentation primaire géographique :

<i>Zone géographique (en millions d'euros)</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Europe	37,6	108,2
Amériques	57,9	50,4
Total	95,5	158,6

Le résultat opérationnel du Groupe est de 158,6 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 95,5 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une progression de 66,1 %.

Europe

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités en Europe passe de 37,6 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 108,2 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette augmentation provient de l'activité de Production avec l'effet année pleine des mises en service 2007 et l'impact des mises en service 2008. Par ailleurs, le volume des DVAS a été supérieur en 2008 par rapport à 2007 avec notamment la vente de projets photovoltaïques en Espagne. Enfin, l'entrée d'EDF Energies Nouvelles Réparties et de ses filiales contribue également à la formation du résultat opérationnel de la zone.

Amériques

Le résultat opérationnel du Groupe dans la zone Amériques passe de 57,9 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 50,4 millions d'euros au 31 décembre 2008, soit une diminution de 13 %. A taux de change constants, la baisse est de 9 %. L'effet année pleine de la mise en service du parc éolien de Fenton (205 MW) et la forte croissance de l'activité d'exploitation-maintenance sont plus qu'annulés par l'effet de la dépréciation du dollar, et une activité de vente d'actifs contribuant moins que l'année précédente à la formation du résultat de la zone.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge de 42,6 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 24,6 millions au 31 décembre 2007, soit une augmentation de 18 millions d'euros, qui s'explique par :

- la hausse de la charge d'intérêts nette des produits de placements de 18,3 millions d'euros : elle passe de 18,6 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 36,9 millions d'euros au 31 décembre 2008 du fait de la hausse de l'endettement liée à la mise en service de centrales en 2007 et 2008.
- la comptabilisation en 2008 de la variation de la juste valeur des instruments dérivés qui est un produit de 0,9 million d'euros alors qu'il s'agissait d'une charge de 4,5 millions d'euros en 2007, soit une variation de 5,4 millions d'euros.
- les autres produits et charges qui constituaient une charge nette de 1,5 million d'euros au 31 décembre 2007 constituent une charge nette de 6,6 millions d'euros au 31 décembre 2008, soit une variation négative de 5,1 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par (i) une perte de change latente constatée sur Tenesol, filiale à 50 % d'EDF Energies Nouvelles Réparties, qui effectue des opérations avec une de ses filiales en Afrique de Sud en RAND (monnaie sud africaine), et par (ii) une dotation pour dépréciation des titres de participations de REH, société cotée, dont les titres sont évalués à leur valeur de marché.

Impôts sur les sociétés

La charge d'impôt sur les sociétés de l'exercice s'élève à 37,1 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 18,4 millions d'euros au 31 décembre 2007, pour un résultat bénéficiaire avant impôt des sociétés intégrées de 115,9 millions d'euros contre 70,8 millions d'euros au 31 décembre 2007. Le taux effectif d'impôt du Groupe s'établit à 32,02 %, contre 26,02 % en 2007.

Cette hausse du taux effectif trouve principalement son origine aux Etats-Unis dans la mesure où le Groupe a souhaité optimiser sa trésorerie et bénéficier d'un remboursement important d'impôt sur les sociétés en 2009. En effet, le Groupe a procédé cette année à l'utilisation d'un amortissement fiscal accéléré aux Etats-Unis et réalisé une opération de "carry-back" sur les exercices 2006 et 2007.

L'utilisation du mécanisme du carry-back a eu deux effets principaux sur la charge d'impôt 2008 du Groupe aux Etats-Unis :

- d'une part, empêcher l'utilisation cette année des crédits d'impôts acquis par le Groupe au cours des exercices 2006, 2007 et 2008 dans la mesure où il s'est placé en position fiscale déficitaire au niveau de son impôt courant. Ces crédits d'impôts seront utilisables sur les bénéfices fiscaux des exercices suivants.
- d'autre part, le Groupe a dû réintégrer en 2008 une réduction d'impôt (dispositif annuel accordé aux sociétés industrielles américaines) initialement prise en compte sur les exercices 2006 et 2007. Cette réintégration de différences permanentes émanant d'exercices antérieurs a eu pour conséquence d'augmenter sensiblement la charge comptable d'impôt 2008.

Quote-part des sociétés mises en équivalence

La quote-part des sociétés mises en équivalence passe de 1,3 million d'euros en 2007 à une perte de 2 millions d'euros en 2008. Cette situation s'explique principalement par la perte du groupe belge Alcogroup détenu à 25 % par le Groupe ; d'une part Alcogroup a déprécié ses actifs de production situés à l'île Maurice ; d'autre part la baisse des prix de l'éthanol a eu un effet négatif sur les performances globales du groupe.

Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe augmente de 35,4 %, passant de 51,4 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 69,6 millions d'euros au 31 décembre 2008, soit une progression de 18,2 millions d'euros.

3.1.2 Structure financière

Les fonds propres du Groupe s'élèvent à 1 491 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 757,3 millions d'euros à fin décembre 2007, alors que l'endettement net passe de 646,2 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 1 265,3 millions d'euros au 31 décembre 2008. La variation de l'endettement net, en hausse de 619,1 millions d'euros, s'explique principalement par :

- Le cash flow opérationnel dégagé sur l'exercice : + 192,9 millions d'euros,
- L'augmentation du besoin en fonds de roulement : (199 millions d'euros), qui a pour origine d'une part la constitution d'un stock de panneaux solaires photovoltaïques dans le cadre de la montée en puissance de cette activité, et d'autre part les ventes d'actifs réalisées en fin d'année et dont le règlement n'était pas intervenu au 31 décembre,
- Les investissements réalisés sur la période : (1 069,5 millions d'euros),
- Le paiement des dividendes : (19 millions d'euros),
- Autres éléments (64,9 millions d'euros) dont notamment (41,8 millions d'euros) liés aux incidences des variations de périmètre, et (23,1 millions d'euros) de variation de créances financières,
- L'impact de l'augmentation du capital de 540,4 millions d'euros se décomposant principalement en 491 millions d'euros pour EDF EN, et 40 millions d'euros pour EDF ENR.

3.2 Dividendes

Le Conseil d'administration de la Société proposera à l'Assemblée générale des actionnaires, prévue le 27 mai 2009, le versement d'un dividende de 0,27 euro pour chacune des 77 568 416 actions au titre de l'exercice écoulé, soit 30,1 % du résultat net consolidé part du Groupe et d'affecter en conséquence le résultat de l'exercice 2008 de la Société EDF Energies Nouvelles S.A s'élevant à 34 337 860 euros de la façon suivante :

• Réserve légale	1 716 893	euros
• Dividendes	20 943 472	euros
• Solde affecté au report à nouveau	11 677 495	euros
• Soit un report à nouveau après affectation de	50 343 388	euros

Si au jour de la mise en paiement des dividendes, la Société détenait certaines de ses propres actions, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions, en application de l'article L. 225-210 alinéa 4 du Code de commerce, serait affecté à la réserve ordinaire. Enfin, il est précisé que la totalité du dividende mis en distribution est éligible à l'abattement de 40 % "bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France", tel que prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

Dividendes versés au cours des trois dernières années :

<i>Année</i>	<i>Montant</i>
2008	0,26 € par action
2007	0,11 € par action *
2006	Néant *

* La société a été introduite en bourse en novembre 2006

4. Evènements importants survenus depuis le 1^{er} janvier 2009 et perspectives

4.1 Evènements postérieurs à la clôture

Le 22 janvier 2009, EDF ENR a acquis 31 % de Photon Power Technologies (PPT), société française de développement de projets photovoltaïques portant ainsi sa participation à 51 % du capital.

4.2 Perspectives

Renforcer l'éolien terrestre, axe de développement prioritaire

La filière de production d'électricité à partir d'énergie éolienne terrestre restera l'un des deux axes de développement prioritaire du Groupe qui entend renforcer sa position d'acteur de référence dans le secteur de l'éolien ; ainsi en 2008, le Groupe a ajouté trois pays à son implantation internationale, le Canada avec 954 MW de projets remportés dans le cadre d'un appel d'offre, le Mexique avec le lancement de la construction d'un projet de 67,5 MW, et dernièrement la Turquie avec la prise de participation de 50 % dans Polat Enerji.

Assurer la montée en puissance du solaire photovoltaïque, deuxième axe de développement du Groupe

Compte tenu des avancées technologiques récentes et prévisibles ainsi que de l'augmentation rapide du support politique dans plusieurs pays, le Groupe a accéléré le développement du solaire photovoltaïque. Cette accélération, débutée en 2007, se poursuivra en 2009 faisant de la filière solaire photovoltaïque un autre axe de développement prioritaire du Groupe. Le Groupe a à cet effet réalisé une augmentation de capital de près de 500 millions d'euros en septembre 2008 et est actuellement présent en France, en Espagne, en Italie, en Grèce et outre-Atlantique, aux Etats-Unis et prochainement au Canada.

Développer les autres relais de croissance

Outre la filière éolienne terrestre et le solaire photovoltaïque, EDF Energies Nouvelles développe son activité sur des filières qui devraient atteindre un stade de maturité et des niveaux de croissance similaires ou supérieurs à moyen terme, tout en conservant un profil de risques limité et donc en faisant preuve d'une sélectivité forte.

5. Principaux risques du Groupe

5.1 Risques opérationnels

Les risques liés à l'industrie des énergies renouvelables, notamment l'énergie éolienne, regroupent des risques liés aux conditions climatiques, notamment de vent, aux politiques nationales et internationales de soutien aux énergies renouvelables ainsi qu'à la réglementation, la fiscalité et leur évolution. La croissance de l'activité dépend également des évolutions technologiques sur les installations et de l'évolution des prix de vente de l'électricité.

Les risques liés aux activités du Groupe concernent principalement les risques liés à la dépendance vis-à-vis des fournisseurs (notamment les fournisseurs de turbines et de panneaux photovoltaïques¹) et à la disponibilité des équipements, à l'activité de construction de centrales électriques ou sont liés aux partenariats locaux, en cas de survenance de désaccords notamment.

Les risques liés à la société proprement dite correspondent aux risques liés à la dépendance vis-à-vis des dirigeants et des collaborateurs-clés.

Le Groupe a mis en place une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés.

5.2 Risques de marché

5.2.1 [Risques liés au taux de change](#)

Ce risque est lié à l'activité du Groupe en dehors de la zone euro. Il est principalement concentré pour l'exercice 2008 sur le dollar, la livre sterling et le peso mexicain.

Il a été identifié à plusieurs niveaux :

Le risque de change au bilan :

- du fait de la détention de filiales aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, le Groupe est exposé à un risque de change sur son bilan (impact sur les réserves de conversion dans les capitaux propres). Dans les comptes consolidés, la situation nette d'une filiale en devise est valorisée au cours de clôture. Ainsi, la comparaison de valorisation entre deux clôtures de la situation nette d'une société peut faire apparaître des écarts de conversion dont l'impact sur les capitaux propres au 31 décembre 2008 est faible (variation négative de 18 millions d'euros de réserve de conversion au 31 décembre 2008) et à mettre en regard d'un montant de 1 491 millions d'euros de capitaux propres à cette même date.
- Tous les financements de projets sont conclus dans la devise domestique du pays concerné. Ainsi, l'actif et le financement correspondant étant exprimés dans la même devise, toute distorsion dans leurs valorisations à la clôture est alors évitée.

1 A base de silicium cristallin ou de technologies à base de couches minces

Le risque de change lié aux achats de matériels

Ce risque résulte de l'achat de matériel dans une devise différente de la devise domestique de comptabilisation. A ce jour, il s'agit essentiellement des achats de turbines effectués par les filiales américaines, mexicaines et britanniques du Groupe auprès des fabricants européens ainsi que de l'acquisition de panneaux photovoltaïques pour un montant moins significatif.

La politique du Groupe consiste à couvrir ce risque dès qu'il est connu sur la base du cours du budget du projet concerné en ayant recours essentiellement à des achats/ventes à terme et options « vanilles ». Si des modifications interviennent sur les conditions de paiement (échéances) ou sur les montants engagés en devise, les instruments de couvertures utilisés sont alors ajustés en conséquence.

5.2.2 Risques de taux

Le financement des projets mis en œuvre par le Groupe, notamment les parcs éoliens et centrales solaires, implique un recours important à l'endettement (principalement dans le cadre de financement de projets). Dans ces conditions, une hausse significative des taux d'intérêts peut avoir un impact sur la rentabilité des projets futurs du Groupe.

Afin de limiter ce risque, le Groupe a mis en place une politique de couverture des risques de taux par le biais généralement de contrats d'échanges de conditions d'intérêt (swap de taux). D'un point de vue économique, la mise en place de ces swaps permet de convertir des emprunts à taux variable en emprunts à taux fixe et de se prémunir contre la fluctuation du montant des intérêts.

En général, les établissements bancaires arrangeurs demandent une couverture à hauteur de 70 % à 100 % du montant du financement et pour 80 % à 100 % de sa durée. Ainsi, les centrales en exploitation bénéficient de taux fixés à long terme.

5.2.3 Risques de liquidités liés au financement

Risque de liquidité lié au financement des projets

Le modèle de croissance du Groupe consiste à développer des projets de centrales de production d'électricité dont le financement est assuré par la conclusion de financement de projets sans recours et par l'utilisation, le cas échéant, de « prêt relais » durant la période de construction (projets de taille conséquente).

Durant le second semestre 2008, le Groupe a constaté un allongement des délais dans la finalisation des dossiers de financement de ses projets, mais continue à avoir accès au financement dans des conditions acceptables à ce jour.

L'activité DVAS dans le contexte actuel de crise financière et de difficulté d'accès au financement pourrait subir un ralentissement. En effet, les acheteurs – essentiellement des compagnies électriques ou des fonds d'investissements – pourraient rencontrer des difficultés pour obtenir le financement bancaire nécessaire pour réaliser la transaction.

Risque de liquidité lié aux activités courantes

- Lignes de crédits :

Afin de financer les acomptes de paiement pour les turbines, les stocks de panneaux solaires, le besoin en fonds de roulement des ventes d'actifs solaires et éoliens en Europe et aux Etats Unis ainsi qu'un certain nombre de construction de parcs éoliens et solaires dans l'attente de la mise en place du financement de projet sans recours correspondants, le Groupe dispose, au 31 décembre 2008 de lignes de crédits corporate et de découverts bancaires d'un montant total 1 190 millions d'euros dont 990 millions d'euros en financement à plus d'un an.

Les contreparties de l'ensemble des lignes de crédits bancaires sont des grands établissements français et internationaux. Le Groupe a centralisé la mise en place et l'utilisation de ces moyens de financements et de ce fait, la gestion des risques correspondants.

- Excédents de trésorerie

Le Groupe a centralisé la gestion de ses excédents de trésorerie lorsque la législation ou les contrats de financement de projets le permettent. Il sécurise ses placements financiers en privilégiant systématiquement des supports de type monétaire et/ou obligataire. Ces placements, dont les maturités moyennes sont inférieures à 3 mois, sont effectués auprès de contreparties de premier rang. Au 31 décembre 2008, le Groupe dispose d'une trésorerie de 632 millions d'euros.

6. Gouvernement d'entreprise

6.1 Organes de direction et d'administration

6.1.1 [Conseil d'administration](#)

Le Conseil d'administration est composé à la date du rapport des neuf membres suivants :

- Monsieur **Pâris Mouratoglou**, Président du Conseil d'administration,
- **La Société Internationale d'Investissements Financiers**, Administrateur, représentée par Madame **Catherine Mouratoglou**,
- La société **EDEV S.A.**, Administrateur, représentée par Monsieur **Jean-Pierre Benqué**,
- La société **EDF**, Administrateur, représentée par Monsieur **Olivier Paquier**,
- Monsieur **Jean-François Astolfi**, Administrateur,
- Monsieur **Jean-Louis Mathias**, Administrateur,
- Monsieur **Jean Thomazeau**, Administrateur,
- Monsieur **Elie Cohen**, Administrateur indépendant,
- Monsieur **Pierre Richard**, Administrateur indépendant.

Messieurs Elie Cohen et Pierre Richard sont administrateurs indépendants au sens du code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF et des critères adoptés par le règlement intérieur du Conseil.

Monsieur Jean-François Astolfi a vu son mandat renouvelé lors de l'assemblée générale du 28 mai 2008.

6.2 Les Comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a été assisté au cours de l'exercice 2008 de trois comités techniques :

- un Comité d'audit
- un Comité des nominations et des rémunérations
- un Comité de la stratégie

Les missions de chacun de ces trois comités figurent dans le règlement intérieur du Conseil et sont présentées au chapitre 16 du document de référence de la Société. Leur composition est décrite dans le rapport du Président du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne.

6.2.1 [La Direction Générale](#)

Le conseil d'administration du 2 juillet 2008 a nommé, sur proposition du Directeur Général, Monsieur Michel Trousseau en qualité de Directeur Général Délégué Europe du Nord et Orientale, et Approvisionnement Photovoltaïque.

En 2008, le Directeur Général a également constitué un Comité de Direction composé de 6 membres représentant les différents métiers et zones géographiques du Groupe :

- Monsieur **David Corchia**, Directeur Général,
- Monsieur **Yvon André**, Directeur Général Délégué (France et Affaires Nouvelles),
- Monsieur **Philippe Crouzat**, Directeur Financier,
- Monsieur **Christophe Geffray**, Directeur Général Délégué (Industrie),
- Madame **Laurence Juin**, Directeur Général Adjoint (Europe du Sud),
- Monsieur **Michel Trousseau**, Directeur Général Délégué (Europe du Nord et Orientale, Approvisionnement photovoltaïque).

Le Comité de Direction étudie notamment les questions et les décisions relatives à la stratégie et aux investissements du Groupe.

6.3 Liste des mandats des membres des organes d'administration et de Direction

Le tableau ci-dessous présente les mandats et fonctions des membres du Conseil d'administration de la Société (ou le cas échéant ceux du représentant permanent de l'administrateur personne morale) ainsi que ceux du Directeur Général et des Directeurs Généraux délégués au cours des 5 dernières années (hors mandats détenus au sein des sociétés du Groupe qui figurent en annexe 3 du rapport).

Administrateurs

<p>Nom Fonction Age Nombre d'actions</p>	<p>Date de première nomination Date de début du mandat actuel Date d'échéance du mandat (Assemblée générale)</p>	<p>Autres mandats ou fonctions au cours des cinq dernières années exercées par l'administrateur, ou le cas échéant, par son représentant permanent</p>
<p>Pâris Mouratoglou Président du Conseil d'Administration 68 ans 1 000 025 actions Au 31/12/08</p>	<p>13 septembre 1990 16 avril 2004 Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2009</p>	<p>Mandats en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> • France - Co-Gérant de la SCI F.M.K. - Administrateur de EURO SIIF - Président d'Apollon Solar - Président du Conseil d'administration d'Hotel Victoria SA - Membre du conseil de surveillance de Jacques Giordano Industries - administrateur de Tenesol (représentant EDF EN) • Autres et étranger - Gérant de SIIF SARL (Luxembourg) - Administrateur non executif de REH (Isle de Man) <p>Mandats expirés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Co-Gérant de la Société d'Etudes et de Réalisation de Port de Plaisance de Saint Raphaël (SERPP)
<p>Elie Cohen Administrateur 59 ans 1 action au 31/12/08</p>	<p>18 septembre 2006 1er décembre 2006 Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2011</p>	<p>Mandats en cours (France)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur d'EDF Energies Nouvelles Reparties - Membre du Conseil de surveillance de Steria - Administrateur des Pages Jaunes <p>Mandats expirés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de Vigeo - Administrateur d'Orange
<p>EDEV Administrateur représenté par Jean-Pierre Benqué 61 ans 38 784 194 actions au 31/12/08 (EDEV) Aucune action en propre</p>	<p>11 octobre 2000 30 mai 2007 Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2012</p>	<p>Mandats en cours (France)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directeur Général Adjoint – Commerce d'EDF SA - Administrateur EDEV - Administrateur de l'association professionnelle l'Union Française de l'Electricité - Administrateur d'EDF Capital Investissement <p>Mandats expirés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Membre du Conseil de surveillance d'EnBW
<p>Société Internationale d'Investissements Financiers (SIIF) représentée par Catherine Mouratoglou 65 ans 18 463 284 actions au 31/12/08 (SIIF) 800 actions en propre</p>	<p>30 juin 2000 16 avril 2004 Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2009</p>	<p>Mandats en cours (France)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présidente de Bois Fleuri SAS - Président Directeur Général de Conseil d'administration de la SA EUROSIIIF - Administrateur de Hôtel Victoria SA - Représentante de la SA EUROSIIIF, Présidente de la SAS Du Lac Alain Cami <p>• Autres et étranger</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présidente d'Energia Italia (Italie) - Gérante de SIIF SARL (Luxembourg)

<p>Nom Fonction Age Nombre d'actions</p>	<p>Date de première nomination Date de début du mandat actuel Date d'échéance du mandat (Assemblée générale)</p>	<p>Autres mandats ou fonctions au cours des cinq dernières années exercées par l'administrateur, ou le cas échéant, par son représentant permanent</p>
<p>Pierre Richard Administrateur 67 ans 31 actions au 31/12/08</p>	<p>18 septembre 2006 1^{er} décembre 2006 Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2011</p>	<p>Mandats en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> • France <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur du groupe « Le Monde » - Administrateur d'Air France-KLM - Administrateur de Generali France Holding • Autres et étranger <ul style="list-style-type: none"> - Expert auprès du conseil d'administration de la Banque Européenne d'Investissement - Membre du Conseil d'Orientation et du bureau de l'Institut de l'Entreprise <p>Mandats expirés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Président du Conseil d'administration de Dexia SA - Président du Conseil d'administration de Dexia Credit Local - Administrateur délégué de Dexia SA - Administrateur et vice-président de Dexia Banque Belgium - Administrateur et vice-président du conseil d'administration de Dexia BIL - Vice-président du Conseil d'administration de Financial Security Assurance Holdings Ltd - Administrateur du Crédit du Nord - Vice-président de l'Association Française des Banques et membre du comité exécutif de la Fédération Bancaire Française - Membre du comité de pilotage Paris Europlace
<p>Jean-François Astolfi Administrateur 57 ans 1 action au 31/12/08</p>	<p>24 mars 2005 28 mai 2008 Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2013</p>	<p>Mandats en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> • France <ul style="list-style-type: none"> - Directeur de la division production et ingénierie hydraulique d'EDF - Administrateur de COFIVA - Président du Conseil de surveillance de la Centrale Electrique Rhenane de Gamsheim (CERGA) - Administrateur de Voies Navigables de France • Etranger <ul style="list-style-type: none"> - Vice-Président du conseil de Surveillance de RKI <p>Mandats expirés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Président du Conseil d'administration de Central Anahuac SA de CV (Rio Bravo II) - Président du Conseil d'administration de Central Saltillo SA de CV - Président et administrateur du Conseil d'administration de Comego SA - Président du Conseil d'administration de Electricidad Aguila de Altamira (Altamira II) - Administrateur de Light - Vice-Président du Conseil d'administration d'EDF Suez Gulf - Vice-Président du Conseil d'administration d'EDF Port Saïd East
<p>Jean Thomazeau Administrateur 69 ans 6 708 actions au 31/12/08</p>	<p>29 novembre 2005 29 novembre 2005 Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2008</p>	<p>Mandats en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> • France <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de PRODEF, France • Etranger <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de BANK OF THE WEST, (États-Unis) - Vice-Président et Administrateur de la Banque SAFDIE, (Suisse) - Président du Conseil d'administration BNP PARIBAS (EGYPT) SAE, (Egypte) - Administrateur de la BANCWEST Corp, (États-Unis)

<p>Nom Fonction Age Nombre d'actions</p>	<p>Date de première nomination Date de début du mandat actuel Date d'échéance du mandat (Assemblée générale)</p>	<p>Autres mandats ou fonctions au cours des cinq dernières années exercées par l'administrateur, ou le cas échéant, par son représentant permanent</p>
<p>EDF Administrateur représenté par Olivier Paquier 44 ans 12 actions au 31/12/08 (EDF) Aucune action en propre</p>	<p>11 octobre 2000 30 mai 2007 Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2012</p>	<p>Mandats en cours (France)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Président du conseil d'administration et directeur général de la Société C2 SA - Administrateur de SAPAR FINANCE SA (représentant permanent d'EDF) - Président du conseil d'administration et directeur général de la Société C13 - Administrateur de la Société C14 SA - Administrateur de la Société C15 SA - Directeur général et chef de file de la Société C3 SA - Président du Conseil d'administration et Directeur général de la Société C9 SA - Administrateur (représentant permanent d'EDF) d'EDF Energies Nouvelles Reparties <p>Mandats expirés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de ELCOGAS
<p>Jean-Louis Mathias Administrateur 61 ans 1 action au 31/12/08</p>	<p>26 janvier 2007 26 janvier 2007 Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2009</p>	<p>Mandats en cours (France)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directeur général délégué d'EDF - Membre du conseil de surveillance de Dalkia - Président du conseil d'administration d'EDF Trading <p>Mandats expirés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Président du conseil d'administration d'EDEV - Direction Gaz de France - Administrateur de la Fondation Gaz de France - Censeur de Gaz de France International - Administrateur de la Compagnie Française des Méthanes Holding - Administrateur de la Compagnie Française des Méthanes - Administrateur de COFATECH - Administrateur de COGAC - Administrateur de Gaz du Sud Ouest - Administrateur de Petrofigaz (représentant permanent de Gaz de France) - Membre du comité de direction de Gaselys - Administrateur de l'Association Française du Gaz

Direction Générale

<p>Nom Fonction Age Nombre d'actions</p>	<p>Date de première nomination Date de début du mandat actuel Date d'échéance du mandat</p>	<p>Autres mandats ou fonctions exercées (hors groupe EDF EN) au cours des cinq dernières années</p>
<p>David Corchia Directeur Général 39 ans 322 813 actions au 31/12/08</p>	<p>18 juillet 2006 18 juillet 2006 31 décembre 2009</p>	<p>- Gérant des sociétés civiles familiales NA, PAR, SA</p>
<p>Yvon André Directeur Général délégué (France et Affaires Nouvelles) 58 ans 101 802 actions au 31/12/08</p>	<p>23 avril 2002 23 avril 2002 31 décembre 2009</p>	<p>Mandats en cours - Administrateur d'AlcoGroup (Belgique) - Administrateur C-Power (Belgique) - Administrateur de Finance Consult Mandats expirés - Administrateur de Sallèle Limousis - Membre du Comité de développement de Total Energie</p>
<p>Christophe Geffray Directeur Général délégué (Industrie) 51 ans 315 actions au 31/12/08</p>	<p>31 août 2006 31 août 2006 31 décembre 2009</p>	<p>Mandats en cours - Administrateur de géothermie Bouillante SA (Guadeloupe) Mandats expirés - Membre du Comité de Surveillance d'ECK (Pologne)</p>
<p>Michel Trousseau Directeur Général délégué (Europe du Nord et Orientale, Approvisionnement Photovoltaïque) 53 ans Aucune action</p>	<p>2 juillet 2008 2 juillet 2008 31 décembre 2009</p>	<p>Mandats en cours - Conseiller du Commerce Extérieur de la France Mandats expirés - Executive Vice President Engineering, Investment and Risk de United Water (USA) - Directeur des Projets, Risques et Investissements de SUEZ Environnement</p>

6.4 Rémunération des mandataires sociaux non dirigeants de la Société

Les tableaux suivants détaillent le montant de la rémunération versée par la Société aux administrateurs de la société.

Nom	Mandat	Jetons de présence 2007	Jetons de présence 2008
Société Internationale d'Investissements Financiers, représentée par Catherine Mouratoglou	Administrateur	Néant	Néant
EDF représentée par Olivier Paquier	Administrateur	Néant	Néant
EDEV représentée par Jean-Pierre Benqué	Administrateur	Néant	Néant
Pierre Richard	Administrateur depuis le 1 ^{er} décembre 2006	25 000 € + 12 000 € versés en janvier 2008 ¹	15 000 € + 25 000 € versés en janvier 2009 ¹
Elie Cohen	Administrateur depuis le 1 ^{er} décembre 2006	25 000 € + 18 000 € versés en janvier 2008 ¹	15 000 € + 25 000 € versés en janvier 2009 ¹
Jean-François Astolfi	Administrateur	Néant	Néant
Jean Thomazeau	Administrateur	Néant	Néant
Jean-Louis Mathias	Administrateur	Néant	Néant

La Société n'a pas versé d'autres rémunérations aux administrateurs susvisés.

Le Conseil d'administration lors de sa séance du 19 mars 2008 a décidé de modifier légèrement les principes arrêtés pour la répartition annuelle des jetons de présence aux seuls administrateurs indépendants afin d'adapter ces derniers au fonctionnement du Conseil. Les règles sont désormais dans la limite du montant accordé par l'assemblée :

- un montant fixe forfaitaire annuel de 15 000 euros
- un montant variable en fonction de la participation de l'administrateur égal à 2 000 euros par Conseil ou Comité,
- attribution en janvier pour la présence au cours de l'année écoulée et en juin pour le montant forfaitaire.

Il est toutefois décidé un plafond de 40 000 euros pour le montant total de la rémunération à percevoir au titre de chaque exercice pour chacun des administrateurs indépendants.

Par ailleurs, Monsieur Jean-François Astolfi a perçu de la part de la société EDF SA une rémunération brute pour l'exercice 2008 d'un montant de 196 800 euros plus une part variable de 72 374 euros et des avantages en nature et autres primes statutaires d'un montant de 29 918 euros.

¹ Montant versé au titre des jetons de présence 2007 et 2008 liés à la participation effective aux conseils et comités.

Monsieur Jean-Louis Mathias a perçu de la part de la société EDF SA une rémunération brute pour l'exercice 2008 d'un montant de 519 000 euros plus une part variable de 192 029 euros et des avantages en nature et autres primes statutaires d'un montant de 36 064 euros.

6.5 Rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la Société

Les tableaux suivants détaillent le montant de la rémunération versée et les avantages en nature octroyés par la Société et ses filiales au Président du Conseil d'administration, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux délégués au cours des exercices clos les 31 décembre 2007 et 2008.

Nom	Type de rémunération	Rémunération brute et avantages en nature 2007	Rémunération brute et avantages en nature 2008
Pâris Mouratoglou Président du Conseil d'administration	Rémunération fixe (pas d'autre type de rémunération)	198 212,88 € (dont 1 193,88 € d'avantages en nature) 98 292,12 € au titre de la régularisation des sommes dues pour 2006 108 536 € au titre du versement d'une prime due au titre de l'exercice 2005	200 004 €
David Corchia Directeur Général	Rémunération fixe	364 152,52 €	382 356 €
	Rémunération variable	130 000 €	155 000 €
	Avantages en nature	9 182,28 €	15 999 €
	TOTAL	503 334,80 €	553 355 €
Yvon André Directeur Général délégué	Rémunération fixe	256 008 €	268 800 €
	Rémunération variable	70 000 €	77 500 €
	Avantages en nature	10 062,80 €	26 200 €
	TOTAL	336 070,80 €	372 500 €
Christophe Geffray¹ Directeur Général délégué nommé le 31 août 2006	Rémunération fixe	168 422,22 €	182 264 €
	Rémunération variable	23 333 €	77 500 €
	Avantages en nature	3 089,46 €	11 828 €
	TOTAL	194 844,68 €	271 592 €
Michel Trousseau Directeur Général délégué nommé le 2 juillet 2008	Rémunération fixe	Néant	92 571 €
	Rémunération variable		0 €
	Avantages en nature		4 809 €
	TOTAL		97 380 €

Il n'y a aucune rémunération exceptionnelle et aucun jeton de présence pour les dirigeants mandataires sociaux.

Les parts variables des rémunérations visées ci-dessus, sont attribuées de façon discrétionnaire par le Conseil d'administration en fonction de la performance individuelle du mandataire considéré pour l'exercice écoulé. Elles sont attribuées en début d'année en référence à l'exercice précédent.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008, il devrait être versé en mars 2009 à David Corchia une prime de 225 000 euros, à Yvon André de 100 000 euros, à Michel Trousseau de 45 000 euros et à Christophe Geffray de 80 000 euros.

¹ Christophe Geffray est rémunéré au titre de son contrat de travail par la société EDF EN France

Pour l'exercice 2009 à verser en 2010, le Conseil d'administration a décidé de fonder la rémunération variable des dirigeants sur l'atteinte de performances financières et opérationnelles (en termes de capacités de production d'énergie) du groupe EDF Energies Nouvelles au 31 décembre 2009.

Les avantages en nature visés ci-dessus correspondent à :

- des voitures de fonction,
- la souscription d'une assurance chômage pour les dirigeants (GSC) au profit d'Yvon André, de David Corchia et de Michel Trousseau,
- la constitution d'un capital d'assurance vie au profit d'Yvon André et de Christophe Geffray.

Monsieur Christophe Geffray est intégralement rémunéré au titre de son contrat de travail par la société EDF EN France, filiale à 100 % d'EDF Energies Nouvelles.

Aucun des mandataires sociaux ne bénéficie d'un régime de retraite spécifique.

6.6 Actions gratuites

Le Conseil d'administration agissant dans le cadre de l'autorisation conférée par la quatorzième résolution de l'Assemblée générale des actionnaires du 30 mai 2007 a adopté le 30 octobre 2008 un plan d'attribution d'actions gratuites aux collaborateurs clés en France incluant les dirigeants mandataires sociaux. Le tableau ci-après indique les attributions dont ont bénéficié les dirigeants mandataires sociaux.

<i>Mandataire</i>	<i>N° et date du plan</i>	<i>Nombre</i>	<i>Valorisation (norme IFRS)</i>	<i>Date d'acquisition</i>	<i>Date de disponibilité</i>	<i>Conditions de performance</i>
David Corchia	N°2- 30/10/08	3 000	57 090	30/10/10	31/10/12	Oui pour 50%
Yvon André	N°2- 30/10/08	2 000	38 060	30/10/10	31/10/12	Oui pour 50%
Christophe Geffray	N°2- 30/10/08	1 500	28 545	30/10/10	31/10/12	Oui pour 50%
Michel Trousseau	N°2- 30/10/08	2 000	38 060	30/10/10	31/10/12	Oui pour 50%

Ces actions pourront être acquises à l'issue d'une période de 2 ans sous réserve de la présence du bénéficiaire au sein du Groupe et pour 50 % des actions sous réserve de l'atteinte par le Groupe en 2009 et 2010 d'objectifs opérationnels quantitatifs.

Par ailleurs, dans le cadre du plan d'attribution d'actions à l'ensemble des salariés, ils ont bénéficié chacun de l'attribution de 60 actions supplémentaires sous les mêmes conditions de présence et de performance que les autres salariés.

L'ensemble des actions définitivement acquises au titre des plans susvisés devront être conservées au minimum pendant 2 ans et 20 % des actions acquises devront être conservées par les mandataires jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

Il a été attribué en 2008 aux 10 salariés EDF Energies Nouvelles non mandataires sociaux et dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé un total de 12.210 actions gratuites, soit une valeur de 232 356 euros (juste valeur selon la norme IFRS 2 utilisée pour les comptes consolidés du groupe EDF EN).

Pour mémoire en novembre 2007, Messieurs David Corchia, Yvon André et Christophe Geffray se sont vus attribuer chacun 1 000 actions gratuites (plan N°1). Sous réserve du respect de la condition de présence et des conditions de performance, les actions pourraient être acquises définitivement à compter de novembre 2009. Elles resteront cependant indisponibles jusqu'en 2011 et 20 % devront être conservées jusqu'à la cessation des fonctions du mandataire. La valorisation unitaire de ces actions dans les comptes consolidés est de 54,97 € (juste valeur IFRS 2).

Aucune action antérieurement attribuée n'est devenue disponible au cours de l'exercice et aucune action gratuite n'a été attribuée par une autre société du groupe EDF EN.

6.7 Engagement de toute nature pris au bénéfice des mandataires sociaux visés à l'article L. 225-102-1 al 3 du Code de Commerce

Engagement pris au bénéfice de David Corchia, Directeur Général

L'Assemblée générale mixte du 28 mai 2008 a approuvé l'octroi d'une indemnité de départ au directeur général, M. David Corchia, en cas de révocation ou de non renouvellement de son mandat au-delà du 31 décembre 2009 pour une nouvelle période de trois ans. Le montant de cette indemnité, soumise à des conditions de performance, est fixé à vingt-quatre mois de rémunération globale.

Engagement pris au bénéfice d'Yvon André directeur général délégué (France et Affaires Nouvelles),

L'Assemblée générale mixte du 28 mai 2008 a approuvé la signature d'un avenant au contrat de travail du Directeur général délégué Europe, M. Yvon André, prévoyant l'octroi d'une indemnité de départ en cas de licenciement, hors cas de faute grave ou lourde. Le montant de cette indemnité, soumise à des conditions de performance, est fixé à vingt-et-un mois de rémunération globale.

Engagement pris au bénéfice de Michel Trousseau directeur général délégué (Europe du Nord et Orientale, Approvisionnement photovoltaïque)

Conformément à l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 2 juillet 2008, a décidé d'octroyer une indemnité de départ à M. Michel Trousseau en cas de révocation ou de non renouvellement de son mandat au-delà du 31 décembre 2009 pour une nouvelle période de trois ans. Le montant de cette indemnité, soumise à des conditions de performances, est fixé à douze mois de rémunération globale. En outre, le Conseil d'administration a décidé que M. Michel Trousseau recevra une indemnité supplémentaire en cas de révocation de son mandat avant une période complète d'affiliation au régime de la GSC ouvrant droit à une indemnisation complète, soit dans la période entre le 7ème mois et le 12ème mois d'affiliation complète au régime de la GSC. Cette indemnité serait égale à l'indemnisation que M. Trousseau aurait pu percevoir en tant que mandataire, justifiant d'une période d'affiliation de douze mois au régime GSC. Le versement de cette indemnité est également soumis à des conditions de performance. Ces indemnités seront soumises à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Conformément à la réglementation, ces engagements font l'objet d'une publication sur le site internet de la Société dans la rubrique informations réglementées.

6.8 Opérations des dirigeants sur les titres EDF EN

Ces opérations n'ont pas modifié la répartition du capital de la Société et les engagements pris par le groupe Mouratoglou et le groupe EDF dans le cadre du pacte d'actionnaires conclu le 17 juillet 2006.

Enfin, sur l'exercice 2008, les opérations suivantes ont été effectuées et ont fait l'objet d'une déclaration par les personnes intéressées conformément aux dispositions de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier.

Déclarant	Nature de l'opération	Montant en euros	Prix unitaire (en euros)	Date de l'opération
Yvon André (Directeur Général délégué)	Souscription actions (augmentation de capital)	655 624,20	32,20	30/09/08
David Corchia (Directeur Général)	Souscription actions (augmentation de capital)	2 081 247,00	32,20	30/09/08
	Cession DPS	9 793,70	1,70	11/09/08
	Cession DPS	11 099,26	0,74	15/09/08
	Cession DPS	8 100,00	0,90	16/09/08
	Cession DPS	9 794,40	1,06	17/09/08
Jean Thomazeau (Administrateur)	Souscription	43 180,00	32,20	18/09/08

Par ailleurs, dans le cadre de l'augmentation de capital réalisée en septembre 2008, le groupe EDF et le groupe Mouratoglou ont souscrit l'intégralité des actions auxquelles ils pouvaient prétendre soit respectivement 7 756 841 actions pour le groupe EDF et 3 894 163 pour le groupe Mouratoglou (incluant Jean Thomazeau).

7. Actionnariat et éléments pouvant avoir une incidence en cas d'offre publique

7.1 Historique du capital

Date	Nature de l'opération	Capital avant opération (en euros)	Prime d'émission / d'apports	Actions créées ou annulées	Valeur nominale (en €)	Nombre d'actions cumulé	Capital après opération (en euros)
19/10/2005	Augmentation de capital	68 956 608	72 170	1 000	16	4 310 788	68 972 608
18/09/2006	Division de la valeur nominale des actions	68 972 608	NA	NA	1,6	43 107 880	68 972 608
28/11/2006	Augmentation de capital (introduction en bourse)	68 972 608	320 482 061	12 139 472	1,6	55 247 352	88 395 763,20
28/11/2006	Augmentation de capital (exercice de l'option de surallocation)	88 395 763,20	48 072 288	1 820 920	1,6	57 068 272	91 309 235,20
01/12/2006	Augmentation de capital (réservée à EDEV)	91 309 235,20	126 679 449,60	4 798 464	1,6	61 866 736	98 986 777,60
14/12/2006	Augmentation de capital (réservée aux salariés PEG)	98 986 777,60	1 964 279	93 216	1,6	61 959 952	99 135 923,20
14/12/2006	Augmentation de capital (réservée aux salariés hors PEG)	99 135 923,20	2 502 244,8	94 782	1,6	62 054 734	99 287 574,40
30/09/2008	Augmentation de capital avec DPS	99 287 574,40	474 718 699,80	15 513 683	1,6	77 568 417	124 109 467,20
30/09/2008	Annulation 1 action	124 109 467,20	NA	1	1,6	77 568 416	124 109 465,60

7.2 Structure du capital

Au 31 décembre 2008, la répartition du capital de la société est la suivante :

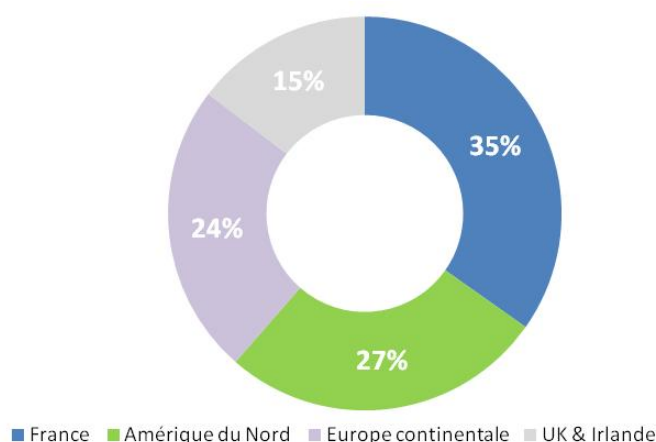
Actionnaire	Actions et droits de vote	% capital et droits de vote
Groupe EDF	38 784 208	50,0 %
Groupe Mouratoglou	19 470 817	25,1 %
Public (y compris salariés)	19 313 391	24,9 %
Total	77 568 416 ¹	100 %

¹ 15 513 683 actions nouvelles ont été émises dans le cadre de l'augmentation de capital de 500 millions d'euros réalisée en septembre 2008 et une action auto détenue a été annulée afin de maintenir la participation du Groupe EDF à 50 % du capital.

EDF Energies Nouvelles a réalisé en septembre 2008 une augmentation de capital de 500 millions d'euros, qui s'est traduit par la création de 15 513 683 actions nouvelles. Les principaux actionnaires de la société ont souscrit à cette opération à hauteur de leurs participations respectives.

Au 31 décembre 2008, le groupe EDF et le groupe Mouratoglou détiennent ensemble 75,1 % du capital et des droits de vote de la Société, à l'égard de laquelle ils ont déclaré agir de concert.

EDF Energies Nouvelles a procédé à l'identification de ses actionnaires en décembre 2008. Sur la base du TPI (titres au porteur identifiables) et des titres au nominatif, le flottant se répartit entre 22 % d'actionnaires individuels et 78 % d'actionnaires institutionnels. La répartition des investisseurs institutionnels par zone géographique est la suivante :



7.3 Evolution du cours de Bourse

L'action EDF Energies Nouvelles a reculé de 44 % au cours de l'année 2008. Durant la même période, l'indice SBF 120 a, quant à lui, chuté de 43,1 %.

Au cours de l'année 2008, le cours de bourse a évolué entre 45 euros et 19,8 euros pour clôturer, le 31 décembre 2008, à 25,2 euros, correspondant à une capitalisation boursière de 1,96 milliard d'euros.

Evolution du cours de l'action en 2008 comparé à l'indice SBF 120



7.4 Franchissements de seuil

Au cours de l'exercice 2008, la Société n'a été informée d'aucun franchissement de seuils.

La Société n'a pas été notifiée de participations prévues par l'article L.233-12 du Code de commerce. A la connaissance de la Société aucun autre actionnaire que ceux mentionnés au paragraphe « Structure du capital » ne détient plus de 5 % du capital.

7.5 Impact en cas d'offre publique (L. 225-100-3)

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique visant les titres de la Société sont décrits ci-après.

Il est rappelé que la structure du capital de la Société est de 50 % pour le groupe EDF, 25,1 % pour le groupe Mouratoglou et 24,9 % pour le public (y compris les salariés). Le groupe EDF et le groupe Mouratoglou ont déclaré agir de concert vis-à-vis de la Société et ont pris l'engagement de s'interdire de procéder, directement ou indirectement, à des acquisitions d'actions ayant pour effet de réduire la part du public dans le capital de la Société à moins de 23,66 %. Cependant, l'engagement de liquidité souscrit par le groupe EDF expirerait dans l'hypothèse où le groupe Mouratoglou viendrait à détenir moins de 10 % du capital de la Société.

7.5.1 Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions

Les statuts de la Société ne contiennent au 31 décembre 2008 aucune stipulation limitant les transferts d'actions. Sous réserve des stipulations de l'article 13 relatives à la privation des droits de vote en cas de non-respect des obligations relatives aux déclarations de franchissement de seuil (franchissement du seuil de 1 % du capital ou des droits de vote), les statuts ne contiennent pas de restriction à l'exercice des droits de vote.

7.5.2 Clauses de convention portées à la connaissance de la Société dont elle a connaissance en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce – droits de contrôle spéciaux

Dans le cadre de l'admission des titres de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext, l'Autorité des marchés financiers a été destinataire d'un pacte d'actionnaires et d'une convention concernant la Société, conclus le 17 juillet 2006, entre d'une part, la société EDF et la société EDF Développement Environnement - EDEV (ci-après désignés ensemble le « Groupe EDF ») et d'autre part, M. Pâris Mouratoglou et la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois SIIF - Société Internationale d'Investissements Financiers (ci-après désignés ensemble le « Groupe Mouratoglou »). L'Autorité des marchés financiers a également été destinataire d'un avenant à la convention précitée, conclu le 10 novembre 2006 entre le groupe EDF et le groupe Mouratoglou. La décision de l'AMF n° 206C2226, consultable sur son site, décrit les principales stipulations de ces accords et notamment le droit de préférence en cas de transfert de titres consentis au groupe EDF par le groupe Mouratoglou et les options de vente et d'achat consenties en cas de participation du groupe Mouratoglou devenue inférieure à 10 % du capital.

7.5.3 Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration

Aux termes du pacte, le Conseil d'administration de la Société doit être composé de neuf membres désignés pour une durée de six années, dont quatre sont désignés parmi les candidats présentés par le groupe EDF, trois parmi les candidats présentés par le groupe Mouratoglou, et deux administrateurs indépendants (l'un nommé parmi les candidats proposés par le groupe EDF, l'autre parmi les candidats proposés par le Groupe Mouratoglou).

Le pacte prévoit également une modification de la composition du Conseil d'administration, en cas de diminution éventuelle de la participation du groupe Mouratoglou dans le capital de la Société :

- si cette participation devient inférieure à 12,5 % du capital, le nombre d'administrateurs nommés sur sa proposition sera réduit à deux, le nombre d'administrateurs nommés sur proposition du groupe EDF étant porté à cinq et le nombre d'administrateurs indépendants demeurant inchangé ;
- si cette participation devient inférieure à 10 % du capital, le nombre d'administrateurs nommés sur sa proposition sera réduit à un, le nombre d'administrateurs nommés sur proposition du groupe EDF étant porté à cinq et le nombre d'administrateurs indépendants étant porté à trois ;
- si cette participation devient inférieure à 5 % du capital, il n'y aura plus d'administrateurs nommés sur sa proposition, le nombre d'administrateurs nommés sur proposition du groupe EDF étant porté à six et le nombre d'administrateurs indépendants étant porté à trois.

Les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général sont dissociées. M. Pâris Mouratoglou occupe les fonctions de Président du Conseil d'administration jusqu'au 31 décembre 2010 et s'engage à renoncer à cette fonction si la participation du groupe Mouratoglou devenait inférieure à 10 % du capital de la Société. Jusqu'à l'expiration du mandat de Président de M. Pâris Mouratoglou, les fonctions de Président du Conseil d'administration demeureront dissociées de celles de Directeur Général. Le Directeur Général est désigné parmi les candidats proposés par le groupe EDF ; les parties au pacte sont néanmoins convenues que le mandat du Directeur Général actuel, M. David Corchia, expirera le 31 décembre 2009.

[7.5.4 Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique](#)

Voir le paragraphe 6.7 ci-dessus décrivant les engagements pris au bénéfice de David Corchia, Yvon André et Michel Trousseau.

[7.5.5 Pouvoirs du Conseil d'administration, en particulier relatifs à l'émission ou au rachat d'actions](#)

Les délégations de pouvoirs et autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières dont bénéficie le Conseil d'administration figurent en annexe 2 du rapport.

L'Assemblée générale du 28 mai 2008 a autorisé, le Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit mois, à procéder au rachat de ses propres actions. Les conditions de ces rachats sont décrites dans le descriptif du programme de rachat figurant sur le site internet de la société.

[7.5.6 Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, portait gravement atteinte à ses intérêts](#)

Contrat de licence de marque

Dans l'hypothèse où la participation, directe ou indirecte, d'EDF deviendrait inférieure à 35 % du capital ou des droits de vote de la Société, le contrat de licence de marque conclu entre la Société et EDF en date du 30 août 2006 au terme duquel la Société bénéficie du droit d'usage de la marque « EDF Energies Nouvelles » en tant que dénomination sociale serait résilié de plein droit.

Contrats de financement

Certains financements de la Société prévoient un remboursement anticipé dans l'hypothèse où EDF viendrait à détenir une part de capital et de droits de vote de la Société inférieure à un certain seuil ou en cas de changement de dénomination sociale de la Société.

Evolution de l'actionariat

La Société bénéficie de l'expérience de M. Mouratoglou, acteur historique des énergies nouvelles, ainsi que de la renommée du groupe EDF et de la force de son implantation nationale et internationale. Dans ce cadre, tout changement de contrôle de la Société par ses principaux actionnaires actuels pourrait avoir un impact défavorable significatif sur la situation financière, les résultats du Groupe ou sur sa capacité à atteindre ses objectifs.

Engagements de conservation et d'abstention dans le cadre de l'augmentation de capital de septembre 2008

Dans le cadre de l'augmentation de capital de septembre 2008, la Société a conclu avec Goldman Sachs et la Société Générale un contrat de garantie aux termes duquel elle s'est engagée à ne pas émettre, offrir, prêter, mettre en gage ou céder, directement ou indirectement, des actions ou d'autres titres de capital de la Société, ni à effectuer toute opération ayant un effet économique similaire, ni à annoncer publiquement son intention de procéder à de telles opérations, jusqu'au 30 mars 2009, sans l'accord préalable de Goldman Sachs et de la Société Générale, accord qui ne pourra être refusé sans motif raisonnable. Cet engagement est consenti sous réserve des principales exceptions suivantes :

- l'émission des actions nouvelles ;
- l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société ou d'actions gratuites ;
- l'émission ou la cession de titres de capital de la Société qui pourraient être consentis dans le contexte d'une opération de croissance externe liée à un rapprochement industriel, pour autant que le ou les bénéficiaires s'engagent à les conserver jusqu'au 30 mars 2009;
- toute opération effectuée dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu par la Société ;
- tout transfert de titres de capital de la Société à toute entité contrôlée (au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce) par la Société pour autant que le ou les bénéficiaires recevant des titres de capital de la Société s'engagent à les conserver jusqu'à la fin de la période jusqu'au 30 mars 2009 ;
- l'émission de tout titre de capital de la Société dans le cadre du paiement d'un dividende en actions.

Par ailleurs, M. Pâris Mouratoglou, la Société Internationale d'Investissements Financiers, EDF et EDEV (les « Actionnaires Majoritaires ») s'engagent envers Goldman Sachs et la Société Générale, sans solidarité, à ne pas offrir, prêter, mettre en gage ou céder, directement ou indirectement, ou émettre indirectement des actions ou d'autres titres de capital de la Société, ni à effectuer toute opération ayant un effet économique similaire, ni à annoncer publiquement leur intention de procéder à de telles opérations, jusqu'au 30 mars 2009, sans l'accord préalable de Goldman Sachs et de la Société Générale, accord qui ne pourra être refusé sans motif raisonnable. Ces engagements sont consentis sous réserve des principales exceptions suivantes :

- le transfert de titres de capital de la Société au profit d'un partenaire industriel de la Société, sous réserve que le bénéficiaire du transfert reprenne à son compte l'engagement des Actionnaires Majoritaires de ne pas transférer les titres de capital ainsi acquis jusqu'au 30 mars 2009 ;
- le transfert de titres de capital de la Société qui pourraient être consentis dans le contexte d'une opération de croissance externe liée à un rapprochement industriel, pour autant que le ou les bénéficiaires recevant des titres de capital de la Société s'engagent à les conserver jusqu'au 30 mars 2009 ;
- tout transfert de titres de capital de la Société à un autre Actionnaire Majoritaire ou à toute entité contrôlée (au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce) par l'un ou l'autre des Actionnaires Majoritaires pour autant que les personnes bénéficiant du transfert s'engagent à conserver les titres de capital ainsi transférés jusqu'au 30 mars 2009.
- le nantissement par M. Pâris Mouratoglou et/ou la Société Internationale d'Investissements financiers d'actions de la Société au profit d'un ou plusieurs établissements financiers.

8. Salariés et actionnariat salariés

8.1 Salariés

8.1.1 Effectifs du Groupe ¹

Au 31 décembre 2008, le Groupe comptait 1 723 salariés. La répartition géographique des effectifs est la suivante :

GROUPE EDF Energies Nouvelles		
	31/12/2007	31/12/2008
Allemagne	3	3
Belgique	11	14
Bulgarie	60	60
Espagne	12	26
France	158	231
Grèce	20	28
Italie	12	19
Portugal	23	27
Royaume-Uni	12	16
Turquie	0	15
Etats-Unis	317	463
EDF ENERGIES NOUVELLES (hors EDF Energies Nouvelles Réparties)	628	901

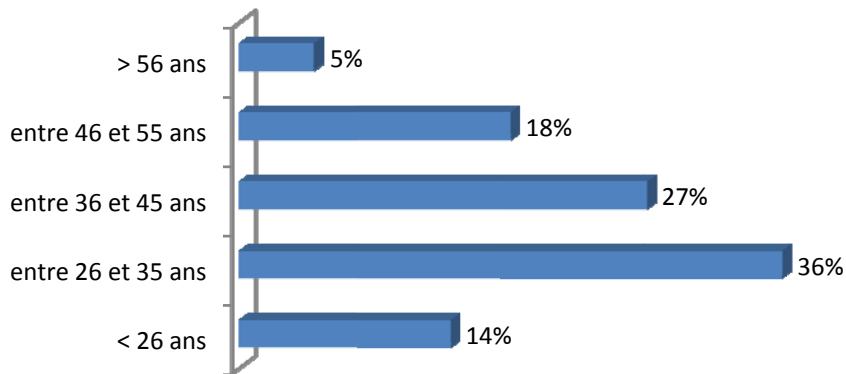
	31/12/2007	31/12/2008
France (EDF Energies Nouvelles Réparties, Tenesol, Supra, Ribo)	-	637
Afrique du Sud (Tenesol)	-	134
Afrique de l'Ouest (Tenesol)	-	10
Maroc (Tenesol)	-	42
EDF Energies Nouvelles Réparties	0	822

TOTAL Groupe EDF Energies Nouvelles	628	1 723
--	------------	--------------

Cette forte croissance des effectifs s'explique par le nombre important de recrutements réalisés au cours de l'année 2008 ainsi que par la prise de participation d'EDF Energies Nouvelles dans la société EDF Energies Nouvelles Réparties en février 2008. EDF Energies Nouvelles Réparties et ses filiales comptent 822 salariés principalement issus de Supra, détenue à plus de 80 % et de Tenesol, codétenue à 50 % avec le groupe Total.

¹ Les effectifs du Groupe comprennent les salariés des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation et sont comptabilisés selon les mêmes critères.

Pyramide des âges au 31 décembre 2008



Les autres indicateurs clés du Groupe sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Total Groupe
Effectifs	1723
Nombre de CDI	1498
Nombre de CDD	225
Nombre de cadres	496
Nombre de femmes	425
Charges de personnel	75 085 872 €
Autres frais de personnel	5 218 675 €

Afin de refléter au mieux le Groupe et ses métiers en matière de ressources humaines la présentation s'articule autour de deux axes :

- les activités historiques du Groupe ;
- les énergies renouvelables réparties.

Les valeurs portées par le Groupe sont la diversité culturelle, l'esprit entrepreneurial, l'innovation, la performance et la réactivité.

8.1.2 Le groupe EDF Energies Nouvelles en France (hors EDF Energies Nouvelles Réparties)

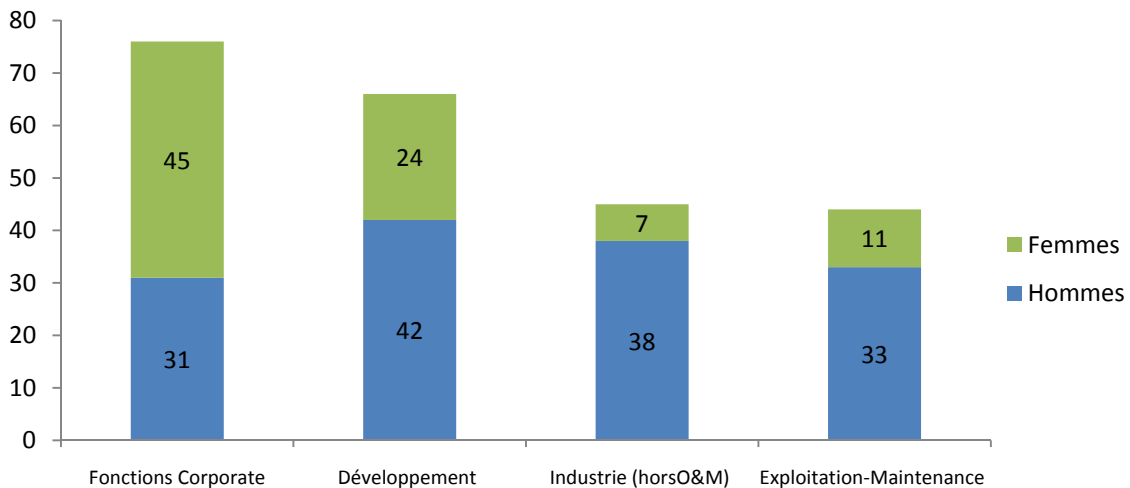
Effectifs

En France, le Groupe (hors EDF Energies Nouvelles Réparties) comptait 231 collaborateurs au 31 décembre 2008, soit une progression de 46 % par rapport au 31 décembre 2007.

La croissance est portée par des équipes jeunes (62 % des salariés ont moins de 35 ans) et hautement qualifiées, issues principalement d'écoles d'ingénieurs, d'écoles de commerce et de grandes universités. 78 % des salariés ont le statut cadre. Le nombre de départs a été de 24 en 2008. L'absentéisme est quasi nul, ce qui souligne la forte implication des salariés.

Métiers - recrutements

En France, les équipes apportent une expertise variée reconnue sur l'ensemble des métiers historiques du Groupe (le développement, la réalisation et l'exploitation-maintenance). La répartition des effectifs par métiers est la suivante :



EDF Energies Nouvelles a attiré en France de nouveaux talents dans ses différents métiers avec 97 nouveaux embauchés, dont 23 dans les fonctions « corporate », 28 dans les métiers du développement (pour répondre notamment aux enjeux de la filière photovoltaïque) et 45 à la Direction Industrie dont 23 personnes ont été recrutées pour les activités d'exploitation et maintenance. Ces équipes se sont dotées de nouveaux profils axés sur des compétences de terrain beaucoup plus techniques.

Formation

Le Groupe encourage la formation de ses salariés par des programmes de formation interne (une vingtaine de journées ont été organisées permettant un échange sur les bonnes pratiques, un partage des savoir-faire et connaissances) et des formations externes. Les salariés bénéficient d'actions de sensibilisation en environnement (bruit, aspects visuels, gestion de chantier...) qui s'inscrivent dans le système de management environnemental.

En France, le Groupe a mis l'accent sur les programmes de formation en matière de sécurité. Des formations sur les thématiques suivantes ont été organisées : habilitations électriques, travaux en hauteur, rescue, extincteur...

Par ailleurs, le centre d'Exploitation et Maintenance de Colombiers (Hérault) accueillera à la fin de l'année 2009 l'ensemble des actions de formation dédiées à l'exploitation et à la maintenance des installations.

En 2008, 40 % des salariés français ont bénéficié d'une formation représentant environ 51 heures de formation par salarié formé. Les dépenses de formation ont représenté 1 % de la masse salariale.

Par ailleurs, le Groupe a recruté en France, 4 collaborateurs en contrat de professionnalisation et a employé 20 stagiaires, dont 8 ont été embauchés à l'issue de leur stage.

8.1.3 [EDF Energies Nouvelles Réparties](#)

En prenant une participation de 50 % dans la société EDF Energies Nouvelles Réparties en février 2008, le Groupe a renforcé sa présence dans le domaine des énergies renouvelables réparties, et en particulier dans le solaire photovoltaïque distribué.

EDF Energies Nouvelles Réparties SA développe pour ses clients (résidentiel, industriel, tertiaire, collectivités territoriales) des solutions de production d'énergie à partir des technologies d'énergies nouvelles réparties intégrées au bâtiment : photovoltaïque en toiture, solaire thermique (chauffe-eau solaires), pompes à chaleur et énergie bois. Elle est destinée à porter l'ensemble des participations relatives aux énergies renouvelables réparties.

La société EDF Energies Nouvelles Réparties compte en propre (ou mis à disposition) 24 salariés. Ce sont ses principales filiales Supra, Tenesol et Ribo qui portent l'essentiel des effectifs de cette nouvelle branche d'activité.

La société Supra, spécialisée notamment dans la fabrication d'appareils de chauffage et de cheminées, dispose de deux sites de production. Elle comptait 358 collaborateurs au 31 décembre 2008. L'entreprise gère une cartographie de compétences et privilégie au maximum la mobilité interne. Les principaux axes de formation ont été consacrés en 2008 à des formations en informatique, en sécurité et en analyse de la valeur.

Le groupe Tenesol, consolidé à 50 % dans le groupe EDF Energies Nouvelles, est investi dans plusieurs métiers de natures différentes, intégrant la chaîne de valeurs de la filière photovoltaïque (fabricant de panneaux solaires, activité d'ingénierie et systémier de solutions photovoltaïques, maintenance et exploitation des centrales solaires photovoltaïques). Le groupe Tenesol comptait 844 collaborateurs fin 2008 (comprenant les filiales de Tenesol entrant dans le périmètre de sa propre consolidation). Le groupe Tenesol applique une politique de recrutement d'ingénieurs et cadres à forts potentiels, susceptibles d'accompagner les objectifs de croissance, à la fois du secteur et de l'entreprise. Des formations pour les salariés évoluant dans une activité « à risque », sont mises en œuvre régulièrement (travail en hauteur, habilitations électriques, permis caristes, formations équipiers incendie...).

La société Ribo, spécialiste du développement et de l'exploitation de solutions innovantes de chauffage, climatisation et traitement de l'air, basée à Castelnaudary (département de l'Aude) comptait 17 salariés fin 2008.

8.1.4 Le Groupe à l'international

Effectifs

Le Groupe a poursuivi son expansion à l'international avec une progression de 43 % des effectifs en 2008.

Aux Etats-Unis, la filiale enXco a connu une année particulièrement importante en termes de croissance des effectifs passant de 317 personnes à 463 (soit une croissance de 46 %).

Ses équipes se répartissent entre :

- 324 salariés dans les métiers d'exploitation-maintenance ; soit une progression de 32 % ;
- 108 salariés dans le développement et les métiers techniques, soit une progression de 66 %. enXco a renforcé ses équipes spécialisées dans le développement de projets dans la filière du solaire et le développement de projets sur de nouveaux territoires (notamment sur les métiers de la sécurisation du foncier)
- 31 personnes dans les fonctions corporate.

Dans le cadre de son développement international, le Groupe a pris, en décembre 2008, une participation de 50 % dans le capital de la société Polat Enerji, l'un des principaux développeurs éoliens en Turquie, très actif dans le secteur des énergies renouvelables. La société a plus que doublé ses effectifs en 2008.

Par ailleurs, EDF Energies Nouvelles a créé en juin 2008 avec EDF Energy, filiale britannique d'EDF, une société commune, EDF Energy Renewables, qui est détenue à part égale par EDF Energies Nouvelles (50 %) et par EDF Energy (50 %). Les équipes ont été constituées par des salariés issus du groupe EDF Energies Nouvelles et d'EDF Energy.

Mobilité

Le Groupe connaît un partenariat réussi avec ses filiales étrangères fondé sur la complémentarité des savoir-faire. La mobilité internationale permet de mieux développer les compétences métiers du Groupe en fonction des besoins identifiés et d'harmoniser les méthodes et les outils de travail.

Le Groupe encourage la mobilité internationale de ses collaborateurs et connaît des exemples réussis d'expatriation, notamment en Angleterre, en Italie, en Grèce et aux Etats-Unis. Les nouveaux marchés offrent également de nouvelles perspectives d'expatriation, notamment en Turquie et au Mexique.

Les possibilités d'évolution à l'international sont un atout pour fidéliser, promouvoir et recruter de nouveaux talents.

EDF Energies Nouvelles comptait en 2008, 6 jeunes diplômés en VIE (Volontariat International en Entreprise) et prévoit d'étendre son programme VIE en 2009. L'expérience acquise durant le séjour au sein d'une filiale du Groupe permet au jeune VIE d'acquérir une solide connaissance des métiers d'EDF Energies Nouvelles. Le Groupe a récemment embauché en CDI 4 jeunes à l'issue de leur VIE accompli au sein d'une filiale du Groupe.

8.1.5 Fidélisation

EDF Energies Nouvelles s'attache à motiver et à fidéliser ses collaborateurs ainsi qu'à attirer de nouveaux talents. Dans cet objectif, le Groupe a mis en place fin 2008, pour la deuxième année consécutive un plan d'attribution d'actions gratuites pour ses collaborateurs clés en France et dans ses filiales. De plus, il a décidé de mettre en place un plan d'attribution d'actions gratuites à l'ensemble des salariés France des filiales détenues à plus de 51 %, 220 salariés ont bénéficié de ce plan.

Ainsi, le Conseil d'Administration du 30 octobre 2008 a adopté un plan d'attribution d'actions gratuites pour les collaborateurs clés (regroupant les dirigeants et les collaborateurs clé France) et un plan d'attribution d'actions gratuites pour l'ensemble des salariés France. Pour ces deux plans, l'acquisition des actions en octobre 2010 est soumise à une condition de présence ainsi que pour partie à des conditions de performance collective fondées sur les résultats opérationnels du Groupe et suivie d'une période d'incessibilité de 2 ans pour les actions acquises définitivement.

Les salariés des filiales étrangères (Etats-Unis, Royaume-Uni, Portugal, Grèce, Italie et Espagne), qualifiés de collaborateurs clés, ont bénéficié d'un plan appelé « Mirror stock plan » reproduisant le mécanisme d'attribution d'actions gratuites. Ce plan, à échéance novembre 2010 et novembre 2011, est également soumis à des conditions de présence et de performances collectives.

8.1.6 Actionnariat salarié

A la connaissance de la Société, le montant de la participation des salariés au capital social de la Société au 31 décembre 2008 au sens de l'article L. 225-102 du Code de Commerce était de 0,6 % (46 841 actions provenant de l'offre réservée aux salariés dans le cadre d'un plan d'épargne groupe à l'occasion de l'introduction en Bourse de la Société en décembre 2006).

9. Informations relatives à EDF Energies Nouvelles S.A

9.1 Comptes sociaux

Les comptes sociaux ainsi que des informations complémentaires concernant EDF Energies Nouvelles SA figurent aux pages suivantes de ce rapport.

9.1.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires d'EDF Energies Nouvelles S.A, société holding du groupe EDF Energies Nouvelles, s'élève à 20,8 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 14,1 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Le chiffre d'affaires est composé principalement de prestations Groupe (garanties données à des établissements financiers par la Société pour le compte des filiales) et de managements fees auprès des différentes filiales du Groupe et accessoirement de prestations facturées à son actionnaire EDEV SA. (quote-part de loyer de l'immeuble Cœur Défense).

9.1.2 Résultats

- Le résultat d'exploitation 2008 est négatif de 5,8 millions d'euros contre 6,7 millions d'euros l'an passé. Cette amélioration provient notamment d'un volume de facturation à l'intérieur du Groupe supérieur à l'évolution des charges d'exploitation. Agissant comme holding de tête du Groupe, le résultat d'exploitation d'EDF Energies Nouvelles est structurellement négatif, car elle n'a pas la possibilité de refacturer l'intégralité de ses charges d'exploitation.
- Le résultat financier d'EDF Energies Nouvelles S.A. est un produit de 35,1 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 63,1 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une baisse de 28 millions d'euros. En effet, en 2007, la société a reçu un acompte sur dividendes de 45,1 millions d'euros qui avait une nature exceptionnelle.
- Le résultat exceptionnel s'établit à 4,3 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 1,8 million d'euros au 31 décembre 2007. Il correspond à la cession, à la valeur de marché, de titres de sociétés de projets grecques à la société EDF EN Grèce, (holding grecque du Groupe).
- Le résultat net de l'exercice est donc un bénéfice de 34,3 millions d'euros contre un bénéfice 57,7 millions d'euros sur l'exercice précédent.

9.1.3 Fonds propres et endettement net

Les fonds propres d'EDF EN SA s'élèvent à 1 216,2 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 706,3 millions d'euros au 31 décembre 2007. Au 31 décembre 2008, le report à nouveau s'élève à 38,7 millions d'euros et le résultat net à 34,3 millions d'euros. Après dotation à la réserve légale, la capacité distributive fin 2008 est supérieure à 70 millions d'euros.

EDF EN SA joue un rôle de financement de ses filiales et participations de plus en plus important compte tenu de la mise en place d'une centralisation de la trésorerie depuis un peu plus de trois ans. Elle finance une partie des fonds propres des projets éoliens et solaires conservés par le Groupe et consent des avances aux filiales du Groupe aux fins de financer leur besoin en fonds de roulement, payer les acomptes aux fabricants de turbines, et financer les périodes de construction des fermes dans l'attente de la mise en place des financements de projets à recours limité.

Pour ces opérations, la maison mère dispose de lignes corporate et de découverts bancaires d'un montant de 1 243 millions d'euros, 672,2 millions d'euros sont utilisés au 31 décembre 2008, ainsi que d'un solde de disponibilité de 443,5 millions d'euros issu principalement de l'augmentation de capital réalisée en septembre 2008.

9.2 **Evolution des participations**

Souscriptions et augmentations au cours de l'exercice 2008

- Prise de contrôle à hauteur de 50 % dans la société EDF Energies Nouvelles Réparties aux côtés d'EDF qui détient les 50 % restants. Cette société est un ensemble industriel et commercial qui a vocation à concevoir et commercialiser des offres complètes intégrant tous types d'énergies renouvelables (solaires thermique et photovoltaïque, chauffage thermodynamique et à base de bois-énergie, etc.) et de maîtrise de l'énergie destinées aux particuliers et aux professionnels. EDF Energies Nouvelles Réparties porte l'ensemble des investissements industriels amont du Groupe, en particulier dans la production d'équipements photovoltaïques. La société est consolidée par intégration globale dans les comptes d'EDF Energies Nouvelles ;

- Prise de participation à hauteur de 4,58 % dans la société britannique Renewable Energy Holding (REH), avec laquelle EDF EN SA a signé un accord de partenariat visant à développer et déployer un procédé innovant d'énergies des vagues dans des projets de production d'électricité. L'accord donne à EDF EN SA un droit exclusif d'utilisation de cette technologie dans l'hémisphère nord et à La Réunion.
- Souscription à l'augmentation du capital de la société EDF EN Grèce.
- Création de la société EEN EGE. Cette société, détenue à 100 % par EDF Energies Nouvelles, détient elle-même 50% de la société Polat Enerji, l'un des principaux développeurs éoliens en Turquie. Cette opération permet à EDF Energies Nouvelles de prendre pied sur le marché turc en s'associant avec un partenaire local connu, expérimenté et disposant d'un excellent ancrage industriel, ainsi que d'une bonne connaissance du contexte réglementaire.

Cessions de titres au cours de l'exercice 2008

- Dans le cadre de la réorganisation de l'organigramme financier du Groupe :
 - les titres des sociétés Energie Solaire de France, J. Giordano Industrie et Tenesol ont été cédés à EDF Energies Nouvelles Réparties, elle-même détenue à 50 % par EDF Energies Nouvelles,
 - les titres des sociétés grecques Fokida 2 et Fokida 3 détenus par EDF Energies Nouvelles ont été cédés à leur valeur de marché à EDF EN Grèce.
- Réduction du capital de la filiale danoise enXco AS.

Le détail de l'évolution des participations figure en annexe des comptes sociaux dans le tableau des filiales et des participations.

9.3 Acquisition par la société de ses propres actions

9.3.1 [Actions détenues par la Société ou pour son propre compte](#)

Au 31 décembre 2008 la société et ses filiales détiennent 279 485 actions d'autocontrôle soit 0,36 % du capital de la société.

L'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2008 statuant à titre ordinaire a autorisé le Conseil d'administration pour une durée de 18 mois à racheter les actions de la Société dans la limite de 10 % du capital social.

Répartition par objectifs des opérations d'achat d'actions réalisées :

Objectifs de rachat	Nombre de titres
Contrat de liquidité	193 737
Conservation des titres et remise ultérieure en paiement ou à l'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe	Néant
Couverture des plans d'options ou allocations d'actions à des salariés ou des titres de créances convertibles	85 748
Annulation des titres acquis	Néant
Total	279 485

Aucune réallocation des actions à d'autres finalités ou objectifs n'a été réalisée.

9.3.2 Contrat de liquidité et autres rachats d'actions propres

Le 6 février 2007, la Société a confié à Natexis Bleichroeder, filiale de NATIXIS, la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie établie par l'Association Française des Entreprises d'Investissement telle qu'approuvée par l'Autorité des marchés financiers par décision du 22 mars 2005. Ce contrat a été conclu pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction. Pour la mise en œuvre de ce contrat, 7 000 000 euros ont été affectés au compte de liquidité.

Au 31 décembre 2008, le compte de liquidité comportait 193 737 titres EDF Energies Nouvelles et un montant disponible de 548 290,76 euros.

Par ailleurs, la société a confié en novembre 2008 à un prestataire de services d'investissements, la mission d'acquérir dans le cadre du programme de rachat, des actions à l'effet de couvrir les plans d'actions gratuites mis en place le 30 octobre 2008. Dans ce cadre, 62 839 actions, d'une valeur nominale de 1,6 euro, ont été acquises au prix moyen de 26,99 euros, soit un montant total de 1 695 873 euros. L'intégralité des actions a été affectée à la couverture des dits plans.

Sur la totalité de l'exercice 2008, la Société, dans le cadre du contrat de liquidité, a procédé au rachat de 1 218 985 actions à un cours moyen de 36,32 euros de même qu'à la vente de 1 123 248 actions à un cours moyen de 37,54 euros.

Le montant des frais de négociation pour l'année 2008 est de 38 773 euros.

Dans le cadre de l'augmentation de capital conformément à la réglementation en vigueur la société a procédé à la vente des Droits Préférentiels de Souscription dont elle disposait au titre des actions issues du programme de rachat. Ainsi 121 452 DPS ont été cédés.

Enfin une action a fait l'objet d'une annulation dans le cadre du maintien à 50 % du capital du groupe EDF et ce concomitamment au règlement livraison de l'augmentation de capital du 30 septembre 2008.

9.4 **Ajustement des droits - actions gratuites**

La société suite à l'augmentation de capital du 30 septembre 2008 a procédé à l'ajustement des bases pour les droits potentiels issus de l'attribution d'actions gratuites en date du 5 novembre 2007. L'ajustement a été effectué conformément au règlement du plan. Il est de : 1,0385 calculé comme suit :

$$1 + [(valeur du DPS) / (valeur de l'action EDF EN après détachement DPS)]$$

Valeur du DPS et Valeur de l'action étant déterminés d'après la moyenne des premiers cours cotés sur le marché pendant toutes les séances de bourse incluses dans la période de souscription

Les attributaires ont été informés individuellement de cet ajustement qui a donné lieu à l'attribution complémentaire d'un total de 873 actions aux attributaires salariés de l'entreprise à la date de l'ajustement.

10. Bilan environnemental

De par son activité de producteur d'électricité à partir d'énergies renouvelables (éolien principalement mais également solaire, hydraulique et biomasse), EDF Energies Nouvelles participe activement aux enjeux mondiaux du développement durable tels que le combat contre l'effet de serre ou la sécurisation de l'approvisionnement énergétique.

10.1 Exigences environnementales

L'ensemble des installations du Groupe est conçu et exploité dans le respect de la réglementation environnementale applicable concernant la protection des paysages et des espaces naturels, les rejets atmosphériques et liquides ainsi que les bruits de voisinage. De même, le choix de l'implantation de ces installations est issu d'une longue démarche de concertation avec les autorités locales et les riverains.

EDF Energies Nouvelles travaille également avec les différents constructeurs afin de limiter les impacts de ses outils de production sur l'environnement, notamment pour la diminution des émissions sonores des éoliennes, l'amélioration du rendement et la baisse des émissions polluantes des installations de combustion. Ce souci permanent d'amélioration est conjugué à une politique d'entretien systématique préventif des matériels dont le vieillissement pourrait engendrer des dégradations du rendement énergétique.

Par ailleurs, pour ses activités concernant l'éolien en France, EDF Energies Nouvelles a formalisé son engagement en faveur de la protection de l'environnement par la définition d'une politique environnementale. Ce document précise les objectifs de la société concernant le développement des énergies renouvelables tout en maîtrisant ses impacts sur l'environnement : respect de la réglementation environnementale, prévention de tout risque de pollution. Pendant la phase de développement, une concertation locale est organisée dans le but d'informer et d'échanger sur le respect de ces engagements.

Cette politique s'inscrit en conformité avec la politique environnementale du groupe EDF dont certaines actions sont menées en commun.

10.2 Mise en œuvre des engagements environnementaux

Dès les premières étapes de chaque projet, le Groupe prête une attention particulière au respect de ses engagements environnementaux. De nombreuses études sont réalisées en partenariat avec des bureaux d'études spécialisés, notamment des études d'impacts, études acoustiques et paysagères.

EDF Energies Nouvelles supervise attentivement les opérations de construction et d'exploitation-maintenance par des visites périodiques de contrôle sur site.

A titre d'exemple, en France, EDF Energies Nouvelles a dépensé en 2008 plus de 2 700 000 euros au titre de la maîtrise de ses impacts environnementaux.

10.3 Informations environnementales

10.3.1 [Système de Management Environnemental](#)

Le Système de Management Environnemental mis en place en 2005 pour le métier Eolien sur le périmètre France (hors DOM-TOM) est déployé afin de respecter les engagements de la politique environnementale. Ce système décline les engagements de la politique environnementale en mettant en place les processus de gestion des incidents et des impacts environnementaux.

La certification ISO 14001 des activités de développement, construction et production d'électricité d'origine éolienne en France a été renouvelée en 2008 lors d'un audit du système de management par Det Norske Veritas (DNV) sur les parcs en construction et en exploitation.

Le groupe EDF Energies Nouvelles travaille sur un élargissement du périmètre de certification aux autres métiers et autres pays du Groupe.

10.3.2 [Consommation de ressources](#)

Plus de 89 % de l'électricité produite par EDF Energies Nouvelles est d'origine renouvelable (les 11 % restants sont obtenus à partir de gaz naturel et de fioul). Ainsi, EDF Energies Nouvelles limite l'emploi de combustibles fossiles épuisables.

10.3.3 [Gestion des impacts environnementaux](#)

Rejets, émissions et déchets

La très grande majorité de la production électrique du Groupe est issue d'installations ne provoquant aucune émission de gaz à effet de serre (CO₂, CH₄...). En effet, l'énergie éolienne et l'énergie hydraulique représentent respectivement 81 % et 7 % de la production électrique du Groupe. Ces deux formes d'énergies ne provoquent pas d'émission de polluants, ne produisent pas de déchets et ne contribuent pas à l'effet de serre ; elles respectent de ce fait l'environnement. De même, en 2008, EDF Energies Nouvelles a débuté la production de ces premières installations photovoltaïques, énergie également propre et sans émission de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, les centrales thermiques du Groupe sont équipées d'installations de traitement des fumées afin de respecter les seuils de rejets (poussières, CO₂, SO_x,...) définis par une réglementation très précise.

La conception des nouveaux projets (biomasse) se fonde sur la recherche d'un rendement élevé combiné à la protection de l'environnement. Par exemple, EDF Energies Nouvelles prend soin de choisir la chaudière la mieux adaptée au combustible utilisé et à la puissance nécessaire ou, les équipements d'installations de traitement des fumées les plus efficaces de manière à réduire la consommation des combustibles.

Impacts visuels et sonores

Les impacts visuels et sonores sont pris en compte lors de la conception de chaque projet, en cherchant à optimiser l'intégration paysagère et à limiter les nuisances sonores pour les riverains.

Pour l'activité Eolien, cette prise en compte s'effectue à toutes les étapes d'avancement :

- en **phase de projet**, le Groupe fait appel à des experts pour réaliser de nombreuses études (photomontages, covisibilité, émergences sonores) afin de mieux évaluer et maîtriser les impacts visuels et sonores d'un parc éolien ;
- pendant la **réalisation des parcs éoliens**, le Groupe utilise des éoliennes tripales et blanches pour une meilleure harmonie avec l'environnement et suit, lors de l'implantation, les principales lignes du paysage (routes, collines...). EDF Energies Nouvelles assure également, le plus souvent, le raccordement de ses parcs éoliens au réseau électrique par une liaison souterraine, en évitant ainsi l'installation de nouvelles lignes aériennes. Les postes de livraison au réseau EDF font l'objet d'un habillage (pierres locales...) afin de les intégrer dans le paysage local ;
- pendant le **suivi, lors de l'exploitation** du parc éolien, le Groupe réalise des inspections régulières des machines. Par ailleurs, EDF Energies Nouvelles s'engage à évaluer la conformité de ses parcs éoliens à la réglementation en vigueur sur les bruits de voisinage. Cette campagne a concerné deux sites en 2008 et trois autres mesures sont programmées en 2009. Les résultats obtenus permettent également d'affiner la modélisation de ces impacts en phase projet.

Protection de la biodiversité

Le Groupe prend en compte l'impact de ses activités sur les milieux naturels partout où ses ouvrages, ou leur exploitation, peuvent leur porter atteinte.

Des études sont réalisées sur chacun des projets afin de mieux connaître leurs impacts sur les espèces végétales et animales et d'identifier la sensibilité des différentes espèces végétales et animales à ces projets.

Lors des chantiers de construction, une attention particulière est portée au respect des espaces naturels, notamment le balisage des lieux où sont localisées des espèces protégées ou le respect des périodes de nidification des espèces présentes.

EDF Energies Nouvelles fait réaliser un suivi de l'impact des parcs éoliens sur l'avifaune par des ornithologues pendant la période d'exploitation. Par exemple, sur un parc éolien de 87 MW, EDF Energies Nouvelles participe à un plan de gestion de 250 ha de milieux naturels sur 15 ans afin de préserver les espèces biologiques de la région.

Les filiales d'EDF Energies Nouvelles en Europe et aux Etats Unis poursuivent les mêmes objectifs.

Le Conseil d'administration
Paris, le 10 février 2009

11. Annexes

Annexe 1 – Tableau des résultats des cinq derniers exercices

	2004	2005	2006	2007	2008
Capital en fin d'exercice (en euros)					
Capital social	68 956 608	68 972 608	99 287 574	99 287 574	124 109 466
Nombre des actions ordinaires existantes	4 309 788	4 310 788	62 054 734	62 054 734	77 568 416
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- Par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- Par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
Opérations et résultats de l'exercice (en euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	11 418 349	14 924 388	14 160 095	14 086 520	20 799 432
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	7 952 314	(1 732 596)	9 161 269	80 974 314	65 586 726
Impôt sur les bénéfices	3 308 580	(271 643)	310 553	(74 250)	(621 250)
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(8 306 552)	6 982 168	(322 237)	57 651 549	34 337 860
Résultat distribué	-	-	6 826 020	16 134 231	20 943 472
Résultat par action (en euros)					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et prov.	2,61	(0,46)	0,15	1,3	0,85
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(1,93)	1,62	0,01	0,93	0,44
Dividende attribué à chaque action			0,11	0,26	0,27*
Personnel					
Effectif moyen	56	61	66	72	76
Montant de la masse salariale	3 894 207	5 643 330	5 001 966	4 725 543	6 329 226
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, France sociales)	1 690 898	1 988 210	2 683 484	2 280 303	3 229 879

* Montant du dividende qui sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2009

Annexe 2 – Tableau des délégations de pouvoir dans le domaine des augmentations de capital

Les Assemblées générales des actionnaires des 30 mai 2007 et 28 mai 2008 ont consenti au Conseil d'administration les délégations de compétence et autorisations suivantes :

Délégation de Compétence/Autorisations	Durée de validité	Plafond autorisé en valeur nominale
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à des titres de créance	26 mois (à compter du 28 mai 2008)	50 000 000 euros ⁽¹⁾ 24 821 892,80 euros ont été émis le 3/09/08 soit un solde autorisé de 25 178 107,20 euros (300 000 000 euros pour les titres de créances)
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription mais avec délai de priorité, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à des titres de créance	26 mois (à compter du 28 mai 2008)	25 000 000 euros ⁽¹⁾ (300 000 000 euros pour les titres de créances)
Augmentation du montant des émissions avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en cas de demandes excédentaires	26 mois (à compter du 28 mai 2008)	Dans la limite de 15 % de l'émission initiale
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise	26 mois (à compter du 28 mai 2008)	10 000 000 euros ⁽¹⁾
Augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise dans le cadre des dispositions du Code du commerce et des articles L. 443-1 et suivants du Code du travail	26 mois (à compter du 28 mai 2008)	3 000 000 euros ⁽¹⁾
Réduction de capital par annulation des actions détenues en propre	18 mois (à compter du 28 mai 2008)	10 % du capital de la Société à la date d'annulation
Autorisation d'utiliser les délégations d'augmentation et de réduction du capital social en période d'offre publique visant les titres de la Société	26 mois (à compter du 28 mai 2008)	n.a.
Augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre d'attribution gratuite d'actions	38 mois (à compter du 30 mai 2007)	1 % du capital social au moment de l'attribution 24 550 actions gratuites attribuées le 5/11/07 (plan n°1) 50 500 actions gratuites attribuées le 30/10/08 (plan n°2) 12 329 actions gratuites attribuées le 30/10/08 (plan n°3)

(1) Ce montant nominal maximal s'impute sur le plafond global des 80 000 000 euros

L'Assemblée générale des actionnaires du 28 mai 2008 a fixé le plafond des augmentations de capital susvisées à 80 000 000 euros. Compte tenu de l'augmentation de capital par création de 15 513 683 actions nouvelles de 1,6 euro de nominal intervenue le 3 septembre 2008 soit un montant total en nominal de 24 821 892,80 euros, le plafond global reste de 55 178 107,20 euros au 31 décembre 2008.

**Annexe 3 - Liste des mandats et fonctions exercés au sein du groupe EDF Energies Nouvelles
par les administrateurs et les membres des organes de Direction de la Société**

Paris Mouratoglou – Président du Conseil d'administration EDF Energies Nouvelles

SOCIETES GROUPE France	Mandats ou fonctions	
S.A.R.L. ELECTRIQUE DE L'ATLANTIQUE	Gérant	
S.A.R.L. E R E	Gérant	
S.A. SIIF GHANA	Administrateur	
S.A. SIIF ENERGIES OUTRE MER	Président du Conseil d'Administration	
S.A. T E N E S A	Président Directeur général du Conseil d'Administration	
S.A.R.L. TREE	Gérant	
SA EDF Energies Nouvelles Réparties	administrateur	
SOCIETES GROUPE ETRANGER	Mandats ou fonctions	Pays
S.A. Recursos Energeticos	Secrétaire du Conseil	Espagne
Havsbase rad Vindkraft I Sverige AB (HVS)	Président	Suède
First Windfarm Holdings Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cammas Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Llangwryfon Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cold Northcott Windfarms Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Great Orton Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cumbria Wind Farms Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
EDF EN UK (ex Westbury Windfarms) Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Tregulland Windfarms Ltd (Dormant)	Membre du Conseil de Gérance	UK
PPC Renewables – EDF EN grece SA	Président	Grèce
Batliboi enXco Pvt. Ltd	Administrateur	Inde
enXco A/S	Président	Danemark

David Corchia – Directeur Général EDF Energies Nouvelles

SOCIETES GROUPE France	Mandats et fonctions	
S.A. EDF EN France	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Administrateur	
S.N.C. ELECTRIQUE DE BELLIGNAT	R.P. SIIFELEC S.A.S., Gérant	
S.N.C. ELECTRIQUE DE LA CHABOSSIÈRE	R.P. SIIFELEC S.A.S., Gérant	
S.N.C. ELECTRIQUE DE MULHOUSE	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A.	
S.N.C. ELECTRIQUE DE SECLIN	R.P. SIIFELEC S.A.S., Gérant	
S.N.C. ENERGIES ANTILLES	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A.	
S.N.C. ENERGIES SAINT-MARTIN	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A.	
S.N.C. EOLIENNE PETIT CANAL N° 1	R.P. SIIF Energies outre Mer S.A.	
S.N.C. EOLIENNE PETIT CANAL N° 2	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.N.C. EOLIENNE PETIT CANAL N° 3	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A.	
S.N.C. EOLIENNE PETIT FRANCOIS	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A.	
S.N.C. EOLIENNE SAINTE ROSE	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.N.C. HYDROELECTRIQUE DE COUZON	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	

SOCIETES GROUPE France	Mandats et fonctions	
S.N.C. HYDROELECTRIQUE DU CANAL ST-LOUIS	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.N.C. HYDROELECTRIQUE DU CARBET AMONT	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.A.S. SIIFELEC	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Président	
S.A. VIA NOVA	R.P. SIIFELEC S.A.S., Administrateur	
S.A. ENERGIES ASCO	R.P. SIIFELEC S.A.S., Administrateur	
S.A. SIIF GHANA	R.P. EDF Energies Nouvelles, Administrateur	
S.A.S. TAC MARTINIQUE	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Président	
S.A. TENESA	R.P. EDF Energies Nouvelles, Administrateur	
S.C.I. MAYOTTE 6	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.C.I. MAYOTTE 7	R.P. EDF Energies Nouvelles S.A., Gérant	
S.A.S. EDF EN Développement	R.P. EDF Energies Nouvelles, Président	
S.A.S. SIIF Energies Bulgarie	R.P. EDF EN, Présidente de SIIFELEC, Président	
SA EDF Energies Nouvelles Reparties	Administrateur	
SOCIETES GROUPE ETRANGER	Mandats ou fonctions	Pays
EDF Energies Nouvelles SA & CO RODOPI 1 LLP	RP EDF Energies Nouvelles - Président	Grèce
enXco Inc	Directeur Général (CEO)	USA
Advanced International renewables (AIR), Inc	Président du Conseil	USA
enXco Service Corporation (Canada)	Administrateur	Canada

Yvon André – Directeur Général Délégué EDF Energies Nouvelles

SOCIETES GROUPE FRANCE	Mandats ou fonctions	
Sa EDF EN Outre Mer	Administrateur	
Sa EDF EN France	Président Directeur Général	
Sasu Du Parc Eolien du Chemin d'Ablis	R.P. EDF EN France S.A., Présidente	
Sasu Parc Eolien des Barthes	R.P. EDF EN France S.A., Présidente	
Sasu Surya Solaire	R.P. EDF EN France S.A., Présidente	
Sasu Parc Eolien de la Fosse Crière	R.P. EDF EN France S.A., Présidente	
Sas Parc Eolien de Bassure de Baas	Président	
Sasu Parc Eolien de la Banche	R.P. EDF EN France S.A., Présidente	
Sasu Parc Eolien de Pont d'Yeu	R.P. EDF EN France S.A., Présidente	
Snc Parc Eolien d'Antifer	R.P. EDF Energies Nouvelles, Administrateur	
Sas Parc Eolien de Villesèque	R.P. EDF EN France S.A., Présidente	
Sas Parc Eolien de Fiennes	R.P. EDF EN France S.A., Gérante	
Sas Parc Eolien de Luc sur Orbieu	R.P. EDF EN France S.A., Présidente	
Snc Parc Eolien de la Conque	R.P. EDF EN France S.A., Gérante	
Sas Parc Eolien de Castanet le Haut	R.P. EDF EN France S.A., Présidente	
Snc Parc Eolien Des Polders Du Dain	R.P. EDF EN France S.A., Gérante	
Snc Parc Eolien d'Oupia	R.P. EDF EN France S.A., Gérante	
Snc Parc Eolien du Pays de la Côte de Jade	R.P. EDF EN France S.A., Gérante	
Sa Energies Asco	Administrateur & Directeur Général Délégué	
Sa SIIF Ghana	Administrateur	
Sa T E N E S A	R.P. EDF EN France S.A., Administrateur	
Sa Via Nova	Administrateur & Directeur Général Délégué	
Sas Lou Paou	R.P. EDF EN France S.A., Présidente	
Sa Scite Péristyle	Administrateur	

SOCIETES GROUPE FRANCE	Mandats ou fonctions	
Sas Ardèche Energies Nouvelles	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien de Fierville	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu EDF EN Développement	R.P. EDF Energies Nouvelles, Présidente	
Sasu SIIF Energies Bulgarie	R.P. EDF EN, Présidente de SIIFELEC, Présidente	
Sasu Aquisun	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Solaire de Linguizetta	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Photovoltaïque de Narbonne	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sacu Centrale Solaire de Peretto	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Solaire de la Désirade	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Solaire d'Acqua Di l'Asino	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Solaire de Vix Sottano	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parcs Eoliens de Neuvy et Villars	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Noréole	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Biomasse Energie Artenay	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Biomasse Energie Melle	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Biomasse Energie Meuse et Haute Marne	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Biomasse Energie Tours	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Biomasse Energie Troyes	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien d'Allanche	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien d'Auchy	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien de Blandy	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sas Parc Eolien de Cabreirens	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien de Cambouisset	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien de Fontfroide	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sas Parc Eolien de Grendelbruch	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien de Marcelcave	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien de Patrimonio	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien de Planchevilliers	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sas Parc Eolien de Puech Nègre	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien de Rochessauve Alissas	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sas Parc Eolien de Salles Curan	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien de Vesly	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sas Parc Eolien de Veulettes	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sas Parc Eolien du Calsigas	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien du Canton du Quesnoy	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Parc Eolien Mas de Naï	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Photovoltaïque du Nord Perpignanais	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Photovoltaïque de Themis	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrales Photovoltaïques du Sisteronnais	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrales Photovoltaïques de Marsillargues	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrales Photovoltaïques du Gabardan	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Photovoltaïque de la Fito	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Photovoltaïque SFP EDF de Sainte-Tulle	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Photovoltaïque de Blauvac	R.P. EDF EN France, Présidente	

SOCIETES GROUPE FRANCE	Mandats ou fonctions	
Sasu Centrale Solaire de Curtina	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Solaire de Pantanaja	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Photovoltaïque de Distriport Fos	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Solaire de Niellone	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Photovoltaïque de Bouloc	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Photovoltaïque de Saint-Maximin	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sasu Centrale Photovoltaïque de Boissières	R.P. EDF EN France, Présidente	
Sarl Solen	Gérant	
Sa ColSun	R.P. EDF EN France, Administrateur	
SOCIETES GROUPE ETRANGER	Mandats et fonctions	Pays
SARL Electrica del Valle de Mexico	Administrateur	Mexique
Inversiones Eolicas	Administrateur	Mexique
Energia del Istmo	Administrateur	Mexique
RETD SA	Administrateur	Grèce
Eoliki Eliokastrou	Administrateur	Grèce
FRI-EL S.AGATA Srl	Administrateur	Italie
FRI-EL PUGLIA Srl	Administrateur	Italie
MURGEOLICA Srl	Administrateur	Italie
FRI-EL MURGE Srl	Administrateur	Italie
FRI-EL Nurri	Administrateur	Italie
FRI-EL Campidano	Administrateur	Italie
FRI-EL Ichnusa	Administrateur	Italie
FRI-EL Campania	Administrateur	Italie
FRI-EL Andretta	Administrateur	Italie
FRI-EL Sardegna	Administrateur	Italie
EDF EN Italia	Administrateur	Italie
S.A. SIIF Energies Ibérica	Président du Conseil	Espagne
S.A. Bioenergia Santamaria	Administrateur	Espagne
S.A. Bioenergia del Poniente	Administrateur	Espagne
EDF EN UK (ex Westbury Windfarms) Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Fenland Windfarms Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
First Windfarm Holdings Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cammaes Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cold Northcott Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Great Orton Windfarm II Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Llangwryfon Windfarm Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Cumbria Wind Farms Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Red Tile Wind Ltd (Dormant)	Membre du Conseil de Gérance	UK
Walkway Wind Ltd	Membre du Conseil de Gérance	UK
Verdesis	Administrateur	Belgique
Eolica da Arada	Administrateur	Portugal
Eolica da Cabreira	Administrateur	Portugal
Eolico do Centro	Administrateur	Portugal
Eolica de Montemuro	Administrateur	Portugal
EDF EN Portugal	Gérant	Portugal
EEVM	Administrateur	Portugal

Christophe Geffray – Directeur Général Délégué EDF Energies Nouvelles

SOCIETES GROUPE FRANCE	Mandats ou fonctions
S.A. SCITE PERISTYLE	Président Directeur Général
S.A.S. EDF EN Développement	R.P. EDF Energies Nouvelles, Président
S.A.S. SIIF Energies Bulgarie	R.P. EDF EN, Présidente de SIIFELEC, Président
SA EDF Energies Nouvelles Reparties	Administrateur

Michel Trousseau – Directeur Général Délégué EDF Energies Nouvelles

SOCIETES GROUPE ETRANGER	Mandats ou fonctions
EDF Energy Renewable	Administrateur - UK



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2008

ÉTABLIS CONFORMEMENT AUX NORMES INTERNATIONALES

Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTE	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires	6	1 006 634	560 507
Achats consommés et autres achats		(584 697)	(330 131)
Charges de personnel	8	(81 557)	(36 793)
Charges externes		(157 411)	(77 553)
Impôts et taxes		(12 101)	(6 807)
Autres charges opérationnelles	7	(57 428)	(11 065)
Autres produits opérationnels	7	106 424	39 237
Dotations nettes aux amortissements et provisions		(61 313)	(41 937)
Résultat opérationnel		158 551	95 458
Coût de l'endettement financier net	9	(54 364)	(39 407)
Autres charges et produits financiers	9	11 739	14 771
Résultat financier		(42 625)	(24 636)
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES INTEGREES		115 926	70 822
Impôts sur les résultats	10	(37 119)	(18 427)
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence		(1 956)	1 282
RESULTAT NET CONSOLIDE		76 851	53 677
Dont part du groupe		69 557	51 357
Dont part des minoritaires		7 294	2 320
Résultat net consolidé par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG) en €			
- de base	11	1,05	0,83
- dilué	11	1,05	0,83

Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	NOTE	31/12/2008	31/12/2007
Goodwill	12	105 839	78 326
Autres immobilisations incorporelles	13	11 701	3 590
Immobilisations corporelles	14	2 260 782	1 303 324
Titres mis en équivalence	15	29 630	32 054
Actifs financiers non courants	16	91 042	38 022
Autres débiteurs		192 107	44 822
Impôts différés		36 283	15 522
Actifs non courants		2 727 384	1 515 660
Stocks et en cours	19	279 167	128 329
Créances clients	19	300 863	109 519
Actifs financiers courants	16	161 589	65 657
Autres débiteurs	19	319 511	194 818
Trésorerie et équivalents trésorerie	20	632 137	369 303
Actifs courants		1 693 267	867 626
Actifs classés comme détenus en vue de la vente		-	-
Total de l'actif		4 420 651	2 383 286

PASSIF (en milliers d'euros)	NOTE	31/12/2008	31/12/2007
Capital	22	124 109	99 288
Réserves et résultats consolidés		1 143 854	646 037
Capitaux propres - Part du groupe		1 267 963	745 325
Intérêts minoritaires		223 057	11 983
Capitaux propres		1 491 020	757 308
Provisions pour avantages du personnel	28	1 475	140
Autres provisions	27	13 357	6 720
Provisions non courantes		14 832	6 860
Passifs financiers non courants	23	907 393	543 654
Autres créditeurs		218 589	200 627
Impôts différés		98 967	58 655
Passifs non courants		1 224 949	802 936
Provisions	27	894	1 955
Fournisseurs et comptes rattachés	19	217 902	54 774
Passifs financiers courants	23	1 104 057	499 044
Dettes d'impôt courant	19	16 706	18 949
Autres créditeurs	19	350 291	241 460
Passifs courants		1 689 850	816 182
Total du passif		4 420 651	2 383 286

Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTE	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net consolidé des sociétés intégrées		76 851	53 677
- Elimination de la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		1 956	(1 282)
- Elimination des amortissements et provisions	29.1	61 686	43 263
- Elimination des gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(46)	3 054
- Elimination des résultats de cessions et des pertes ou profits de dilution	29.2	(17 871)	(2 342)
- Elimination des produits de dividendes		(23)	-
- charges et produits calculés liés aux paiements en actions		582	
- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	29.3	5 274	11 535
- Elimination de la charge d'impôt	10	1 622	19 347
- Elimination de la variation des impôts différés		35 725	(707)
- Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(199 002)	(11 247)
- Coût de l'endettement financier brut	9.1	54 364	21 572
Flux de trésorerie générés par l'activité avant impôt et intérêts		21 118	136 870
- Impôts payés		(21 374)	(3 557)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		(256)	133 313
Acquisitions d'immobilisations	29.5	(967 564)	(478 841)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	29.5	60 179	2 678
Acquisitions d'actifs financiers		(44 568)	(4 582)
Produits de cession d'actifs financiers	29.5	5 728	671
Variations des prêts et avances consentis		(368)	2 041
Dividendes reçus		399	-
Incidence des variations de périmètre	29.6	(62 724)	(48 177)
Autres flux liés aux opérations d'investissement		931	(854)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(1 007 987)	(527 064)
Dividendes versés par la société mère		(16 106)	(6 822)
Dividendes versés aux minoritaires		(2 919)	(4 162)
Augmentation (réduction) de capital		540 401	1 128
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(3 523)	-
Emissions d'emprunts	23.3	2 422 081	725 143
Remboursements d'emprunts	23.3	(1 667 837)	(302 740)
Intérêts financiers nets versés		(51 630)	(16 649)
Autres flux liés aux opérations de financement		(50 794)	(51 725)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		1 169 673	344 173
Incidence des variations de change		(5 757)	(5 771)
Incidence des actifs destinés à être cédés		-	-
Incidence des changements de principes comptables		-	-
Variation de trésorerie par les flux		155 673	(55 349)
Trésorerie d'ouverture	20	289 920	345 269
Trésorerie de clôture	20	445 593	289 920
Variation de trésorerie par les soldes		155 673	(55 349)

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital social	Autres réserves et résultat	Réserve de couverture et gains et pertes sur AFS	Réserves de conversion	TOTAL Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2007	99 288	608 806	3 184	(1 917)	709 361	12 756	722 117
- profits/pertes portés en capitaux propres			11 693	-	11 693	36	11 729
Ecart de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger			-	(10 306)	(10 306)	53	(10 253)
Actions propres		142			142		142
Impôts sur éléments comptabilisés directement en capitaux propres			(4 004)	35	(3 969)		(3 969)
Autres variations		(192)	75	(28)	(145)	(148)	(293)
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres	-	(50)	7 764	(10 299)	(2 585)	(59)	(2 644)
Résultat de la période		51 357			51 357	2 320	53 677
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	-	51 307	7 764	(10 299)	48 772	2 261	51 033
Dividendes		(6 822)			(6 822)	(4 162)	(10 984)
Actions propres		(5 986)			(5 986)		(5 986)
Augmentation de capital	-				-	1 128	1 128
Total des transactions avec les actionnaires	-	(12 808)	-	-	(12 808)	(3 034)	(15 842)
Au 1er janvier 2008	99 288	647 305	10 948	(12 216)	745 325	11 983	757 308
Couverture de flux de trésorerie :							
- profits/pertes portés en capitaux propres			(27 655)	-	(27 655)	1 091	(26 564)
Ecart de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger			-	(5 894)	(5 894)	(289)	(6 183)
Actions propres		(808)			(808)		(808)
Impôts sur éléments comptabilisés directement en capitaux propres			10 900	(18)	10 882		10 882
Autres variations		(20)	(16)	(3)	(39)	-	(39)
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres	-	(828)	(16 771)	(5 915)	(23 514)	802	(22 712)
Résultat de la période		69 556			69 556	7 294	76 850
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	-	68 728	(16 771)	(5 915)	46 042	8 096	54 138
Dividendes		(16 105)			(16 105)	(2 919)	(19 024)
Actions propres		(1 452)			(1 452)	(86)	(1 538)
Variation de périmètre		(123)	123		-	(3 013)	(3 013)
Augmentation de capital	24 822	469 331			494 153	208 996	703 149
Total des transactions avec les actionnaires	24 822	451 651	123	-	476 596	202 978	679 574
Au 31 décembre 2008	124 110	1 167 684	(5 700)	(18 131)	1 267 963	223 057	1 491 020

Notes annexes aux états financiers consolidés

1.	Informations générales.....	64
2.	Déclaration de conformité	64
3.	Evolution du périmètre	64
4.	Principes comptables et méthodes d'évaluation	65
5.	Information sectorielle	81
6.	Chiffre d'affaires	85
7.	Autres produits et charges opérationnels	85
8.	Personnel	86
9.	Résultat financier	87
10.	Charge d'impôts	87
11.	Résultats par action	88
12.	Goodwill	88
13.	Immobilisations incorporelles	89
14.	Immobilisations corporelles	90
15.	Participations dans les entreprises associées	92
16.	Actifs financiers	93
17.	Actifs financiers disponibles à la vente.....	94
18.	Instruments financiers dérivés.....	95
19.	Besoin en Fonds de Roulement.....	97
20.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	99
21.	Actifs et passifs détenus en vue de la vente	99
22.	Capitaux propres.....	100
23.	Passifs financiers	101
24.	Gestion des risques financiers	104
25.	Information sur la juste valeur des instruments financiers.....	108
26.	Impôts différés.....	108
27.	Provisions.....	110
28.	Provisions pour avantages au personnel	111
29.	Notes sur le tableau consolidé des flux de trésorerie	112
30.	Actifs et passifs éventuels	115
31.	Engagements	116
32.	Regroupements d'entreprises	117
33.	Transactions avec les parties liées	118
34.	Evénements postérieurs à la date de clôture	119
35.	Périmètre.....	120

1. Informations générales

EDF Energies Nouvelles S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 90, Esplanade du Général de Gaulle – 92933 Paris La Défense cedex.

Les actions de la société EDF Energies Nouvelles, société mère du Groupe, sont négociables sur le marché Eurolist d'Euronext, depuis le 29 novembre 2006.

EDF Energies Nouvelles S.A. (« la Société ») et ses filiales (« le Groupe ») interviennent dans le secteur des énergies nouvelles ou renouvelables, et notamment dans le domaine de l'énergie éolienne.

Le Groupe opère principalement dans les pays de la zone euro et aux Etats-Unis.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés le 10 février 2009 par le Conseil d'Administration.

2. Déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2008 ont été établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne à cette date. Les textes sont consultables sur le site suivant : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les comptes 2008 ont intégré les normes et interprétations IFRS obligatoires pour les exercices clos au 31 décembre 2008.

Ils ne prennent pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2008, qui sont susceptibles de concerner le Groupe, mais qui ne sont pas encore adoptées par l'Union Européenne à cette date. Il s'agit principalement des normes IAS 27 révisée, *Etats financiers consolidés et individuels* et IFRS 3 révisée, *Regroupements d'entreprises*.

Les évolutions des principes comptables et des méthodes d'évaluations sont détaillées dans la note 4.1.1.

3. Evolution du périmètre

La note 35 donne le détail du périmètre et des mouvements de la période.

Les mouvements les plus importants sont les suivants :

Entrées

- En France, avec l'acquisition en début de semestre du Groupe EDF ENR (EDF Energies Nouvelles Réparties) qui développe la production d'électricité ou de chaleur sur le lieu de consommation et propose des offres d'équipements (solaire photovoltaïque, solaire thermique, pompe à chaleur, bois). Ce Groupe est désormais essentiellement composé des sociétés ENR, Supra et Ribo intégrées globalement, ainsi que du Groupe Tenesol, intégré proportionnellement (qui était déjà détenu à 10 % par le Groupe au 31 décembre 2007).

A noter également, l'intégration de cinq sociétés portant des parcs éoliens mis en service par le Groupe en cours d'année (Fiennes, Calgicas, Puech Negre, Cabreirens et Veulette) ainsi que la centrale photovoltaïque de Narbonne.

- Aux Etats-Unis, avec l'entrée de quatre sociétés (Sacramento Soleil, enXco, Solar Assets, Shiloh, Wind Project 2, Wapsipinicon Wind Project) ;
- En Turquie, avec l'acquisition en fin d'année de 50 % du Groupe Polat Enerjy détenant 2 projets en exploitation ainsi que des licences pour de futurs projets éoliens ;
- Au Royaume Uni, avec la création d'entités co-détenues à 50 % avec EDF Energy et essentiellement composées d'actifs éoliens en production ou en développement apportés par les deux partenaires ;
- En Espagne, avec l'acquisition de la société Aproving, centrale photovoltaïque en développement ;
- En Italie, avec l'acquisition de Fotosolare, centrale photovoltaïque en développement.
- En Grèce, avec l'acquisition de Mousouron et la consolidation de deux sociétés créées (Fokida 2 et Fokida 3).

Autres évolutions du périmètre

- En Espagne, en accord avec le processus de prise de contrôle progressive, une acquisition des minoritaires de Fotosolar pour 44,17 %. La méthode d'intégration est passée de proportionnelle (45,83 %) à intégration globale (90 %).
- Au Portugal, avec l'acquisition des 15 % des minoritaires d'Espiga (détenue désormais à 100 %) ainsi que la liquidation d'Ecogen, société mise en équivalence.

4. Principes comptables et méthodes d'évaluation

4.1 Bases de préparation et de présentation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

4.1.1 Evolution des principes comptables et méthodes d'évaluation au 1er janvier 2008

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. L'application des normes, amendements et interprétations suivantes, à compter de l'exercice 2008, n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe :

- Amendement à IAS 39 et IFRS 7 relatif au reclassement des actifs financiers
- IFRIC 11, IFRS 2 – Actions propres et transactions intra-groupe

En outre, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations approuvés par l'Union Européenne mais qui ne sont pas encore entrés en vigueur, notamment :

Norme, amendement ou interprétation	Applicable aux exercices ouverts à compter du :	Estimation de l'impact potentiel sur les comptes consolidés du Groupe :
IFRS 8, « Segments opérationnels » (Remplacement d'IAS 14)	01/01/2009	Impact de présentation restant à évaluer.
Amendement à IAS 23 « Coûts d'emprunt »	01/01/2009	Le Groupe ayant déjà pris l'option de comptabiliser les coûts d'emprunt directement attribuables à la construction dans les coûts d'actifs qualifiés, cet amendement sera sans impact.
IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle »	01/07/2008	Le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation.
IFRIC 14 « Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, exigences de financement minimal et leur interaction »	01/01/2009	Le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation.

Par ailleurs, le Groupe n'applique pas les dispositions des normes, amendements ou interprétations suivants, qui n'ont pas encore été approuvés par l'Union Européenne et qui concernent entre autres :

Norme, amendement ou interprétation	Applicable aux exercices ouverts à compter du :	Estimation de l'impact potentiel sur les comptes consolidés du Groupe :
IFRIC 12 « Accords de concessions de services »	01/01/2008	Le Groupe n'étant pas engagé dans des contrats de concession de services, cette interprétation n'aura aucun impact.
IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier »	01/01/2009	Impact sur les comptes consolidés restant à évaluer.
IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité étrangère »	01/10/2008	Impact sur les comptes consolidés restant à évaluer.
IFRIC 17 « Distributions en nature aux actionnaires »	01/07/2009	Impact sur les comptes consolidés restant à évaluer.
Amendement à IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels »	01/07/2009	Impact sur les comptes consolidés restant à évaluer.
Amendement à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »	01/07/2009	Impact sur les comptes consolidés restant à évaluer.

4.1.2 Estimations et hypothèses comptables déterminantes

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges ainsi que sur les informations relatives aux actifs et de passifs éventuels.

Les estimations réalisées et les hypothèses sous-jacentes retenues sont estimées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances actuelles et des prévisions. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs ultérieurs.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses est particulièrement importante sur les éléments suivants :

Méthode à l'avancement

La méthode à l'avancement est retenue pour constater le chiffre d'affaires et la marge sur les projets destinés à la vente. L'appréciation du degré d'avancement des projets à la clôture a par conséquent un impact potentiellement significatif et fait appel en partie au jugement.

Dépréciation estimée des goodwill et actifs à long terme

Le Groupe soumet les goodwill et les actifs à long terme à des tests de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée à la note 4.7. Les unités génératrices de trésorerie qui servent de base à ces calculs sont constituées des parcs éoliens et solaires détenus par le Groupe, du portefeuille de projets de génération d'énergie, de l'activité Exploitation et Maintenance et des sites industriels du Groupe. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations, notamment par une modélisation des résultats futurs.

Impôts Différés

Les impôts différés actifs et passifs représentent un montant significatif des états financiers du Groupe. Ils incluent notamment l'impact des amortissements accélérés pratiqués de façon spécifique sur les parcs éoliens, ainsi que les pertes fiscales liées à ces amortissements accélérés. La recouvrabilité des impôts différés est appréhendée à partir de la modélisation des résultats futurs.

4.2 Méthodes de consolidation

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est donnée en note 35.

4.2.1 Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par la Société. Le contrôle est présumé exister lorsque la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié des droits de vote. Le contrôle existe également lorsque la Société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité, y compris sans détention d'une majorité de droits de vote. C'est notamment le cas pour les sociétés EDF Energies Nouvelles Réparties, Petit Canal 2, Petit Canal 3, Petit François et Sainte Rose et pour Pirinska Bistrita Energia SA (ex Mecamidi Litex).

4.2.2 Coentreprises

Les coentreprises sont les entités sur les activités desquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel. Elles sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

4.2.3 Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles la Société exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Cette influence notable s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20 % et 50 %. Ces entités sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans celle-ci, la valeur comptable des titres mis en équivalence est ramenée à zéro et le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, à moins que le Groupe ait une obligation légale ou implicite de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

4.2.4 Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Tous les soldes bilanciaux, les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

4.3 Conversion des opérations en devises

4.3.1 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Afin de présenter les états financiers consolidés, les résultats et la situation financière de chaque entité sont convertis en euros, devise fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Les éléments du bilan (y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation) des entités opérant hors de la zone euro, sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les éléments de leur compte de résultat sont convertis au taux moyen de change de l'exercice. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

4.3.2 Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées dans la monnaie fonctionnelle en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat.

4.3.3 Investissement net dans une activité à l'étranger

Les écarts de change résultant de la conversion d'un investissement net dans une activité à l'étranger et des couvertures correspondantes sont comptabilisés en réserve de conversion. Ils sont comptabilisés en résultat lors de la sortie de l'activité à l'étranger.

4.4 Immobilisations corporelles

4.4.1 Coût d'acquisition ou de construction

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le coût de revient des immobilisations produites en interne comprend les coûts directs et indirects de développement, hors frais de prospection et frais commerciaux. Ces coûts sont immobilisés à partir du moment où le succès des projets correspondants est probable. Les critères d'activation majeurs sont les suivants :

- l'obtention d'une promesse de bail ;
- les conditions de vent jugées suffisantes ;
- un raccordement aux réseaux possible ;
- des études d'impacts sur l'environnement favorables ;
- l'obtention réaliste d'un contrat d'achat d'énergie dans les pays où il n'y a pas d'obligation d'achat ;
- une rentabilité suffisante.

Les coûts d'emprunt des capitaux utilisés pour financer les ouvrages en cours de construction ou de développement sont capitalisés jusqu'à la date de mise en service des ouvrages et sont amortis sur la durée d'utilité de ces installations.

4.4.2 Amortissement

Les terrains ne sont pas amortis. Les autres immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire afin de ramener le coût de chaque actif à sa valeur résiduelle compte tenu de sa durée d'utilité estimée comme suit :

Fermes éoliennes neuves	20 à 25 ans
Fermes éoliennes rachetées en cours de vie	Selon durée de vie résiduelle, de 8 à 25 ans
Installations photovoltaïques	20 à 25 ans
Centrales de cogénération gaz	12 à 20 ans selon le type d'installation
Centrales thermiques	15 ans
Centrales hydroélectriques	40 ans sauf conditions juridiques particulières
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 6 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

4.4.3 Dépréciation et sorties d'actifs

La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat.

4.4.4 Contrats de location

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement. Un bien ayant les caractéristiques d'un actif corporel utilisé par le Groupe et acquis dans le cadre d'un contrat de location-financement est comptabilisé en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, diminuée du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

4.5 Regroupements d'entreprises et Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur à la date de l'acquisition, auxquels s'ajoutent les coûts directement attribuables à l'acquisition.

4.5.1 Goodwill

Les actifs acquis identifiés, les passifs et les passifs éventuels repris lors du regroupement d'entreprises sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. La différence positive entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs et passifs éventuels identifiables acquis est enregistrée comme goodwill à l'actif du bilan. Si cette différence est négative, elle est enregistrée directement en résultat.

Lorsque l'accord de regroupement d'entreprise prévoit un ajustement du prix d'achat dépendant d'événements futurs, le montant de cet ajustement est inclus dans le coût du regroupement d'entreprises à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et peut être mesuré de manière fiable.

Lorsque la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprise ne peut être déterminée que provisoirement, le Groupe dispose d'un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie et ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test annuel de dépréciation. Les pertes de valeur des goodwill ne sont pas réversibles.

Les modalités de réalisation de ces tests de perte de valeur sont présentées dans le paragraphe 4.7 «Pertes de valeur des actifs non financiers».

Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable du goodwill de l'entité cédée.

4.5.2 Acquisition d'entreprises par achats successifs

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction importante est traitée séparément pour la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis et du goodwill en résultant.

Lorsqu'un achat complémentaire permet l'obtention du contrôle d'une entreprise, la part d'intérêt détenue précédemment par l'acquéreur est réévaluée sur la base des justes valeurs des actifs et passifs identifiables déterminées lors de cet achat complémentaire. La contrepartie de la réévaluation est enregistrée en capitaux propres.

4.5.3 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis.

4.6 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Celles-ci sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée.

4.7 Pertes de valeur des actifs non financiers

Les actifs ayant une durée d'utilité indéfinie et qui ne sont pas amortis sont soumis à un test annuel systématique de dépréciation et à chaque fois qu'il survient des indicateurs de risque que la valeur recouvrable puisse être inférieure à la valeur comptable.

Dans le cas du Groupe, les actifs ayant une durée d'utilité indéfinie sont essentiellement les goodwill. Ces éléments font l'objet d'un test annuel de dépréciation. Le taux retenu pour actualiser les flux de trésorerie associés est fonction des activités rattachables à chacun des goodwill individuels et tient compte des risques de ces activités ainsi que de leur localisation géographique. Les tests sont conduits après la fin de la période d'affectation (12 mois suivant l'acquisition). Sauf événement particulier, le test annuel est réalisé à l'occasion du processus annuel de prévision budgétaire et de plan moyen terme.

Les actifs qui font l'objet d'un amortissement sont soumis à un test de dépréciation dès lors qu'il survient des indicateurs de risque que la valeur recouvrable puisse être inférieure à la valeur comptable.

Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est notamment appréciée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, mais dans le cas de certains actifs de production énergétique et dans certains pays, des valeurs de référence issues de marché peuvent exister et être utilisées.

Pour la réalisation des tests, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants, sur la base d'un découpage opérationnel. Le taux d'actualisation retenu est déterminé pour chaque groupe d'actifs testé selon la méthode du coût moyen pondéré du capital (WACC). Les pertes de valeur identifiées sont imputées en priorité sur les goodwill. L'excédent non imputé est affecté aux actifs rattachés à l'unité génératrice de trésorerie correspondante.

Pour les actifs non financiers (autres que les goodwill) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire. La perte de valeur est reprise le cas échéant à hauteur du plus petit montant entre la nouvelle valeur et la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif s'il n'avait pas été déprécié.

En complément, les informations suivantes permettent de préciser comment se fait la mise en œuvre de ces principes pour les actifs amortissables au sein du Groupe :

La majorité des actifs corporels du Groupe est constituée d'actifs de production énergétique et essentiellement des parcs éoliens. Les immobilisations en cours portent également sur ce type d'installations.

Ces actifs sont, à quelques exceptions près, tous intégrés dans une structure juridique dédiée (« la société de projet ») pour laquelle il est possible d'assurer un calcul de flux de trésorerie d'exploitation individualisé.

Le Groupe a ainsi retenu comme Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) chacune des entités juridiques détenant les actifs ou groupes d'actifs mentionnés ci-dessus. Dans certains cas, et quand il y avait la possibilité de conclure à l'unicité de projet, les actifs de plusieurs sociétés ont été exceptionnellement regroupés (c'est le cas par exemple de plusieurs parcs éoliens situés dans une même zone géographique d'un pays donné et partageant des actifs communs, tels que la ligne raccordant les installations au réseau électrique, ou qui sont gérés par une même équipe d'exploitation maintenance).

En raison de ce choix et de ces conséquences en termes de nombre de groupes d'actifs considérés, il n'y a pas d'UGT individuelle qui représente une part significative du total des actifs.

Les flux de trésorerie futurs utilisés lors des tests de dépréciation reposent sur des prévisions qui sont remises à jour annuellement. Les revenus sont dérivés des contrats de vente à long terme qui couvrent en général la majeure partie de la durée de vie économique des installations ; les coûts comportent des données assez prédictibles : amortissements, coûts de maintenance et d'exploitation, ces derniers étant souvent aussi objets de contrats à long terme.

Les variables susceptibles d'influer significativement les calculs sont essentiellement les trois suivantes :

- variations durables du vent ;
- évolution des taux d'intérêts et des primes de risque de marché ;
- évolution de la réglementation tarifaire et/ou le régime des subventions directes ou indirectes (via la fiscalité). On notera que ce dernier point, important pour les projets futurs, est assez stabilisé pour les centrales en activité.

Les flux de trésorerie ainsi déterminés font l'objet d'une actualisation selon un taux de coût moyen pondéré du capital qui peut varier selon la zone géographique de l'unité génératrice de trésorerie.

4.8 Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières (titres de participation non consolidés et autres titres de placement), les prêts et créances financières ainsi que la juste valeur positive des dérivés.

Les passifs financiers comprennent les emprunts et dettes financières, les concours bancaires et la juste valeur négative des instruments dérivés.

Les actifs et passifs financiers sont présentés au bilan en actifs ou passifs courants ou non courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an, à l'exception des dérivés de transaction qui sont classés en courant.

4.8.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur avec variations de juste valeur en résultat

Les actifs financiers à la juste valeur avec les variations de juste valeur en résultat sont désignés comme tels à l'initiation de l'opération car :

- ils ont été acquis dès l'origine avec l'intention de revente à brève échéance,
- ou il s'agit de dérivés non qualifiés de couverture (dérivés de transaction),
- ou le Groupe a choisi de les classer dans cette catégorie selon l'option offerte par la norme IAS 39.

Ces actifs sont comptabilisés à l'origine à leur coût d'acquisition hors frais accessoires d'achat. A chaque date d'arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

4.8.2 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Sont classés dans cette catégorie les actifs financiers à maturité fixe que le Groupe a acquis avec l'intention et la capacité de les détenir jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Les intérêts comptabilisés au taux d'intérêt effectif sont enregistrés dans la rubrique « Autres charges et produits financiers » du compte de résultat.

4.8.3 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres de participation non consolidés ainsi que les titres de placement. Ils sont comptabilisés en date d'arrêté à leur juste valeur. Les plus-values ou moins-values latentes sur ces actifs financiers disponibles à la vente sont constatées en capitaux propres. Les justes valeurs de référence sont les valeurs de marché de ces titres, pour ceux qui sont cotés sur un marché actif. S'il n'existe pas de marché actif, le Groupe a recours à des méthodes d'évaluation communément utilisées. Quand une juste valeur ne peut être estimée de manière fiable au moyen d'autres méthodes d'évaluation admises comme l'actualisation des flux futurs, ces titres sont évalués à leur coût d'acquisition, diminué de toute dépréciation cumulée.

S'il existe une baisse significative et durable de la juste valeur des actifs disponibles à la vente, la moins-value latente est reclassée des capitaux propres au résultat de l'exercice. Si, au cours d'une période ultérieure, la juste valeur d'un actif disponible à la vente augmente, l'accroissement de valeur est inscrit en capitaux propres pour les instruments de capitaux propres.

4.8.4 Actifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les prêts et créances financières sont évalués et comptabilisés au coût amorti diminué d'une éventuelle provision pour dépréciation.

Les intérêts reconnus au taux d'intérêt effectif sont comptabilisés dans le poste « Intérêts et dividendes reçus sur actifs financiers » du résultat financier.

A chaque date d'arrêté des comptes, le Groupe apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif. Si tel est le cas, le Groupe estime la valeur recouvrable de l'actif et comptabilise une éventuelle perte de valeur en fonction de la catégorie d'actif concerné.

Le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus déterminée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. Le montant de la perte est inclus dans le poste « Dépréciation nette des actifs financiers » du résultat financier. Si, au cours d'un exercice ultérieur, la perte diminue, elle est reprise en résultat.

4.8.5 [Dettes financières et dettes d'exploitation](#)

Les dettes financières sont comptabilisées selon la méthode du coût amorti avec séparation éventuelle des dérivés incorporés. Les intérêts calculés au taux d'intérêt effectif, sont comptabilisés au poste « Coût de l'endettement financier » sur la durée de la dette financière.

4.8.6 [Décomptabilisation des actifs et passifs financiers](#)

Le Groupe décomptabilise tout ou partie :

- d'un actif financier lorsque les droits contractuels constituant cet actif arrivent à expiration, lorsque le Groupe transfère substantiellement la quasi-totalité des risques inhérents à la propriété de l'actif ;
- d'un passif financier lorsque le passif est éteint du fait de l'annulation de l'obligation ou de l'arrivée à échéance. Lorsqu'une restructuration de dette a lieu avec un prêteur, et que les termes sont substantiellement différents, le Groupe enregistre un nouveau passif.

4.9 Instruments financiers dérivés

4.9.1 [Champ d'application](#)

Le champ d'application des instruments financiers dérivés a été défini par le Groupe conformément aux dispositions et principes introduits par la norme IAS 39.

En particulier, les contrats d'achat et de vente à terme avec livraison physique d'énergie ou de matières premières sont considérés comme exclus du champ d'application de la norme IAS 39, dès lors que ces contrats ont été conclus dans le cadre de l'activité dite « normale » du Groupe. Cette qualification sera démontrée dès que les conditions suivantes sont réunies :

- une livraison physique intervient systématiquement ;
- les volumes achetés (vendus) au titre de ces contrats correspondent aux besoins d'exploitation du Groupe ;
- les contrats ne sont pas assimilables à des ventes d'option au sens de la norme. Dans le cas particulier des contrats de vente d'électricité, le contrat est assimilable en substance à une vente à terme ferme ou s'apparente à une vente de capacité.

Dans ce cadre, le Groupe considère que les transactions négociées avec l'objectif d'un équilibrage en volumes entre les engagements d'achat et de vente d'électricité entrent dans le cadre de son métier d'électricien intégré et sont exclues du champ d'application de la norme IAS 39.

Conformément aux principes de la norme IAS 39, le Groupe analyse l'ensemble de ses contrats – portant sur des éléments financiers ou non financiers – afin d'identifier l'existence d'éventuels instruments dérivés dits « incorporés ». Toute composante d'un contrat qui affecte les flux du contrat concerné de manière analogue à celle d'un instrument financier dérivé autonome répond à la définition d'un dérivé incorporé au contrat.

Si les conditions prévues par la norme sont réunies, un dérivé incorporé est séparé en comptabilité, en date de mise en place du contrat.

4.9.2 Evaluation et comptabilisation

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est déterminée sur la base de prix cotés et de données du marché, disponibles auprès de contributeurs externes. Le Groupe peut également faire référence à des transactions récentes comparables ou utiliser une valorisation fondée sur des modèles internes reconnus par les intervenants sur le marché et intégrant des données directement dérivées de ces données observables.

La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sauf lorsqu'ils sont désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net.

Dans ce cas, les variations de valeur des instruments de couverture sont comptabilisées directement en capitaux propres, à l'exclusion de l'inefficacité résultant notamment de la séparation de la valeur temps d'un contrat, qui est comptabilisée en résultat financier.

4.9.3 Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Le Groupe utilise des instruments dérivés pour couvrir son risque de taux et de change.

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- l'opération de couverture doit couvrir les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie imputables au risque couvert et l'efficacité de la couverture (représentant le niveau de compensation des variations de valeur de l'instrument de couverture avec celles de l'élément couvert ou de la transaction future) se situe dans une fourchette comprise entre 80 % et 125 % ;
- en ce qui concerne les opérations de couverture de flux de trésorerie, la transaction future, objet de la couverture, doit être hautement probable ;
- l'efficacité de la couverture est déterminée de manière fiable ;
- l'opération de couverture est étayée par une documentation adéquate dès sa mise en place.

Le Groupe applique les typologies de couverture suivantes :

- Couverture de juste valeur : Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture, seule la fraction inefficace de la couverture impactant le résultat.
- Couverture de flux de trésorerie : Il s'agit d'une couverture des variations de flux de trésorerie futurs sur un actif ou un passif inscrit au bilan, sur une transaction future hautement probable ou sur un engagement ferme de change. Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert, ou, lorsqu'il s'agit d'une couverture d'un engagement ferme pour l'acquisition d'actifs non financiers, tels que les turbines, ils sont comptabilisés dans le coût de cet actif non-financier.

- Couverture d'un investissement net : Il s'agit de couvrir l'exposition au risque de change associé à un investissement net dans une entité étrangère. Les variations cumulées de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées en capitaux propres pour leur partie considérée comme efficace jusqu'à la sortie de l'investissement net, date à laquelle ce montant est comptabilisé en résultat de cession. La partie inefficace de la couverture (déterminée selon les mêmes modalités que pour une couverture de flux futurs) est enregistrée directement en résultat.

La relation de couverture prend fin dès lors que :

- un instrument dérivé cesse d'être un instrument de couverture efficace ;
- un instrument dérivé échoit, est vendu, annulé ou exercé ;
- l'élément couvert est arrivé à échéance, a été vendu ou remboursé ;
- une transaction future n'est plus considérée comme hautement probable.

Seuls les instruments dérivés externes au Groupe étant réputés éligibles à la comptabilité de couverture, les résultats relatifs aux instruments dérivés internes sont éliminés dans les comptes consolidés. Toutefois dans le cadre d'une relation de couverture initiée au moyen de dérivés internes au Groupe, la comptabilité de couverture s'applique s'il est démontré que les instruments dérivés internes donnent lieu à un retournement à l'extérieur du Groupe.

4.10 Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût de revient ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des matières et approvisionnement est déterminé à l'aide de la méthode du premier entré – premier sorti. ou au coût moyen unitaire pondéré en fonction des activités.

Le coût des travaux en cours englobe les coûts de conception, les matériels inclus dans le projet, les coûts directs de main d'œuvre, les autres coûts directs et une quote-part de frais généraux fondée sur la capacité normale de production. Il comprend, le cas échéant, des coûts d'emprunt.

Les travaux en cours sur les projets destinés à être vendus sont reconnus à la méthode de l'avancement conformément à la norme IAS 11. Le pourcentage d'avancement est déterminé sur la base des coûts mis en œuvre et de la marge attendue à fin de projet et en considérant des critères techniques et objectifs ce qui permet de calculer un revenu et un coût des ventes associés.

Des provisions sont constituées pour faire face aux pertes à terminaison sur les contrats quand celles-ci sont connues.

4.11 Créances clients

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti, à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations. Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la dépréciation représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial.

4.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et un risque négligeable de variations de valeur et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans les « Passifs financiers courants ».

4.13 Capital social

Les actions ordinaires sont classées en tant qu'instrument de capitaux propres.

Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Lorsqu'une des sociétés du Groupe achète des actions de la Société (actions propres), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables (nets de l'impôt sur le résultat), est déduit des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société jusqu'à l'annulation, la réémission ou la cession des actions. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts supplémentaires directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

4.14 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- le goodwill non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ;
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé et qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'impôt supplémentaire qui résulte de la distribution de dividendes est comptabilisé lorsque les dividendes à payer sont comptabilisés au passif.

4.15 Avantages du personnel

4.15.1 [Engagements de retraite](#)

Les régimes de retraite en vigueur dans le Groupe correspondent à des régimes à cotisations définies. Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. Dans ce cas, le Groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à abonder le régime dans le cas où les actifs ne suffiraient pas à payer, à l'ensemble des salariés, les prestations dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours et les exercices précédents.

4.15.2 [Indemnités de départ en retraite](#)

Les indemnités de départ en retraite sont rattachées aux régimes à prestations définies qui désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent aux salariés des prestations futures constituant un engagement futur pour le Groupe.

Le calcul de l'engagement est déterminé suivant un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées afin de déterminer la valeur actualisée de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice.

Ce calcul actuariel suppose le recours à des hypothèses actuarielles sur les variables démographiques (mortalité, rotation du personnel) et financières (augmentations futures des salaires, taux d'actualisation).

4.15.3 [Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et d'avantages à long terme](#)

Aucune société du Groupe n'offre de régime spécifique correspondant à des avantages postérieurs à l'emploi ou des avantages long terme à ses salariés. Les salariés du Groupe ne bénéficient pas notamment de tarif spécifique sur l'électricité.

4.16 Autres provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à ce passif.

4.16.1 [Provisions pour démantèlement](#)

Pour les installations éoliennes, des provisions pour démantèlement / déconstruction sont constituées, en fonction des conditions liées à l'occupation des terrains (propriété du Groupe ou baux à long terme), dans ce dernier cas, en fonction des conditions figurant dans les baux sur l'état des terrains lors de la restitution et sur la base du coût probable lorsque l'opération de démantèlement/ déconstruction incombe au Groupe.

Pour les installations thermiques, des provisions pour démantèlement sont comptabilisées en fonction de la puissance installée.

Dans les deux cas, ces provisions ont été actualisées au taux de 4,5 %.

Un composant « actif de démantèlement » est créé en contrepartie, puis amorti linéairement sur la durée d'utilité du bien subséquent.

4.16.2 Provisions pour litiges

Dans le cadre normal des activités du Groupe, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions sont déterminées en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier, lorsqu'une estimation du coût est possible.

4.16.3 Provisions pour garanties

Dans le cadre de son activité de vente de centrales photovoltaïques réalisées au titre de programmes de défiscalisation, le Groupe s'engage contractuellement, sur certains programmes, à assurer le remplacement des batteries et comptabilise à ce titre une provision. Par ailleurs, le Groupe comptabilise des provisions afin de faire face aux différentes obligations liées aux garanties octroyées aux utilisateurs.

4.17 Reconnaissance des produits et des charges

4.17.1 Vente de biens et prestations de service

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupes.

Les produits provenant de la vente de biens sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés. Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due, aux coûts encourus ou à encourir associés à la prestation ou au retour possible des marchandises en cas de droit d'annulation de l'achat, et lorsque le Groupe reste impliqué dans la gestion des biens.

4.17.2 Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux déjà exécutés et aux coûts à terminaison réappréciés lors des clôtures comptables. Une perte attendue est immédiatement comptabilisée en résultat.

4.17.3 Subventions publiques

Subventions liées à des actifs

Les subventions publiques sont reconnues à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et que le Groupe se conformera aux conditions attachées à ces subventions. Les subventions qui couvrent en totalité ou partiellement le coût d'un actif sont présentées dans un compte de produits différés au passif et comptabilisées dans le compte de résultat en autres produits opérationnels de façon systématique sur la durée d'utilité de l'actif faisant l'objet de la subvention.

Subventions liées au résultat

Les subventions qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues.

4.17.4 Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat financier, prorata temporis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsqu'une créance est dépréciée, le Groupe ramène la valeur comptable de celle-ci à sa valeur recouvrable – qui représente les flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument – et continue de comptabiliser l'effet de la désactualisation en produits d'intérêts. Les produits d'intérêts sur les prêts dépréciés sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif initial.

4.17.5 Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés en résultat financier lorsque le droit de recevoir le dividende est établi.

4.17.6 Paiements au titre de location simple

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location. Les avantages reçus font partie intégrante du total net des charges locatives et sont comptabilisés en résultat selon la même règle.

4.17.7 Paiements au titre de contrats de location-financement

Les paiements minimaux au titre d'un contrat de location-financement sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant à appliquer au solde de la dette restant dû.

4.17.8 Résultat financier net

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les intérêts à recevoir sur les placements, les produits provenant des autres dividendes, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils sont acquis en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La charge d'intérêt comprise dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location-financement est comptabilisée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

4.18 Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la Société sont comptabilisées en tant que dette dans les états financiers du Groupe au cours de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par les actionnaires de la Société.

4.19 Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Immédiatement avant la classification de l'actif comme détenu en vue de la vente, les valeurs comptables des actifs (et de tous les actifs et passifs du Groupe destinés à être cédés) sont évaluées selon les normes qui leur sont applicables. Ensuite, lors de la classification initiale comme détenus en vue de la vente, les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou groupe d'actifs) comme détenu en vue de la vente sont comptabilisées en résultat, que les actifs aient été ou non comptabilisés antérieurement selon le modèle de la réévaluation périodique. Les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont traités de la même façon. Le profit comptabilisé ne peut pas excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées.

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

La classification comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente. Un groupe destiné à être abandonné peut également satisfaire les critères pour être classé comme activité abandonnée.

4.20 Traitements comptables retenus en l'absence de précision des textes IFRS

4.20.1 [Intérêts minoritaires](#)

S'agissant des acquisitions d'intérêts minoritaires, en l'absence de dispositions spécifiques dans les normes IFRS, le Groupe a choisi d'appliquer le traitement comptable selon lequel, en cas d'acquisition complémentaire de titres d'une filiale déjà consolidée par intégration globale, aucune réévaluation complémentaire des actifs et passifs identifiables n'est enregistrée. L'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise est enregistré en goodwill.

Les opérations qui conduisent à une diminution des intérêts - part du Groupe sans perte de contrôle sont traitées comme des cessions d'intérêts aux minoritaires et la différence entre la quote-part d'intérêt cédée et le prix perçu des minoritaires est constatée en résultat.

La révision par l'IASB de la norme IFRS 3 pourrait conduire à un traitement comptable différent de celui exposé ci-dessus.

4.20.2 Engagement d'achat d'intérêts minoritaires

Les autres passifs financiers comprennent notamment les engagements d'achats d'intérêts minoritaires pris par le Groupe.

Au cas particulier des puts sur minoritaires et en l'absence de précisions dans les textes IFRS, le Groupe a retenu le traitement comptable suivant pour ces engagements :

- A la mise en place du put, la valeur actualisée du prix d'exercice est comptabilisée en tant que passif financier avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires. Lorsque la valeur de l'engagement excède le montant des intérêts minoritaires, le solde est comptabilisé en goodwill ;
- A chaque clôture, le montant du passif financier est réévalué et les variations de passif trouvent leur contrepartie en goodwill, à l'exception de l'effet de désactivation du passif, qui est comptabilisé en résultat financier.

En cas de put à prix fixe, le passif correspond à la valeur actualisée du prix d'exercice.

En cas de put à la juste valeur ou à prix variable, le montant du passif est évalué sur la base d'une estimation à la juste valeur à la date de clôture ou de l'application des modalités contractuelles du prix d'exercice sur la base des derniers éléments connus.

4.20.3 Pénalités à recevoir ou à verser dans le cadre de la construction et/ou de l'exploitation d'un parc

Dans le cadre de la construction et/ou de l'exploitation des parcs, le Groupe peut être amené à percevoir ou à verser des indemnités aux fournisseurs de turbines en fonction de critères contractuels qui varient selon les projets.

Lorsque ces indemnités perçues ont pour objectif de compenser une perte d'exploitation, celles-ci sont comptabilisées en produits d'exploitation. En revanche, lorsqu'elles sont assimilables à une remise sur le prix d'achat des turbines, elles sont comptabilisées en réduction du coût de construction du projet.

A l'inverse, certains contrats prévoient que si les performances du parc sont supérieures à des seuils contractuels, le Groupe s'engage à reverser une indemnité aux fournisseurs de turbines. Dans ces cas-là, les montants à verser sont comptabilisés en charges d'exploitation au cours de l'exercice au titre duquel ils sont dus.

4.20.4 Crédits d'impôts sur investissements

Les subventions d'investissement reçues sous forme de crédit d'impôt, notamment les « Investment Tax Credit » en vigueur aux Etats-Unis pour les projets solaires, sont comptabilisées suivant la méthode décrite au paragraphe 4.17.3.

5. Information sectorielle

5.1 Information par zone géographique

Un secteur est une composante distincte du Groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différents de ceux des autres secteurs. L'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne du Groupe qui reflète les différents niveaux de risque et de rentabilité auxquels il est exposé.

La segmentation des informations par zone géographique en fonction de l'implantation des actifs est privilégiée dans le Groupe, qui a par conséquent opté pour un secteur primaire géographique et un secteur secondaire par activité.

5.1.1 Exercice clos le 31 décembre 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	EUROPE	AMERIQUES	ELIMINATIONS	TOTAL
Produits des activités ordinaires				
Chiffre d'affaires externe	517 489	489 145	-	1 006 634
Autres produits opérationnels	96 468	9 956	-	106 424
Total Produits	613 957	499 101	-	1 113 058
Résultat opérationnel par secteur				
	108 147	50 404		158 551
Autres éléments du compte de résultat				
Dotations aux amortissements et provisions opérationnelles	(48 887)	(12 426)	-	(61 313)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	(1 956)	-	-	(1 956)
Impôt sur le résultat	(22 567)	(14 552)	-	(37 119)
Résultat net consolidé	58 665	18 186	-	76 851
Autres informations				
Actifs sectoriels	3 749 807	1 012 171	(341 327)	4 420 651
Passifs sectoriels	3 408 480	1 353 498	(341 327)	4 420 651
Entreprises associées	29 630		-	29 630
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	584 921	441 698	-	1 026 619

5.1.2 Exercice clos le 31 décembre 2007

<i>(en milliers d'euros)</i>	EUROPE	AMERIQUES	ELIMINATIONS	TOTAL
Produits des activités ordinaires				
Chiffre d'affaires externe	186 534	373 973	-	560 507
Autres produits opérationnels	37 517	24 876	-	62 393
Total Produits	224 051	398 849	-	622 900
Résultat opérationnel par secteur				
	37 586	57 872	-	95 458
Autres éléments du compte de résultat				
Dotations aux amortissements et provisions opérationnelles	(31 845)	(12 598)	-	(44 443)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	1 282	-	-	1 282
Impôt sur le résultat	(6 724)	(11 703)	-	(18 427)
Résultat net consolidé	27 451	26 226	-	53 677
Autres informations				
Actifs sectoriels	2 011 003	508 552	(136 269)	2 383 286
Passifs sectoriels	1 874 735	644 820	(136 269)	2 383 286
Entreprises associées	32 054		-	32 054
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	344 806	166 509	-	511 315

5.2 Information par activité

5.2.1 Exercice clos le 31 décembre 2008

(en milliers d'euros)	Production	Exploitation / Maintenance	Développement - vente d'actifs structurés	Energies Réparties	Eliminations	Total
Produits provenant des clients externes	228 913	33 773	616 105	185 551	(57 708)	1 006 634
Valeur comptable des actifs	2 258 840	52 810	2 627 656	406 177	(924 832)	4 420 651
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	954 329	5 075	138 760	33 430	(104 975)	1 026 619

5.2.2 Exercice clos le 31 décembre 2007

(en milliers d'euros)	Production	Exploitation / Maintenance	Développement - vente d'actifs structurés	Eliminations	Total
Produits provenant des clients externes	175 006	23 675	397 975	(36 149)	560 507
Valeur comptable des actifs	1 432 974	35 764	1 377 212	(462 664)	2 383 286
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	275 279	2 296	234 775	(1 035)	511 315

5.3 Information sur le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 79,6 %, s'établissant à 1 006,6 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 560,5 millions d'euros au 31 décembre 2007. A taux de change constants, la progression est de 86,4 %. A périmètre constant, hors intégration des activités d'EDF Energies Nouvelles Réparties (ENR), la progression est de 46,6 %.

5.3.1 Europe

Le chiffre d'affaires des activités du Groupe en Europe progresse de 177,5 % passant de 186,5 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 517,5 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette augmentation s'explique comme suit :

- Le chiffre d'affaires de l'activité Production progresse de 36,4 %, passant de 132,0 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 180,1 millions d'euros au 31 décembre 2008, soit une hausse de 48,1 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par :
 - L'effet année pleine de la mise en service en 2007 de parcs éoliens en Italie (72,9 MW), en Grèce (36 MW), au Royaume-Uni (24 MW) et en France (12 MW) ;
 - La mise en service en 2008 des nouveaux parcs éoliens, Arada (92 MW sur 112 MW) et Ventominho (240 MW) au Portugal, Salles-Curan (87 MW), Chemin d'Ablis (52 MW), Villesèque (50,6 MW) en France, Campidano (70 MW) en Italie ;
 - Bicker (26 MW) et Walkway (14 MW) au Royaume-Uni, enfin Imerovigli (30 MW) et l'extension de Profitis Ilias (8 MW) en Grèce ;
 - La mise en service en 2008 de parcs photovoltaïques, le projet Narbonne (7 MWc), Montesquieu (0,1 MWc) et Thémis (0,2 MWc) en France, enfin 6 parcs pour une capacité totale de 4,8 MWc en Italie.

L'année 2008 se caractérise par un nombre important de mises en service au dernier trimestre notamment en Italie (Campidano), en France (Chemin d'Ablis, Salles Curan) et au Portugal (mises en service progressives sur l'année du projet Ventominho et en fin d'année du projet Arada). Il se traduira par un effet année pleine important en 2009.

- Le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés passe de 53,7 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 147,0 millions d'euros au 31 décembre 2008. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2007 comprenait principalement la vente de 8 MW en Allemagne et de 15,6 MW en France ainsi que l'activité de défiscalisation dans les DOM. En 2008, le Groupe a vendu 6,1 MWc photovoltaïque en Espagne et 26,3 MW en éolien en France.
- Le chiffre d'affaires 2008 de l'activité Exploitation-Maintenance est de 5,4 millions d'euros au 31 décembre 2008. Il s'élevait à 0,8 million d'euros au 31 décembre 2007.
- Le chiffre d'affaires ENR SA et de ses filiales s'élève à 185 millions d'euros au 31 décembre 2008 ; Tenesol et Supra y contribuent à hauteur de 87,5 %.

5.3.2 Amériques

Le chiffre d'affaires du Groupe réalisé dans la zone Amériques était de 374 millions d'euros au 31 décembre 2007. Il est de 489,1 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette augmentation de 115,1 millions d'euros s'explique comme suit :

- Le chiffre d'affaires de l'activité Production passe de 42,6 millions d'euros en 2007 à 48,4 millions d'euros en 2008, soit une hausse de 5,8 millions d'euros (+ 13,6 %) liée principalement à l'effet année pleine de la mise en service du parc de Fenton (205,5 MW) en novembre 2007. A taux de change constants, la hausse est de 21,3 %.
- Le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'actifs structurés passe de 321,2 millions d'euros en 2007 à 422,1 millions d'euros en 2008, soit une augmentation de 100,9 millions d'euros. En effet :
 - en 2007, le chiffre d'affaires dégagé à l'avancement concerne essentiellement le projet Pomeroy (198 MW) ainsi que le projet Goodnoe (94 MW), dont la réception finale a été réalisée au premier semestre 2008 ;
 - en 2008, il concerne principalement l'achèvement du projet Goodnoe, ainsi que la vente des projets Walnut (153 MW) et Grand Meadows (100,5 MW bruts).
- Le chiffre d'affaires de l'activité Exploitation-Maintenance augmente de 82,4 % ; il passe de 10,2 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 18,6 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette augmentation est due pour l'essentiel aux nouveaux contrats conclus en 2007 portant sur 868 MW - avec MidAmerican Energy (508,5 MW), Orion (280MW) et Cedar Creek Wind Energy (80 MW) et aux 19 nouveaux contrats conclus en 2008 portant sur 2 139 MW.

5.4 **Information sur le résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel du Groupe est de 158,6 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 95,5 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une progression de 66,1 %.

5.4.1 Europe

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités en Europe passe de 37,6 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 108,2 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette augmentation provient d'une part de l'activité de Production, due à l'effet année pleine des mises en service 2007, et d'autre part du volume des DVAS qui a été supérieur en 2008 par rapport à 2007 avec notamment la vente de projets photovoltaïques en Espagne.

5.4.2 Amériques

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités dans la zone Amériques passe de 57,9 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 50,4 millions d'euros au 31 décembre 2008, soit une diminution de 13 %. A taux de change constants, la baisse est de 9 %. Elle s'explique par le fait qu'en 2008, la production a été supérieure à celle de 2007 en raison notamment de l'effet année pleine de Fenton, dont la charge d'amortissement de la centrale vient réduire le résultat opérationnel de l'année.

6. Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Ventes d'énergie	225 675	173 855
Ventes de services liés à l'énergie	24 137	12 660
Autres ventes de biens et services	756 822	373 992
Total	1 006 634	560 507

L'évolution du chiffre d'affaires est analysée dans la note sur l'information sectorielle (note 5).

7. Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)		31/12/2008	31/12/2007
Résultat de déconsolidation	(1)	916	27 715
Résultat de cession des immobilisations	(2)	17 202	(3 964)
Subventions d'exploitation		12 996	4 106
Autres charges	(3)	(14 428)	(4 498)
Autres produits	(3)	32 310	4 813
Total des autres produits et charges opérationnels		48 996	28 172
Dont autres charges opérationnelles		(57 428)	(11 065)
Dont autres produits opérationnels		106 424	39 237

(1) Les résultats de déconsolidation en 2007 s'expliquent essentiellement par :

- le passage en intégration proportionnelle du parc éolien Fenton aux Etats-Unis, suite à l'entrée dans le capital d'investisseurs externes ;
- la cession du DVAS Lou Paou.

(2) Les résultats de cession des immobilisations s'expliquent essentiellement par la vente d'actifs, à des sociétés codétenues en Angleterre.

(3) En 2008, les autres produits et charges opérationnels s'expliquent essentiellement par des garanties de productibles, un goodwill, des pénalités de retard en notre faveur ou en faveur de nos fournisseurs de turbines ou de nos clients, des royalties en Italie, les quotas de CO2 consommés en 2008 ainsi que divers produits et charges d'exploitation.

Changement de présentation :

Désormais, les subventions d'investissements virées au compte de résultat sont présentées dans les dotations nettes aux amortissements et provisions et non plus en autres produits. Pour 2007, l'impact de ce changement est de 2,5 millions d'euros. De même, les productions stockée et immobilisée (soit 20,7 millions d'euros en 2007) sont désormais présentées au niveau des « Achats consommés et autres achats ».

8. Personnel

8.1 Frais de personnel

Le montant des charges de personnel se décompose de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Rémunérations et avantages au personnel	(63 616)	(30 370)
Charges sociales et fiscales	(16 619)	(6 075)
Total	(80 235)	(36 445)
Actions gratuites et assimilées	(1 322)	(348)
Charges liées au paiement sur base d'actions	(1 322)	(348)
Charges de personnel	(81 557)	(36 793)

8.2 Paiements sur base d'actions

Le Conseil d'Administration a mis en place deux plans d'attribution d'actions gratuites au bénéfice des dirigeants et salariés en France :

- en 2007, le premier plan a prévu l'attribution de 24 550 actions. Au 31 décembre 2008, il reste 1 640 actions non encore achetées ;
- le 30 octobre 2008, un deuxième plan attribue 62 829 actions acquises en totalité sur l'exercice pour un montant de 1,7 million d'euros.

La juste valeur de ces deux plans d'attribution d'actions gratuites est basée sur le cours de l'action à la date de chaque Conseil d'Administration. La contrepartie de la charge a été comptabilisée en capitaux propres.

Pour les filiales étrangères, un mécanisme similaire a été mis en place consistant à remettre aux bénéficiaires un nombre d'unités selon le même principe que le plan d'attribution d'actions gratuites. A l'issue de la période d'acquisition, le bénéficiaire ne percevra pas des actions gratuites mais un équivalent en trésorerie. Conformément à IFRS 2, l'évaluation de ce plan repose sur le cours de clôture de l'action au 31 décembre 2008 et n'intègre pas de dividendes attendus. La contrepartie de la charge a été comptabilisée en dette.

L'acquisition des actions gratuites ou des unités s'effectue sur une période de 2 ou 3 ans et pour partie, est soumise à l'atteinte de résultats opérationnels.

8.3 Effectifs moyens

<i>Effectifs moyens</i>	31/12/2008	31/12/2007
Employés	1 226	390
Cadres et ingénieurs	497	238
Total	1 723	628

L'augmentation significative des effectifs provient essentiellement de l'intégration des sociétés Supra et Tenesol qui font partie du sous groupe EDF ENR.

Par convention, l'effectif des sociétés en intégration proportionnelle est pris en compte à due concurrence du pourcentage d'intégration.

9. Résultat financier

9.1 Coût de l'endettement financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Charges d'intérêt sur opérations de financement (1)	(55 208)	(38 457)
Inefficacité nette des couvertures de flux de trésorerie s/ endettement	844	(950)
Coût de l'endettement financier brut (2)	(54 364)	(39 407)

(1) Les charges d'intérêts sur opérations de financement correspondent à des intérêts, à des frais bancaires et aux charges sur les dettes de location financement.

(2) Le coût de l'endettement financier en décembre 2007 de 21,6 millions d'euros incluait le résultat de change sur endettement pour 18,2 millions qui a été reclassé en autres produits et charges financiers.

9.2 Autres produits et charges financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Produits nets de placements	11 766	16 769
Intérêts et dividendes reçus sur actifs financiers	6 503	3 057
Variation de juste valeur des dérivés de transactions	(788)	(1 947)
Inefficacité nette des couvertures de flux de trésorerie s/exploitation	(486)	(1 588)
Résultat net de change	(2 888)	(434)
Résultat de cession d'actifs disponibles à la vente	(248)	292
Dépréciation nette des actifs financiers	(2 342)	33
Résultat d'actualisation	66	435
Autres produits et charges financiers	156	(1 846)
Autres produits et charges financiers (1)	11 739	14 771

(1) Les autres produits et charges financiers en décembre 2007 de 14,8 millions d'euros incluent le résultat de change sur endettement pour 18,2 millions d'euros.

En 2007 et 2008, les produits nets d'actifs financiers proviennent du placement de la trésorerie obtenue suite à l'introduction en bourse réalisée en novembre 2006 et à l'augmentation de capital de septembre 2008.

Pour mémoire, la variation négative de juste valeur des instruments dérivés comptabilisés dans les capitaux propres représente, avant impôts, (28,8) millions d'euros.

10. Charge d'impôts

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Impôts exigibles	(1 622)	(19 347)
Impôts différés	(35 497)	920
Total	(37 119)	(18 427)

La preuve d'impôt est présentée en note 26.4

11. Résultats par action

	<i>(en euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net consolidé		76 850 588	53 676 614
Résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG)		69 556 335	51 356 498
Nombre d'actions		66 326 250	61 951 961
Résultat net consolidé de base par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG) en euro		1,05	0,83
Résultat net consolidé dilué par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG) en euro		1,05	0,83

Suite à l'augmentation de capital réalisée par EDF EN SA le 18 septembre 2008, le nombre total d'actions composant le capital social passe à 77 568 416 actions au 31 décembre 2008 contre 62 054 734 actions au 31 décembre 2007.

En 2008, le nombre d'actions retenu au dénominateur pour le calcul du résultat par action, soit 66 326 250, tient compte de l'effet pondéré de l'augmentation de capital, soit 4 420 337 actions, et de la déduction du nombre pondéré de 148 821 actions propres détenues par le Groupe dans le cadre du programme de liquidité et du programme de rachat d'actions pour couvrir les plans d'actions gratuites mis en place en 2007 et 2008.

Pour le calcul du résultat par action en 2007, conformément à la norme IAS 33, le nombre d'actions retenu au dénominateur, soit 61 951 961 tient compte de la déduction de 102 773 actions propres.

12. Goodwill

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Valeur brute	108 107	80 565
Cumul des pertes de valeur	(2 268)	(2 239)
Valeur nette comptable	105 839	78 326

L'évolution de la valeur comptable des goodwill est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Valeur nette comptable à l'ouverture	78 326	41 183
Augmentations	38 752	39 377
Pertes de valeur	0	499
Ecart de conversion	141	(2 732)
Autres mouvements	(11 380)	(1)
Variation totale	27 513	37 143
Valeur nette comptable à la clôture	105 839	78 326

Les goodwill nets de 105,8 millions d'euros sont essentiellement constitués de la façon suivante :

- en Grèce, de la valorisation du put sur minoritaire pour l'acquisition de 25 % de EEN Hellas et du goodwill sur RETD pour un montant total de 21 millions d'euros ;
- en Turquie, du goodwill sur l'acquisition du Groupe Polat Enerjy pour 18,1 millions d'euros ;
- en Belgique, de la valorisation du put sur notre partenaire pour 3,5 millions d'euros pour l'acquisition de Verdesis ;

- en France, du goodwill et des compléments de prix Noréole (qui porte un terrain pour un parc éolien en construction) pour 4,5 millions d'euros, du goodwill sur les sociétés ENR et Supra pour 5,1 millions d'euros, du goodwill sur Ribo pour 5 millions d'euros ;
- en Bulgarie, des goodwills de 5,4 millions d'euros ;
- au Portugal, d'un goodwill sur Espiga pour 1,4 million d'euros ;
- en Espagne, du goodwill sur Fotosolar pour 3,7 millions d'euros et sur Aproving pour 3 millions d'euros;
- au Royaume-Uni, du goodwill sur Cumbria pour 7,7 millions d'euros ;
- et sur les Etats-Unis, des goodwills correspondant à l'acquisition d'enXco pour 25,7 millions d'euros.

Les principales variations sur les goodwills concernent l'acquisition du Groupe Polat Enerjy en Turquie (18,1 millions d'euros), l'acquisition en France du groupe EDF Energies Nouvelles Réparties avec les sociétés ENR et Supra (5,1 millions d'euros) ainsi que Ribo (5 millions d'euros) ; l'annulation sur la Grèce des compléments de prix pour RETD (-5 millions d'euros) ainsi que l'affectation d'une partie du goodwill RETD sur les parcs éoliens Fokida 2 et Fokida 3 (-3,5 millions d'euros); en Belgique, l'ajustement du goodwill de Verdesis (-2,1 millions d'euros) ; l'Espagne avec le rachat de minoritaires de Fotosolar (1 million d'euros) et l'acquisition d'Aproving (3 millions d'euros) ; la Bulgarie et le Portugal avec respectivement le rachat de minoritaires d'Ogosta (1 million d'euros) et d'Espiga (1,4 million d'euros) ; les Etats-Unis, avec le rachat de la participation de la société Power Holding, minoritaire dans la société Northwest Wind Partners et détentrice de 50 % des sociétés Linden Wind Project, Lower Imrie Wind Project, Miller Wind Project et Rattlesnake Wind Project (3,6 millions d'euros).

Ces goodwills sont calculés sur la base du prix d'acquisition initial ainsi que sur l'estimation des éventuels compléments ou révisions de prix ou d'engagements de rachat des minoritaires prévus contractuellement (cf. note 32 sur les regroupements d'entreprises), lorsque ceux-ci sont probables et que les montants en jeu peuvent être estimés de manière fiable. Les estimations sont toutefois susceptibles d'être révisées, entraînant de ce fait une modification ultérieure de la valeur de ces goodwills.

Il faut ainsi noter, que l'intégration du groupe Polat Enerjy a été faite sur la base de comptes estimés au 31 décembre 2008 et retraités des éléments identifiés à cette date afin de respecter les normes IFRS. Ces retraitements ne sont donc peut-être pas exhaustifs. Aussi, le goodwill lié à l'entrée du groupe Polat Enerjy sera revu en 2009.

13. Immobilisations incorporelles

L'évolution de la valeur comptable des immobilisations incorporelles est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Valeur brute	16 697	5 567
Amortissements et provisions	(4 996)	(1 977)
Valeur nette comptable	11 701	3 590

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Valeur nette comptable à l'ouverture	3 590	3 602
Acquisitions	3 193	723
Cessions	-	(5)
Amortissements de la période	(974)	(553)
Variation de périmètre	6 115	16
Ecart de conversion	3	(136)
Autres mouvements	(226)	(57)
Variation nette	8 111	(12)
Valeur nette comptable à la clôture	11 701	3 590

Les immobilisations incorporelles incluent principalement les logiciels informatiques, les brevets ainsi que les MIPS américains. Les brevets et les MIPS américains sont des droits incorporels amortis sur dix ans.

La variation sur l'année est essentiellement due à l'entrée en périmètre de la société Ribo qui apporte 6 millions d'euros de brevets, évalués à leur juste valeur.

14. Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Terrains	8 227	4 337
Installations techniques, matériel, outillage	1 523 431	840 372
Autres immobilisations	19 558	9 044
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations	709 566	449 571
Immobilisations corporelles nettes	2 260 782	1 303 324

(en milliers d'euros)	01/01/2008	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres Mouvements	31/12/2008
Terrains	4 337	2 670	-	10	1 210	8 227
Installations techniques, matériel, outillage (1)	976 689	33 588	(5 597)	(28 408)	744 127	1 720 399
Autres immobilisations	18 165	10 738	(1 771)	(477)	18 360	45 015
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations (2)	449 571	976 430	(37 486)	9 973	(688 868)	709 620
Valeurs brutes	1 448 762	1 023 426	(44 854)	(18 902)	74 829	2 483 261
Amortissements et pertes de valeur	(145 438)	(61 460)	2 686	3 673	(21 940)	(222 479)
Valeurs nettes	1 303 324	961 966	(42 168)	(15 229)	52 889	2 260 782

(1) Installations techniques, matériel et outillage :

Les augmentations correspondent principalement aux opérations suivantes :

- dans le cadre du développement de son activité solaire le groupe Tenesol a construit en 2008 de nouvelles installations photovoltaïques. Le montant de ces investissements représente plus de 75 % des augmentations d'installations techniques, matériel et outillage ;
- Le solde de 25 % provient d'acquisitions de constructions et de diverses immobilisations en location financement.

Les autres mouvements correspondent principalement aux opérations suivantes :

- entrée en périmètre du groupe EDF Energies Nouvelles Réparties pour 35,5 millions d'euros dans le cadre du développement de l'offre énergies réparties destinée aux particuliers, ainsi que de l'entrée en périmètre du groupe turc Polat Enerjy pour 13,3 millions d'euros, acteur dans le développement, la construction et l'exploitation de l'énergie éolienne ;
- mises en service en France pour 222,8 millions d'euros, des parcs éoliens Villesèque, Salle Curan, Chemin d'Ablis et du parc solaire Narbonne ; au Portugal pour 257,8 millions d'euros, du parc éolien de Ventominho et d'une partie du parc éolien d'Arada ; en Italie pour 101,7 millions d'euros, des parcs éoliens Minervino, Campidano et des parcs solaires de Terni ; au Royaume-Uni pour 23,5 millions d'euros, des parcs éoliens Bicker et Walkway et enfin en Grèce pour 51,6 millions d'euros, du parc éolien Imerovigli ainsi que de l'extension du parc Profitis Ilias.

(2) Immobilisations en cours et avances sur immobilisations :

Les augmentations correspondent principalement aux opérations suivantes :

- le développement et la construction des parcs éoliens ainsi que des parcs solaires représentent plus de 75 % de l'augmentation de ce poste et se détaillent de la manière suivante :
- En France, pour 190,2 millions d'euros, avec le développement et la construction des parcs éoliens de Castanet, Fiennes, Villesèque, Salle Curan, Chemin d'Ablis, Veulette et Noréole puis du parc solaire de Narbonne. Au Portugal, pour 136,9 millions d'euros, avec la construction des deux principaux parcs éoliens Arada et Ventominho. En Italie pour 74,7 millions d'euros avec le développement et la construction des parcs solaires San Pietro Vernotico, Terni et Villacidro et des parcs éoliens de Minervino et Campidano. Au Mexique, pour 4,5 millions d'euros, avec la construction du parc éolien de la Ventosa. Au Royaume-Uni, pour 59,8 millions d'euros, avec la construction et le développement des parcs éoliens Red Tile, Walkway et Teesside. Aux Etats-Unis, pour 256,3 millions d'euros, avec la construction des parcs éoliens Wapsi North et Shiloh II. Et enfin en Grèce, pour 15,1 millions d'euros, avec le développement et la construction des parcs éoliens Viotia 2, Fokida 2 et 3, Imérovigli, Skopies, Belecheri, Lefkes et l'extension du parc Profitis Ilias ;
- la hausse des avances versées sur immobilisations représentent près de 22 % des augmentations de ce poste et sont relatives aux acquisitions de turbines pour les futurs parcs éoliens des Etats-Unis pour 137,9 millions d'euros, de la Grèce pour 49,7 millions d'euros et du Mexique pour 25,4 millions d'euros ;
- le solde de la variation du poste « Immobilisations en cours et avances sur immobilisations », soit près de 3 %, concerne l'activation en immobilisations des frais financiers intercalaires pour 27,8 millions d'euros.

Les diminutions correspondent principalement à l'opération suivante :

- création en 2008 de plusieurs « joint venture » au Royaume-Uni avec un partenaire unique, EDF Energy ;
- cette création s'est traduite par la cession d'immobilisations, détenues auparavant par le Groupe EDF Energies Nouvelles au travers de ses filiales anglaises, et ce au profit de ces « joint ventures ».

Les autres mouvements correspondent principalement aux opérations suivantes :

- mises en service en France pour (222,8) millions d'euros, des parcs éoliens Villesèque, Salle Curan, Chemin d'Ablis et du parc solaire Narbonne ; au Portugal pour (257,8) millions d'euros, du parc éolien de Ventominho et d'une partie du parc éolien d'Arada ; en Italie pour (101,7) millions d'euros, des parcs éoliens Minervino, Campidano et des parcs solaires de Terni ; au Royaume-Uni pour (23,5) millions d'euros, des parcs éoliens Bicker et Walkway et enfin en Grèce pour (51,6) millions d'euros, du parc éolien Imerovigli ainsi que de l'extension du parc Profitis Ilias.

Au 31 décembre 2007

(en milliers d'euros)	01/01/2007	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres Mouvements	31/12/2007
Terrains	2 343	976	(39)	(141)	1 198	4 337
Installations techniques, matériel, outillage (1)	701 326	2 263	(5 417)	(29 622)	308 139	976 689
Autres immobilisations	11 869	4 735	(461)	(661)	2 683	18 165
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations (2) (3)	288 043	502 618	(21 605)	(8 768)	(310 717)	449 571
Valeurs brutes	1 003 581	510 592	(27 522)	(39 192)	1 303	1 448 762
Amortissements et pertes de valeur	(106 420)	(40 837)	3 209	4 716	(6 106)	(145 438)
Valeurs nettes	897 161	469 755	(24 313)	(34 476)	(4 803)	1 303 324

(1) Les autres mouvements correspondent principalement aux opérations suivantes :

- la mise en service d'immobilisations pour 48 millions d'euros d'installations éoliennes en Grèce (Perdikovouni et Kalyva mises en service en juillet 2007), 26 millions d'euros d'installations éoliennes en Angleterre (Fenlands - projet Red Tile), 13 millions d'euros en France (Parc éolien de Luc sur Orbieu) ainsi que 2 millions d'euros d'installations photovoltaïques relatives à la mise en service de la ferme solaire Bosco en Italie ;
- la mise en service du projet Fenton aux Etats-Unis : celle-ci déclenche contractuellement l'entrée en capital d'investisseurs et implique le passage du projet dans le bilan en intégration proportionnelle. Le parc de Fenton a été mis en service en 2007. La valeur totale du parc est de 259 millions d'euros, diminuée de sa déconsolidation partielle pour 142 millions d'euros soit un impact net de 117 millions d'euros ;
- des entrées en périmètre sur l'Italie : 74 millions d'euros sur le projet Andretta et 21 millions d'euros sur le projet Nurri ;
- le passage de mise en équivalence à intégration globale aux Etats-Unis de Patterson Pass, pour 6 millions d'euros.

(2) L'augmentation des immobilisations en cours concerne d'une part des parcs éoliens en cours de construction pour 443 millions d'euros : 166 millions d'euros aux Etats-Unis (projets de Fenton et Shiloh II) ; 102 millions d'euros au Portugal (87 millions d'euros sur le projet Ventominho et 14 millions d'euros sur le projet Arada) ; 112 millions d'euros en France (Chemin d'Ablis, Salles-Curan, Luc sur Orbieu, Villesèque, Castanet) ; 25 millions d'euros sur la Grèce (projets Perdikovouni, Kaliva, Imerovigli et Viotia) ; 26 millions d'euros en Angleterre (Walkway, Red Tile) ; 12 millions d'euros en Italie (Murgeolica principalement). Et d'autre part, cette augmentation concerne aussi des avances et acomptes sur immobilisation pour 60 millions d'euros relatives aux futurs parcs éoliens de la Grèce, des Etats-Unis et de l'Italie.

- (3) Les autres mouvements sur immobilisations en cours concernent principalement :
- la mise en service d'immobilisations pour (348) millions d'euros ;
 - l'impact de l'entrée en périmètre de trois sociétés françaises : Luc sur Orbieu pour 2,5 millions d'euros, Castanet pour 1 million d'euros, Villesèque pour 1 million d'euros ;
 - les avances sur immobilisations pour 32 millions d'euros.

L'usine de Lucena (Espagne), composée d'une unité de biomasse et d'une unité de cogénération, a connu en 2007 des difficultés de fonctionnement, en grande partie liées à une avarie de la turbine à vapeur installée par la société suisse Turbomach. Au regard de ces difficultés, la société Bioenergia Santamaria, détenue à 70 % par la Société, a résilié le contrat relatif à la construction et l'exploitation-maintenance (sur une durée de 20 ans) de l'usine le 8 avril 2008 avec effet au terme d'une période de 30 jours et engagé la mise en œuvre du mode contractuel de résolution des différends, afin d'aboutir à un règlement de ce différend avec Turbomach. Le 8 mai 2008, conformément à la résiliation notifiée, Bioenergia Santamaria a interdit à Turbomach l'accès à l'usine. Turbomach a déposé plainte le 29 avril 2008 devant le Tribunal de Première Instance de Lucena pour refus de « mise à disposition » de l'usine, alléguant que l'exploitation-maintenance de l'usine emportait pour Turbomach le droit de mise à disposition de celle-ci. Le Tribunal a fait droit à cette demande et la Société a fait appel de cette décision.

Nous avons entamé des négociations avec Turbomach afin de mettre fin à notre différend et compte tenu de l'avancée de nos négociations, la Société n'a pas estimé nécessaire de constituer une provision dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2008.

Etant donné que la Société a récupéré la maîtrise des opérations de conduite et de maintenance de l'usine, nous avons assisté sur le second semestre à une montée en puissance des installations et le Groupe pense que l'ensemble des conditions sont à présent réunies pour atteindre un taux normal d'activité sur l'année 2010.

Les tests de suivi de la valeur des actifs n'ont pas mis en évidence la nécessité de comptabiliser une dépréciation des actifs dont la valeur nette au 31 décembre 2008 s'élève à environ 27,1 millions d'euros.

15. Participations dans les entreprises associées

15.1 Détail des participations dans les entreprises associées

Sociétés	Quote-part d'intérêt dans le capital	Valeur nette des titres mis en équivalence 31/12/2008 (1)	Quote part de résultat des titres mis en équivalence 31/12/2008	Quote-part d'intérêt dans le capital	Valeur nette des titres mis en équivalence 31/12/2007	Quote part de résultat des titres mis en équivalence 31/12/2007
Alco group	25%	20 286	(2 684)	25%	24 409	575
C-Power	21%	2 624	(36)	21%	2 661	(57)
Jacques Giordano Industries	13%	1 745	46	25%	1 511	-
Eolica Do Centro	30%	1 453	609	32%	894	646
Batliboi	50%	439	90	50%	378	89
Photon Power technology (2)	10%	1 232	37	20%	1 440	-
Photon Power industry	10%	(267)	98	NC		
Silicium de Provence	3%	801	(71)	NC		
Reetec (2)	28%	780	-	28%	509	-
Autres	-	537	(45)	-	252	28
Total		29 630	(1 956)		32 054	1 282

(1) Dont 2,5 millions d'euros de goodwill (hors goodwill inclus dans les comptes locaux).

(2) Ces sociétés ont été acquises fin 2007, aucun résultat n'a été constaté sur l'exercice 2007.

15.2 Informations complémentaires sur les entreprises associées

Les informations suivantes sont données à 100 %, indépendamment de la quote-part de détention du Groupe. Elles concernent l'exercice clos le 31 décembre 2008.

(en milliers d'euros)	ACTIF	PASSIF (Hors Capitaux Propres)	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT NET
Total	652 227	543 140	585 540	(10 270)

Le principal contributeur des entreprises associées est représenté par le groupe Alco (bioéthanol) dont l'acquisition de 25 % des titres a été effectuée en fin d'année 2007.

16. Actifs financiers

16.1 Détail des actifs financiers par catégorie d'actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-	47 503	47 503	-	5 443	5 443
Juste valeur positive des dérivés de couverture	34 723	268	34 991	14 687	5 661	20 348
Juste valeur positive des dérivés de transaction	-	45	45	-	189	189
Prêts et créances financières	126 866	43 226	170 092	50 970	26 729	77 699
Actifs financiers	161 589	91 042	252 631	65 657	38 022	103 679

16.2 Garanties

Le détail des actifs financiers nantis ou donnés en garantie de passif se trouve dans la note 31 des engagements hors bilan.

16.3 Variation des actifs financiers

(en milliers d'euros)	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	Variations de juste valeur	Autres	31/12/2008
Actifs financiers disponibles à la vente (1)	5 443	44 869	(5 829)	2 300	720	47 503
Juste valeur positive des dérivés de couverture	20 348	-	(2 413)	21 277	(4 221)	34 991
Juste valeur positive des dérivés de transaction	189	-	-	(144)	-	45
Prêts et créances financières (2)	77 699	112 097	(33 576)	-	13 872	170 092
Actifs financiers	103 679	156 966	(41 818)	23 433	10 371	252 631

(en milliers d'euros)	01/01/2007	Augmentations	Diminutions	Variations de juste valeur	Autres	31/12/2007
Actifs financiers disponibles à la vente (1)	4 399	2 034	(981)	-	(10)	5 443
Juste valeur positive des dérivés de couverture	3 748	1 459	-	15 053	88	20 348
Juste valeur positive des dérivés de transaction	2 050	-	-	(1 786)	(74)	189
Prêts et créances financières (3)	59 751	52 929	(25 008)	-	(9 971)	77 699
Actifs financiers	69 948	56 422	(25 989)	13 267	(9 967)	103 679

(1) Voir la Note 17. Actifs financiers disponibles à la vente.

(2) La colonne « Augmentations » des prêts et créances financières au 31 décembre 2008 pour 112,1 millions d'euros est essentiellement composée des créances vis-à-vis de sociétés italiennes, portugaises et anglaises intégrées proportionnellement, de sociétés mises en équivalence (Groupe PPT) et vis-à-vis de tiers en Grèce, en France et aux Etats-Unis. Elle tient aussi compte de la dotation sur la créance financière vis-à-vis de Bellignat pour 2,4 millions d'euros qui se compense avec une reprise dans les provisions pour risques et charges (Note 27).

(3) La colonne « Augmentations » des prêts et créances financières au 31 décembre 2007 pour 54,5 millions d'euros ne tenait pas compte des dotations aux provisions sur prêts et créances financières pour (1,6) million d'euros qui étaient présentées dans la colonne « Autres ».

Le groupe EDF EN souhaite se positionner en amont de la chaîne de valeur du photovoltaïque, pour avoir accès à la matière première qui est le silicium purifié. Le projet industriel Silicium de Provence (Silpro) concerne la construction et l'exploitation d'une usine de Silicium raffiné à Saint-Auban (Alpes de Haute-Provence). Silpro est consolidée en mise en équivalence par l'intermédiaire du groupe EDF Energies Nouvelles Réparties. A ce jour, le montant de l'investissement et les modalités définitives de son financement ne sont pas connus et des discussions sont en cours avec les pouvoirs publics. Le Groupe a engagé un montant de 16,4 millions d'euros au titre de ce projet au 31 décembre 2008.

16.4 Actifs financiers par échéance

Au 31 décembre 2008

(en milliers d'euros)	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	47 503	47 503
Juste valeur positive des dérivés de couverture	34 723	268		34 991
Juste valeur positive des dérivés de transaction	-	45		45
Prêts et créances financières	126 866	8 958	34 268	170 092
Total au 31/12/2008	161 589	9 271	81 771	252 631

Au 31 décembre 2007

(en milliers d'euros)	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	5 443	5 443
Juste valeur positive des dérivés de couverture	14 687	5 661	-	20 348
Juste valeur positive des dérivés de transaction	-	189	-	189
Prêts et créances financières	50 970	14 628	12 101	77 699
Total au 31/12/2007	65 657	20 478	17 544	103 679

17. Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	01/01/2008	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Variations des justes valeurs	Autres	31/12/2008
Valeur brute	5 660	3 287	46 831	(5 926)	2 300	(2 159)	49 993
Pertes de valeur	(217)	(405)	(1 962)	97	-	(3)	(2 490)
Titres de participation des sociétés non consolidées	5 443	2 882	44 869	(5 829)	2 300	(2 162)	47 503

La définition des actifs financiers disponibles à la vente est donnée dans les principes et méthodes dans la note 4.8.3.

(en milliers d'euros)	01/01/2007	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Variations des justes valeurs	Autres	31/12/2007
Valeur brute	4 532	29	2 048	(981)	-	32	5 660
Pertes de valeur	(133)	(70)	(14)	-	-	-	(217)
Titres de participation des sociétés non consolidées	4 399	(41)	2 034	(981)	-	32	5 443

Au cours de l'exercice 2008, la société a fait l'acquisition de titres de participation pour un montant total de 46,8 millions d'euros, dont notamment ceux de la société Nanosolar en dollars pour un équivalent de 31,9 millions d'euros à la date d'acquisition. Au 31 décembre 2008, ces titres sont valorisés pour 34,2 millions d'euros du fait de l'effet de change. Les variations de valeur de cette participation ont été comptabilisées dans les capitaux propres du Groupe pour un montant de 2,3 millions d'euros.

La juste valeur des titres non consolidés au 31 décembre 2007 a été maintenue au coût d'acquisition en l'absence de critères suffisamment fiables pour déterminer la juste valeur de ces actifs.

Sur l'exercice 2007, le Groupe a fait l'acquisition de titres de participation dans diverses sociétés pour 2 millions d'euros et a également procédé à des cessions de titres pour 1 million d'euros.

18. Instruments financiers dérivés

Comme indiqué dans le chapitre sur la gestion du risque financier, le Groupe, acteur dans le secteur de l'énergie renouvelable opère dans un contexte international et notamment dans des zones hors euro (Etats-Unis, Royaume-Uni et Mexique). Il est de ce fait exposé au risque de taux et au risque de change sur les financements mis en place par les sociétés mères ainsi que sur ceux obtenus en monnaie locale. Le Groupe doit prévoir d'importants moyens de financement par endettement dans le cadre de la réalisation des projets.

Pour limiter et maîtriser les conséquences de ces risques, le Groupe a mis en place une politique de couverture par le biais de dérivés de couverture. Les swaps de taux variable / taux fixe sont les principaux instruments de cet engagement.

18.1 Ventilation de la juste valeur des instruments dérivés

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Instruments dérivés actifs		
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	34 991	20 348
Dérivés de couverture de juste valeur	-	-
Dérivés de transaction	45	189
Total instruments dérivés actifs	35 036	20 537
Instruments dérivés passifs		
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	48 386	6 444
Dérivés de couverture de juste valeur	-	-
Dérivés de transaction	1 705	107
Total instruments dérivés passifs	50 091	6 551
Total instruments dérivés nets actif / (passif)	(15 055)	13 986

18.2 Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe applique la comptabilité de couverture de flux de trésorerie conformément aux principes de la norme IAS 39, notamment pour les transactions suivantes :

- couverture de la dette à taux variable par l'utilisation de swaps de taux d'intérêts (taux variable/fixe) ;
- couverture d'achats futurs de turbines en monnaie étrangère par rapport à la devise fonctionnelle de l'entité acheteuse (EUR ou USD) par le biais de contrats d'options ou d'achats à terme.

Dérivés de couverture de taux d'intérêts

Les dérivés de couverture de taux d'intérêts correspondent à des swaps et s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008		31/12/2007	
	Juste valeur	Nominal couvert	Juste valeur	Nominal couvert
Instruments de taux actif	268	58 637	5 663	275 962
Instruments de taux passif	(44 984)	580 076	(6 209)	212 828
Instruments de couverture de taux actif / (passif)	(44 716)	638 713	(546)	488 790

Dérivés de couverture de change

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008			31/12/2007	
	EUR	USD	GBP	EUR	USD
Instruments de change actif	15 371	19 352	-	14 685	-
Options	2 605	2 451	-	3 531	-
Achats à terme	12 766	16 901	-	11 154	-
Instruments de change passif	(1 276)	(2 064)	(62)	-	(235)
Options	-	(622)	(62)	-	(91)
Achats à terme	(1 276)	(1 442)	-	-	(144)
Instruments de couverture de change actif / (passif)	14 095	17 288	(62)	14 685	(235)

Les instruments dérivés de change du Groupe sont souscrits principalement pour le compte de la filiale américaine, en couverture des achats de turbines libellés en euros.

Impacts des dérivés de couverture en capitaux propres et résultat

En 2008, les impacts des dérivés de couverture enregistrés en capitaux propres s'élèvent à (17,9) millions d'euros, répartis de la manière suivante :

- (17,6) millions d'euros pour l'Europe ;
- (0,3) million d'euros pour la zone Amériques.

Le montant de l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie enregistré en résultat financier en 2008 représente un produit de 0,4 million d'euros résultant d'une charge de (1,4) million d'euros pour l'Europe et d'un produit de 1,8 million d'euros pour la zone Amériques.

En 2007, les impacts des dérivés de couverture enregistrés en capitaux propres étaient 7,7 millions d'euros, répartis de la manière suivante :

- 0,3 million d'euros pour l'Europe ;
- 7,4 millions d'euros pour les Etats-Unis.

Le montant de l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie enregistré en résultat financier en 2007 représentait une charge de (2,5) millions d'euros résultant d'un produit de 1 million d'euros pour l'Europe et d'une charge de (3,5) millions d'euros pour les Etats-Unis.

Les flux contractuels associés aux swaps sont payés de façon simultanée aux flux contractuels des emprunts à taux variable et le montant différé en capitaux propres est reconnu en résultat sur la période où le flux d'intérêt de la dette impacte le résultat.

18.3 Dérivés de transaction

Cette rubrique comprend les instruments dérivés souscrits par le Groupe dans le cadre d'une politique de couverture des risques de change ou de taux, mais qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture au sens de la norme IAS 39.

En 2008, ces dérivés impactent le compte de résultat pour un montant de (0,8) million d'euros (avant effet d'impôts). Ce montant affecte intégralement l'Europe.

En 2007, ces dérivés impactent le compte de résultat pour un montant de (1,9) million d'euros (avant effet d'impôts), liés au dénouement des instruments souscrits sur l'exercice 2006. Ce montant affecte l'Europe pour (0,1) million d'euros et les Etats-Unis pour (1,8) million d'euros.

19. Besoin en Fonds de Roulement

19.1 Composition et variation du besoin en fonds de roulement

31 décembre 2008

(en milliers d'euros)	Mouvements de l'exercice					31/12/2008
	01/01/2008	Variation du BFR courant (1)	Variations de périmètre (2)	Ecart de conversion	Autres mouvements	
Stocks	128 329	98 573	50 659	(686)	2 292	279 167
Clients	109 519	125 227	67 177	(1 912)	852	300 863
Actifs d'impôts exigibles	956	18 075	1 333	(342)	301	20 323
Autres actifs courants	193 862	89 078	8 506	(597)	8 339	299 188
Eléments d'actif	432 666	330 953	127 675	(3 537)	11 784	899 541
Fournisseurs	54 774	135 835	27 356	(3 248)	3 185	217 902
Passifs d'impôts exigibles	18 949	(4 393)	929	(1 724)	2 945	16 706
Autres passifs courants	241 460	42 669	74 548	(372)	(8 014)	350 291
Eléments de passif	315 183	174 111	102 833	(5 344)	(1 884)	584 899
Total	(117 483)	(156 842)	(24 842)	(1 807)	(13 668)	(314 642)

(1) Voir notes sur le tableau consolidé des flux de trésorerie (Note 29).

(2) Les variations de périmètre sont essentiellement dues à l'entrée du Groupe ENR.

Le solde du compte clients connaît une augmentation de 191,3 millions d'euros entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008, essentiellement due à la facturation des parcs de Puente de Genave, Ecija et San Martin de Pusa en Espagne, du parc Vaux de Roques en France et à l'entrée de périmètre du groupe EDF ENR.

(en milliers d'euros)	Mouvements de l'exercice					31/12/2007
	01/01/2007	Variation du BFR courant	Variations de périmètre	Ecarts de conversion	Autres mouvements	
Stocks	121 399	41 655	(20 276)	(7 544)	(6 905)	128 329
Clients	52 169	48 884	4 762	(2 815)	6 519	109 519
Actifs d'impôts exigibles	624	361	0	0	(29)	956
Autres actifs courants	98 853	141 306	3 943	(9 887)	(40 353)	193 862
Eléments d'actif	273 045	232 206	(11 571)	(20 246)	(40 768)	432 666
Fournisseurs	108 704	(29 658)	5 239	(3 098)	(26 413)	54 774
Passifs d'impôts exigibles	5 290	16 150	50	(1 470)	(1 071)	18 949
Autres passifs courants	143 681	123 090	(35 944)	(13 000)	23 633	241 460
Eléments de passif	257 675	109 582	(30 655)	(17 568)	(3 851)	315 183
Total	(15 370)	(122 624)	(19 084)	2 678	36 917	(117 483)

Le solde du compte clients connaît une augmentation de 57,4 millions d'euros entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007, essentiellement due aux facturations du parc de Fierville en cours de construction, ainsi qu'aux créances clients du groupe Verdesis entré dans le périmètre en 2007.

19.2 Stocks et en cours

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Travaux en cours (1)	104 393	94 652
Matières premières et approvisionnements (2)	164 544	34 666
Produits finis	15 703	2 708
Stocks bruts	284 640	132 026
Provisions	(5 473)	(3 697)
Stocks nets	279 167	128 329

(1) Les travaux en cours correspondent pour l'essentiel à des coûts de développement et de construction de centrales énergétiques destinées à être vendues, traités selon la norme IAS 11 dès lors que ces coûts de construction correspondent à une activité future du contrat et pour lesquels les critères de reconnaissance du chiffre d'affaires ne sont pas atteints à la clôture sur la base de l'avancement à cette date.

La variation des travaux en cours entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008, résulte de la cession du parc solaire Puente de Genave, de la cession du parc éolien de Goodnoe ainsi que de l'avancement des parcs français et américains.

(2) Dont 157,3 millions d'euros de panneaux solaires au 31 décembre 2008 contre 33,8 millions d'euros au 31 décembre 2007.

19.3 Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Avances et acomptes versés (1)	175 125	125 635
Charges constatées d'avance	4 900	5 229
Autres créances	119 163	62 998
Total	299 188	193 862

(1) Le poste Avances et acomptes versés est essentiellement constitué de paiements d'acomptes sur achats de turbines et de panneaux solaires destinés aux parcs de l'activité Développement Vente d'Actifs Structurés.

19.4 Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Avances et acomptes reçus	101 509	39 234
Dettes fiscales	38 649	8 592
Dettes sociales	18 917	4 674
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (1)	124 491	44 396
Autres dettes	20 780	97 677
Produits constatés d'avance	45 945	46 887
Total	350 291	241 460

(1) L'augmentation des dettes sur immobilisations et comptes rattachés entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008 provient essentiellement du développement de parcs américains (Wapsi North et Shiloh 2), du reclassement entre dettes sur immobilisations courantes et non courantes et du règlement de factures sur les parcs français et portugais.

20. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie nette à l'ouverture

(en milliers d'euros)	01/01/2008	01/01/2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	369 303	402 875
Reclassement nantissements et comptes de trésorerie bloqués	(44 675)	(25 459)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au TFT	324 628	377 416
Découverts bancaires	(34 708)	(32 147)
Trésorerie nette à l'ouverture	289 920	345 269

Trésorerie nette à la clôture

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	632 137	369 303
Reclassement nantissements et comptes de trésorerie bloqués	(48 115)	(44 675)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au TFT	584 022	324 628
Découverts bancaires	(138 429)	(34 708)
Trésorerie nette à la clôture	445 593	289 920

21. Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Cette rubrique recense les actifs et passifs détenus en vue de la vente définis selon la norme IFRS 5.

Au 31 décembre 2008, aucun groupe d'actifs et de passifs n'a été identifié comme devant être classé en « actifs détenus en vue de la vente ».

22. Capitaux propres

22.1 Capital social

<i>(en euros)</i>	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social
Capital social au 31 décembre 2006	62 054 734	1,6	99 287 574
Capital social au 31 décembre 2007	62 054 734	1,6	99 287 574
Augmentation de capital du 18 septembre 2008	15 513 682	1,6	24 821 892
Capital social au 31 décembre 2008	77 568 416	1,6	124 109 466

Afin de financer son développement dans la filière photovoltaïque, EDF Energies Nouvelles a réalisé, en septembre 2008, une augmentation de capital s'élevant à 491,3 millions d'euros nets de frais d'augmentation et composée de :

- 24,8 millions d'euros de capital suite à la création de 15 513 683 actions d'une valeur nominale de 1,6 euro et de l'annulation d'une action ;
- 469,3 millions d'euros de prime d'émission correspondant dans les comptes consolidés à une prime de 30,6 euros par action soit 474,7 millions d'euros diminués des frais d'augmentation de capital nets d'impôts.

Cette augmentation a été réservée en priorité aux actionnaires déjà présents au capital et a fait l'objet d'une offre publique.

Les principaux actionnaires de la société, le Groupe EDF et le Groupe Mouratoglou ont souscrit à cette augmentation de capital à hauteur de leurs participations respectives, soit au total 75,1 %.

22.2 Actions propres

Dans le cadre du programme de rachat d'actions qui a fait l'objet d'un contrat de liquidité selon les dispositions prévues par l'Autorité des marchés financiers (AMF), au cours de l'exercice 2008, 1 218 985 actions ont été achetées, pour un montant de 44,3 millions d'euros et 1 123 248 actions ont été vendues pour un montant de 42,4 millions d'euros.

Au 31 décembre 2008, le Groupe détient 279 485 actions propres, dont 193 737 dans le cadre du contrat de liquidité et 85 748 afin de couvrir les différents plans d'actions gratuites mis en place par le Groupe en 2007 et 2008, pour une valeur totale de 7,4 millions d'euros.

22.3 Distribution de dividendes

L'assemblée générale des actionnaires du 28 mai 2008 a décidé une distribution de dividendes pour un montant de 16,1 millions d'euros correspondant à 0,26 euro par action, mis en paiement le 12 juin 2008.

Au jour de la mise en paiement, le nombre d'actions propres détenues par EDF EN s'élevait à 112 963 sur un total de 62 054 734 actions. Le dividende correspondant à ces actions propres est égal à 29 370,38 euros. Ce montant a été affecté à la réserve ordinaire.

23. Passifs financiers

23.1 Répartition courant / non courant

La répartition entre les passifs financiers courants et non courants se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédits (1)	916 232	729 089	1 645 321	432 025	456 461	888 486
Autres dettes financières	45 933	131 675	177 608	31 969	80 984	112 953
Découverts bancaires	138 430	-	138 430	34 708	-	34 708
Juste valeur négative des dérivés de couverture	3 402	44 984	48 386	235	6 209	6 444
Juste valeur négative des dérivés de transaction	60	1 645	1 705	107	-	107
Passifs financiers	1 104 057	907 393	2 011 450	499 044	543 654	1 042 698

23.2 Echancier des emprunts et des dettes financières en valeur nette comptable

Au 31 décembre 2008

(en milliers d'euros)	Emprunts	Autres dettes financières	Intérêts courus	Total
A moins d'un an	912 386	45 933	3 846	962 165
Entre un et cinq ans	203 874	90 914	-	294 788
A plus de cinq ans	525 215	40 761	-	565 976
Total au 31/12/2008	1 641 475	177 608	3 846	1 822 929

Les dettes à moins d'un an comprennent pour 330 millions d'euros, les échéances des financements des parcs en exploitation, ainsi que les échéances des prêts relais de certains parcs en construction. Ces prêts relais deviendront des financements de projets sans recours à l'achèvement de la construction, financement d'ors et déjà conclus avec des établissements financiers. Le solde, soit 582 millions d'euros, sert à financer le Besoin en Fonds de Roulement du Groupe mais également la période de construction de certains parcs en attente de l'achèvement des négociations des financements de projets.

Au 31 décembre 2007

(en milliers d'euros)	Emprunts	Autres dettes financières	Intérêts courus	Total
A moins d'un an	426 659	31 969	5 366	463 994
Entre un et cinq ans	158 554	66 465	-	225 019
A plus de cinq ans	297 907	14 519	-	312 426
Total au 31/12/2007	883 120	112 953	5 366	1 001 439

23.3 Variation des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	Intérêts courus	Total
01/01/2007	501 028	107 119	2 024	610 171
Augmentations	725 143	44 435	10 876	780 454
Diminutions	(302 740)	(25 428)	(8 233)	(336 401)
Mouvements de périmètre	(18 510)	(14 300)	21	(32 789)
Ecart de conversion	(16 370)	(205)	(95)	(16 670)
Autres	(5 431)	1 332	773	(3 326)
31/12/2007	883 120	112 953	5 366	1 001 439
Augmentations	2 422 080	55 519	10 454	2 488 053
Diminutions	(1 667 837)	(12 355)	(10 779)	(1 690 971)
Mouvements de périmètre	17 257	25 384	56	42 697
Ecart de conversion	(7 278)	(4 226)	(93)	(11 597)
Autres	(5 867)	333	(1 158)	(6 692)
31/12/2008	1 641 475	177 608	3 846	1 822 929

23.4 Analyse des emprunts et dettes financières par pays

Au 31 décembre 2008

L'analyse par pays des emprunts du Groupe est la suivante au 31 décembre 2008 :

(en milliers d'euros)	Emprunts	Autres dettes financières	Intérêts courus	TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	A taux fixe	A taux variable	Échéance < 1 an	Échéance 1 à 5 ans	Échéance > 5 ans	Montant faisant l'objet d'une couverture
Allemagne	890	-	-	890	890	-	206	608	76	-
Belgique	571	4 282	-	4 853	4 853	-	994	1 938	1 921	-
Bulgarie	3 280	20	-	3 300	-	3 300	1 436	1 864	-	-
Espagne	4 317	4 780	43	9 140	3 218	5 922	2 255	2 602	4 283	16 487
France	819 355	78 821	1 332	899 508	93 168	806 340	630 156	112 998	156 354	157 210
Grèce	131 139	48 023	-	179 162	-	179 162	51 892	43 758	83 512	76 549
Italie	105 736	6 035	779	112 550	1 025	111 525	72 912	27 369	12 269	35 971
Portugal	289 809	6 757	84	296 650	43 532	253 118	15 357	64 529	216 764	243 056
Royaume Uni	53 842	21 174	352	75 368	1 462	73 906	25 936	22 415	27 017	42 582
Turquie	9 965	-	-	9 965	9 965	-	627	3 797	5 541	-
Etats Unis	222 571	7 716	1 256	231 543	746	230 797	160 394	12 910	58 239	66 858
TOTAL	1 641 475	177 608	3 846	1 822 929	158 859	1 664 070	962 165	294 788	565 976	638 713
Trésorerie passive				138 429		138 429	138 429			
TOTAL				1 961 358	158 859	1 802 499	1 100 594	294 788	565 976	638 713

Au 31 décembre 2008, les dettes à taux fixes après couverture représentent 44 % du total des emprunts et dettes financières (hors trésorerie passive).

Comme indiqué en note 23.2, les dettes à moins d'un an sont, pour l'essentiel, utilisées pour financer les projets, dans l'attente de la mise en place de financements long terme.

Au 31 décembre 2007

L'analyse par pays des emprunts du Groupe est la suivante au 31 décembre 2007 :

(en milliers d'euros)	Emprunts	Autres dettes financières	Intérêts courus	TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	A taux fixe	A taux variable	Échéance < 1 an	Échéance 1 à 5 ans	Échéance > 5 ans	Montant faisant l'objet d'une couverture
Allemagne	1 150	-	-	1 150	1 150	-	260	890	-	-
Belgique	129	1 897	-	2 026	2 026	-	-	129	1 897	-
Espagne	5 224	3 227	50	8 501	3 511	4 990	1 068	2 596	4 837	18 849
France	400 908	40 635	2 349	443 892	49 965	393 927	353 376	70 266	20 250	101 383
Grèce	92 671	57 443	1 159	151 273	-	151 273	52 832	36 777	61 664	73 353
Italie	78 524	2 397	907	81 828	455	81 373	32 710	35 005	14 113	42 674
Portugal	142 928	5 384	-	148 312	18 280	130 032	11 723	34 623	101 966	118 619
Royaume Uni	79 445	426	360	80 231	657	79 574	7 476	28 951	43 804	64 649
Etats Unis	82 141	1 544	541	84 226	11 612	72 614	4 549	15 782	63 895	69 263
TOTAL	883 120	112 953	5 366	1 001 439	87 656	913 783	463 994	225 019	312 426	488 790
Trésorerie passive				34 708		34 708	34 708			
TOTAL				1 036 147	87 656	948 491	498 702	225 019	312 426	488 790

Au 31 décembre 2007, les dettes à taux fixes après couverture représentent 58 % du total des emprunts et dettes financières (hors trésorerie passive).

23.5 Ventilation des emprunts et dettes financières par devise

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
En euro (EUR)	1 194 255	665 696
En dollar américain (USD)	510 153	214 945
En livre britannique (GBP)	118 501	120 798
En autres devises	20	-
Total	1 822 929	1 001 439

Les emprunts libellés en "autres devises" sont libellés en monnaie bulgare (lev).

Il est à noter qu'il existe, en face de chaque dette en devise, un actif dans la même devise.

23.6 Endettement financier net

L'endettement financier net correspond aux emprunts et dettes financières diminués des créances financières à court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs liquides. Les actifs liquides sont des actifs financiers de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie quelle que soit leur maturité, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité (OPCVM monétaires, obligations gouvernementales, titres de créances négociables).

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes financières	1 822 929	1 001 439
Effet des instruments dérivés passifs (1)	50 091	6 551
Effet des instruments dérivés actifs (2)	(35 036)	(20 537)
Actifs financiers à court terme (3)	(127 079)	(51 308)
Trésorerie nette à la clôture	(445 593)	(289 920)
Endettement financier net	1 265 312	646 225

(1) L'effet des instruments dérivés passifs n'incluait pas en 2007 l'effet des dérivés de transaction. Il a été rajouté en 2008 (impact sur le 31/12/2007 : + 0,1 million d'euros)

(2) L'effet des instruments dérivés actifs n'incluait pas en 2007 l'effet des dérivés de transaction. Il a été rajouté en 2008 (impact sur le 31/12/2007 : (0,2) million d'euros)

(3) En 2007, les créances financières à court terme n'étaient intégrées dans le calcul de l'endettement net.

24. Gestion des risques financiers

24.1 Risque de taux

Le financement des projets mis en œuvre par le Groupe, notamment pour les parcs éoliens, implique un recours important à l'endettement. Une hausse significative des taux d'intérêt peut donc avoir un impact sur la rentabilité des projets futurs du Groupe.

Afin de limiter ce risque, le Groupe a mis en œuvre une politique de couverture des risques de taux par le biais de contrats d'échanges de conditions d'intérêt (swaps de taux). D'un point de vue économique, la mise en place de ces swaps permet de convertir des emprunts à taux variable en emprunts à taux fixe et de se prémunir contre la fluctuation du montant des intérêts.

Les centrales en exploitation bénéficient de taux fixés à long terme. En général, les établissements bancaires arrangeurs, demandent une couverture à hauteur de 70 % à 100 % du montant de financement, et pour 80 % à 100 % de sa durée. Pour la partie des financements restant à taux variable, le risque est géré en fonction de l'évolution des marchés (et de l'évolution de la génération de cash flow libre par le projet).

Ventilation des emprunts par taux avant et après swaps

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008			31/12/2007		
	Structure initiale de la dette	Incidence des instruments de couverture	Structure de la dette après couverture	Structure initiale de la dette	Incidence des instruments de couverture	Structure de la dette après couverture
A taux fixe	158 859	638 713	797 572	87 656	488 790	576 446
A taux variable	1 664 070	(638 713)	1 025 357	913 783	(488 790)	424 993
Total	1 822 929	-	1 822 929	1 001 439	-	1 001 439

Tests de sensibilité

Sur la base de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007, des tests de sensibilité ont été réalisés, montrant l'impact estimé sur le compte de résultat et sur les capitaux propres d'une variation de +/- 100 points de base (1 %) des taux d'intérêt.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Compte de résultat		Capitaux propres	
	+100bps	-100bps	+100bps	-100bps
31 décembre 2008	(3 563)	3 533	16 798	(45 169)
31 décembre 2007	415	(479)	32 189	(35 317)

24.2 Risque de change

Le Groupe réalise une part importante de ses activités en dehors de la zone Euro. Il est donc exposé au risque de change provenant de ses différentes expositions en devises, principalement en Dollar américain et en Livre Sterling.

Le Groupe limite ce risque :

- en couvrant systématiquement les transactions pouvant engendrer un écart de change. Il s'agit principalement :
 - achat de matériel (essentiellement des turbines) dans une devise différente de la devise domestique de comptabilisation. A ce jour, seuls sont concernés les achats de turbines effectués par les filiales américaines et britanniques auprès de fabricants européens,
 - flux intragroupes tels que les managements fees, les refacturations diverses, les intérêts sur prêts... ;
- en interdisant qu'une dette soit contractée dans une autre devise que la devise fonctionnelle du pays concerné (à l'exception de la Bulgarie et du Mexique) ;
- en s'assurant que tous les financements intra-groupe sont réalisés dans la devise de la filiale bénéficiaire.

Les instruments de couvertures utilisés sont des swaps, des achats à termes et des options « vanilles ».

Ventilation des actifs et passifs par devise

Au 31 décembre 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	EUR	GBP	USD	Autres	TOTAL
Actifs	3 156 462	188 724	972 133	103 332	4 420 651
Passifs	1 791 878	159 514	945 323	32 916	2 929 631
Position nette avant gestion	1 364 584	29 210	26 810	70 416	1 491 020
Effet gestion	-	-	-	-	-
Position nette après gestion	1 364 584	29 210	26 810	70 416	1 491 020

Au 31 décembre 2007

<i>(en milliers d'euros)</i>	EUR	GBP	USD	Autres	TOTAL
Actifs	1 699 301	160 116	507 485	16 384	2 383 286
Passifs	1 003 195	139 727	480 464	2 591	1 625 977
Position nette avant gestion	696 106	20 389	27 021	13 793	757 309
Effet gestion	-	-	-	-	-
Position nette après gestion	696 106	20 389	27 021	13 793	757 309

Tests de sensibilité

Pour couvrir notamment ses achats futurs d'actifs en devises, le Groupe a recours à des contrats à terme et à des options. Les tests de sensibilité réalisés sur ces instruments au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007 montrent qu'une variation de +/- 10 % des cours de change aurait les impacts suivants sur le compte de résultat et sur les capitaux propres :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Compte de résultat		Capitaux propres	
	+10%	-10%	+10%	-10%
31 décembre 2008	1 210	215	27 141	(30 707)
31 décembre 2007	(1 486)	(333)	39 978	(21 942)

24.3 Risque de liquidité

Lignes de crédit

Afin de financer les acomptes de paiement pour les turbines, les stocks de modules solaires, le besoin en fonds de roulement des ventes d'actifs solaires et éoliens en Europe et aux Etats Unis ainsi qu'un certain nombre de construction de parcs éoliens et solaires dans l'attente de la mise en place du financement de projet sans recours ou à recours limité correspondants, le Groupe dispose, au 31 décembre 2008 de lignes de crédit corporate et de découverts bancaires d'un montant total 1 190 millions d'euros dont les caractéristiques de montant et de durée sont indiquées ci-après.

L'ensemble de ces lignes sont non amortissables et remboursables in fine. Elles sont garanties par les établissements avec lesquels elles ont été conclues à l'exclusion des lignes de découverts qui, par définition, ne sont pas garanties (hors délai légal de rétractation des banques) mais sont renouvelables annuellement par tacite reconduction.

Les contreparties de l'ensemble des lignes de crédit bancaires sont des grands établissements français et internationaux.

Le Groupe a centralisé la mise en place et l'utilisation de ces moyens de financements et de ce fait, la gestion des risques correspondants.

Au 31 décembre 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	Montant	Utilisation	Non utilisation
Ligne moyen terme			
- échéance 2009	60	57	3
- échéance 2010	100	98	2
- échéance 2012	670	115	555
- échéance 2013	220	204	16
Découverts bancaires	140	138	2
TOTAL	1 190	612	578

Au 31 décembre 2007

<i>(en millions d'euros)</i>	Montant	Utilisation	Non utilisation
Ligne moyen terme			
- échéance 2012	70	64	6
- échéance 2013	280	140	140
Lignes 364 jours renouvelables			
- échéance 2008	158	136	22
Découverts bancaires	91	35	56
TOTAL	599	375	224

Echéancier des passifs financiers sur la base des flux de trésorerie contractuels

Cet échéancier est établi sur la base des flux de trésorerie contractuels, non actualisés, qui peuvent être différents des montants inscrits au bilan au 31 décembre 2008.

Il prend en compte le financement des dépenses prévisionnelles des parcs en construction dans le cas où le financement de projet, d'ores et déjà conclu, intègre la période de construction. Les montants empruntés sont donc croissants jusqu'aux mises en exploitation des parcs, lesquelles sont prévues pour certains projets postérieurement au 31 décembre 2008.

Le tableau suivant présente, dans la colonne des flux de trésorerie à moins d'un an, la part des remboursements à court terme diminuée des tirages contractuels attendus.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur nette comptable			Flux de trésorerie contractuels			
	Courant	Non courant	Total	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	916 232	729 089	1 645 321	797 864	380 085	756 502	1 934 451
Autres dettes financières	45 933	131 675	177 608	46 157	94 000	40 761	180 917
Découverts bancaires	138 430		138 430	138 430	-	-	138 430
Instruments de dérivés de taux d'intérêts nets (passifs-actifs)	(44 716)		(44 716)	12 745	23 119	9 713	45 577
Dettes fournisseurs	217 902		217 902	217 902	-	-	217 902
Autres créditeurs (1)	246 780		246 780	246 780	-	-	246 780

(1) Sont inclus en autres créditeurs dans le tableau du risque de liquidité : les avances et acomptes reçus, les dettes sur immobilisations et les autres dettes (voir Note 19.4).

24.4 Risque de crédit

Selon la norme IFRS 7, le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le Groupe a poursuivi en 2008 le développement et la mise en œuvre d'une politique de quantification et de gestion du risque de contrepartie. Cette politique de gestion, centralisée au siège pour l'ensemble des entités du Groupe, s'articule autour de quatre axes majeurs : le risque d'impayé, le risque de non-exécution des engagements contractuels d'un tiers envers le Groupe, le risque lié aux assurances et enfin le risque lié à la trésorerie et aux financements.

Dans le cadre de sa maîtrise du risque d'impayé, le Groupe veille à ne travailler qu'avec des acteurs d'envergure du marché de l'énergie (Utilities aux Etats-Unis, EDP au Portugal, etc.). Dans le cadre plus spécifique du DVAS, le Groupe veille également à ne pas créer ni entretenir de dépendance vis-à-vis de l'un de ses clients. Ces stratégies lui permettent aujourd'hui d'identifier et de gérer au mieux l'exposition inhérente à ces activités.

Au regard des fondamentaux du marché, la diversification des sources d'approvisionnement est considérée comme une des priorités du Groupe. Ce processus de contractualisation en direction d'acteurs de référence, déjà entamé en 2007, lui permet de sécuriser ses approvisionnements dans un contexte de forte demande.

Conscient que les risques liés aux assurances et aux instruments de financement constituent aujourd'hui une large part de son exposition aux risques de contrepartie, et dans la continuité des dispositions établies dans sa politique de gestion, le Groupe s'engage à ne faire appel qu'à des institutions de premier plan dans l'exercice de ses activités.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

L'exposition maximale au risque de crédit est de 1 478,9 millions d'euros au 31 décembre 2008 et de 768,7 millions d'euros au 31 décembre 2007.

25. Information sur la juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que leur valeur comptable au bilan.

(en milliers d'euros)	31/12/2008		31/12/2007	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
ACTIF				
Actifs financiers disponibles à la vente	47 503	47 503	5 443	5 443
Juste valeur positive des dérivés de couverture	34 991	34 991	20 348	20 348
Juste valeur positive des dérivés de transaction	45	45	189	189
Actifs au coût amorti	1 397 380	1 397 380	745 154	745 154
<i>Prêts et créances financières</i>	170 092	170 092	77 699	77 699
<i>Créances clients</i>	300 863	300 863	109 519	109 519
<i>Autres débiteurs (1)</i>	294 288	294 288	188 633	188 633
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan</i>	632 137	632 137	369 303	369 303
PASSIF				
Passifs au coût amorti	2 426 040	2 425 585	1 272 228	1 264 835
<i>Emprunts et dettes financières</i>	1 822 929	1 822 474	1 001 439	994 046
<i>Dettes fournisseurs</i>	217 902	217 902	54 774	54 774
<i>Autres créditeurs (2)</i>	246 780	246 780	181 307	181 307
<i>Découverts bancaires</i>	138 429	138 429	34 708	34 708
Juste valeur négative des dérivés de couverture	48 386	48 386	6 444	6 444
Juste valeur négative des dérivés de transaction	1 705	1 705	107	107

(1) Les autres débiteurs comprennent les avances et acomptes versées et les autres créances (voir Note 19.3)

(2) Les autres créditeurs comprennent les avances et acomptes reçus, les dettes sur immobilisations et les autres dettes (voir Note 19.4)

26. Impôts différés

26.1 Ventilation des impôts différés par nature

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Impôts différés actifs		
Subventions	1 445	2 424
Elimination d'opérations internes	16 803	19 247
Déficits reportables	60 595	27 579
Compensation impôts différés actifs / passifs	(68 596)	(43 257)
Autres	26 036	9 529
Total des Impôts différés actifs	36 283	15 522
Impôts différés passifs		
Retraitement d'amortissement (y compris amortissement dérogatoire)	(123 750)	(61 108)
Ecart d'évaluation	(23 710)	(26 264)
Compensation impôts différés actifs / passifs	68 596	43 257
Autres	(20 103)	(14 540)
Total des Impôts différés passifs	(98 967)	(58 655)
Impôts différés nets	(62 684)	(43 133)

Au 31/12/2008, le montant des impôts différés actifs non reconnus s'élève à 6,4 millions d'euros dont 1,2 million d'euros pour l'exercice 2008.

26.2 Échéances des impôts différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Actifs d'impôts différés	36 283	15 522
- recouvrables à plus de 12 mois	36 283	15 522
Passifs d'impôts différés	98 967	58 655
- recouvrables à plus de 12 mois	98 967	58 655

26.3 Variation de l'impôt différé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Impôts différés nets
Situation au 1er décembre 2007	13 955	36 092	(22 137)
Variation des bases	10 819	9 899	920
Variation de périmètre	1 062	19 247	(18 185)
Ecart de conversion	(40)	(1 449)	1 409
Incidence sur les réserves de l'exercice	3 083	7 162	(4 079)
Autres	-	1 061	(1 061)
Compensation IDA/IDP	(13 357)	(13 357)	-
Situation au 31 décembre 2007	15 522	58 655	(43 133)
Variation des bases	28 142	63 641	(35 499)
Variation de périmètre	3 150	2 158	992
Ecart de conversion	(241)	(776)	535
Incidence sur les réserves de l'exercice	15 049	3 213	11 836
Autres	-	(2 585)	2 585
Compensation IDA/IDP	(25 339)	(25 339)	-
Situation au 31 décembre 2008	36 283	98 967	(62 684)

26.4 Preuve d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	2008	2007
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	115 926	70 822
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-
Résultat avant impôts des sociétés intégrées et pertes de valeur des écarts d'acquisition	115 926	70 822
Taux d'imposition du groupe	34,43%	34,43%
Charge théorique d'impôt	(39 913)	(24 384)
Différences de taux d'imposition	(1 853)	(2 486)
Différences permanentes	(2 335)	(1 473)
Impôts sans base	449	(1 638)
Autres (1)	945	(360)
Charge réelle d'impôt	(37 119)	(18 427)

(1) Dont actifs d'impôts différés non reconnus

Considérant un résultat avant impôts de 115,9 millions d'euros à fin Décembre 2008, le taux effectif d'imposition est de 32,02 %.

L'écart par rapport au taux normal d'imposition en France de 34,43 % pour l'exercice 2008 s'explique principalement par :

- les effets de minoration suivants :
 - des taux d'imposition inférieurs dans plusieurs pays où le Groupe est présent (principalement le Royaume Uni, le Portugal et la Bulgarie),
 - l'effet de produits exceptionnels non imposables,
 - l'effet de l'activation de déficits jusqu'alors non reconnus,
 - l'effet de crédits d'impôt recherche ;
- les effets de majoration suivants :
 - la non déductibilité permanente de certaines charges,
 - l'effet de la non utilisation de crédits d'impôts suite à une opération de carry back aux USA,
 - l'effet de la comptabilisation en réserves de conversion des écarts de change relatifs aux investissements nets à l'étranger,
 - l'effet de la non reconnaissance de certains déficits principalement en Grèce.

27. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Provisions pour avantages du personnel	-	1 475	1 475	-	140	140
Autres provisions :						
Provisions pour risques liés aux participations	-	5	5	-	5 400	5 400
Provisions pour litiges	894	481	1 375	-	-	-
Provisions pour déconstruction	-	1 284	1 284	-	1 238	1 238
Provisions pour garanties	-	8 972	8 972	-	-	-
Autres	-	2 615	2 615	1 955	82	2 037
Total	894	14 832	15 726	1 955	6 860	8 815

(en milliers d'euros)	Provisions pour avantages du personnel	Provisions pour risques liés aux participations	Provisions pour litiges	Provisions pour déconstruction	Provisions pour garanties	Autres	Total
Provisions au 01/01/2007	140	2 907	-	1 198	-	481	4 726
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Provisions utilisées	-	-	-	-	-	-	-
Provisions excédentaires ou devenues sans objet	-	-	-	-	-	(389)	(389)
Dotations	-	2 500	-	49	-	2 074	4 623
Ecarts de conversion	-	-	-	(9)	-	(129)	(138)
Autres	-	(8)	-	-	-	-	(8)
Provisions au 31/12/2007	140	5 400	-	1 238	-	2 037	8 815
Variation de périmètre	1 315	27	341	-	8 863	1 592	12 138
Provisions utilisées	(44)	-	(173)	-	(1 407)	(2 462)	(4 086)
Provisions excédentaires ou devenues sans objet	-	(5 388)	-	-	-	-	(5 388)
Dotations	64	-	1 207	-	1 298	1 426	3 995
Ecarts de conversion	-	-	-	(5)	-	12	7
Autres	-	(34)	-	51	218	10	245
Provisions au 31/12/2008	1 475	5	1 375	1 284	8 972	2 615	15 726

Le solde de 15,7 millions d'euros à fin décembre 2008 correspond essentiellement aux éléments suivants :

- 9 millions d'euros de renouvellement de batteries et autres coûts dans le cadre des projets de défiscalisation solaires provenant du groupe Tenesol nouvellement intégré ;

- 1,3 million d'euros de provisions pour déconstruction qui ont évolué essentiellement du fait de l'ajustement temporel des valeurs actualisées ;
- 1,5 million d'euros de provisions pour avantages au personnel. Ce montant correspond exclusivement aux engagements de départ en retraite (dont 1,3 million d'euros de provisions pour retraites en entrée de périmètre sur Supra) ;
- 1 million d'euros de garantie au bénéfice de clients de Supra.

Les variations de la période s'expliquent essentiellement par les éléments suivants :

- Une augmentation de 11,5 millions d'euros du montant des provisions générée par l'entrée de périmètre du groupe EDF ENR durant le 1er semestre 2008 ;
- Et d'autres variations de la période pour (4,7) millions d'euros résultant essentiellement de la reprise de provision sur les participations mexicaines, de la reprise de la provision liée à un parc éolien américain en cours de construction et de la reprise de la provision liée à la société non consolidée Bellignat qui se compense avec une dotation dans les prêts et créances financières.

28. Provisions pour avantages au personnel

28.1 Descriptif des hypothèses actuarielles utilisées

Une évaluation actuarielle des engagements a été effectuée sur les principales sociétés concernées. Les calculs intègrent des probabilités de rotation du personnel, de mortalité et des estimations d'évolution des salaires. Les taux d'actualisation et d'inflation sont les suivants :

	31/12/2008
Taux d'actualisation	5,50 %
Taux d'inflation	2 %

28.2 Evolution des engagements

<i>(en milliers d'euros)</i>	Indemnités de départ en retraite	Gratifications d'ancienneté	TOTAL
Provision au 31/12/2007	140	0	140
Variation de périmètre	1 236	79	1 315
Coût des services	80	-7	73
Charge d'intérêt	58	-4	54
Prestations payées	-66		-66
Changements d'hypothèses	-23	1	-22
Pertes (Gains actuariels)	-29	10	-19
Montant des engagements à la clôture de l'exercice	1 396	79	1 475
Valeur des actifs de couverture	-	-	-
Provision au 31/12/2008	1 396	79	1 475

29. Notes sur le tableau consolidé des flux de trésorerie

29.1 Dotations nettes aux amortissements, provisions et pertes de valeur incluses dans le résultat opérationnel

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Immobilisations incorporelles	889	553
Immobilisations corporelles	61 545	40 837
Immobilisations financières	4 767	(2 376)
Total dotations nettes aux amortissements des immobilisations	67 201	39 014
Pertes de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	-	15
Total des dotations nettes aux amts. et pertes de valeur sur actifs non courants	67 201	39 029
Engagement envers les salariés	-	-
Autres provisions	(5 515)	4 234
Total dotations nettes des provisions	(5 515)	4 234
Total des dotations nettes hors actifs courants	61 686	43 263

29.2 Elimination des résultats de cession et des pertes ou profits de dilution

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
(Plus) ou moins value sur cessions d'actifs incorporels	833	5
(Plus) ou moins value sur cessions d'actifs corporels	(18 035)	3 960
(Plus) ou moins value sur cessions d'actifs financiers	247	(292)
(Plus) ou moins value sur cessions de titres de participation	(916)	(6 015)
Total	(17 871)	(2 342)

29.3 Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 709	(1 803)
Créances financières (1)	1 949	25
Avances sur immobilisations (2)	(7 079)	-
Autres dettes d'exploitation (3)	10 886	13 313
Autres créances et autres dettes (4)	(9 191)	-
Total	5 274	11 535

Les autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie :

- (1) relatifs aux créances financières : ils correspondent aux gains ou pertes de change sur les investissements nets à l'étranger ;
- (2) relatifs aux avances sur immobilisations : ils correspondent aux gains ou pertes de change sur le projet mexicain de La Ventosa ;
- (3) relatifs aux autres dettes d'exploitation : ils correspondent aux gains ou pertes de change constatés sur des dettes et des créances en devises ;
- (4) relatifs aux autres créances et autres dettes : ils sont constitués de badwills ainsi que des charges de désactualisation.

29.4 Incidence de la variation des besoins en fonds de roulement sur éléments courants et non courants

(en milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007		
	Variation du BFR lié à l'activité	Variation du BFR lié aux investissements	TOTAL	Variation du BFR lié à l'activité	Variation du BFR lié aux investissements	TOTAL
Stocks	98 573	-	98 573	41 655	-	41 655
Clients	125 227	-	125 227	48 884	-	48 884
Actifs d'impôts exigibles	18 075	-	18 075	361	-	361
Autres actifs courants et non courants	110 633	24	110 657	152 189	(75)	152 114
Eléments d'actif	352 508	24	352 532	243 089	(75)	243 014
Fournisseurs	135 835	-	135 835	(29 658)	-	(29 658)
Passifs d'impôts exigibles	(4 393)	-	(4 393)	16 150	-	16 150
Autres passifs courants et non courants	(404)	58 231	57 827	261 139	37 011	298 150
Eléments de passif	131 038	58 231	189 269	247 631	37 011	284 642
Total du besoin en fonds de roulement sur éléments courants et non courants (actif - passif)	(221 470)	58 207	(163 263)	4 542	37 086	41 628
Actifs et passifs d'impôts exigibles (Classés dans la rubrique "impôts payés" du TFT)	22 468	-	22 468	(15 789)	-	(15 789)
Total hors actifs et passifs d'impôts exigibles	(199 002)	58 207	(140 795)	(11 247)	37 086	25 839

La différence entre la variation du BFR présentée dans le tableau de flux de trésorerie pour (199) millions d'euros et la variation du BFR présentée dans la Note 19 « Besoin en Fonds de Roulement » pour (156,8) millions d'euros s'explique principalement par :

- les dettes courantes sur immobilisations non prises dans la variation du BFR du TFT mais prises dans la Note 19 ;
- la variation du BFR non courant prise dans le TFT mais non prise dans la Note 19 ;
- les actifs et passifs d'impôt exigibles non pris dans la variation du BFR du TFT mais prises dans la Note 19.

29.5 Acquisitions et cessions d'immobilisations

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Acquisition immobilisations incorporelles	(3 193)	(723)
Acquisition immobilisations corporelles	(1 017 028)	(510 350)
Nouveau crédit bail	(3 199)	(242)
Total acquisition immobilisations corporelles & incorporelles	(1 023 420)	(511 315)
Dettes sur acquisition immobilisations incorporelles	(152)	(3 332)
Dettes sur acquisition immobilisations corporelles	56 008	35 806
Variation dettes sur acquisition immobilisations corporelles & incorporelles	55 856	32 474
Total acquisition immobilisations	(967 564)	(478 841)

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Prix de cession des immobilisations incorporelles	-	-
Prix de cession des immobilisations corporelles	60 203	2 603
Total prix de cession immobilisations corporelles & incorporelles	60 203	2 603
Créances sur cessions immobilisations corporelles	(24)	75
Variation créances sur cession immobilisations corporelles & incorporelles	(24)	75
Prix de cession actifs financiers non courants	5 728	671
Variation créances sur cessions actifs non courants	5 728	671
Total cessions immobilisations	65 907	3 349

29.6 Incidence des variations de périmètre

(en milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007		
	Acquisitions	Cessions	Net	Acquisitions	Cessions	Net
Acquisitions						
- Prix d'acquisition (1)	(60 289)		(60 289)	(73 299)		(73 299)
- Trésorerie acquise	(2 421)		(2 421)	23 600		23 600
Effet des entrées de périmètre et des variations de pourcentage d'intégration	(62 710)		(62 710)	(49 699)		(49 699)
Cessions						
- Prix de cession (2)			-		2 582	2 582
- Trésorerie sortie		(14)	(14)		(1 060)	(1 060)
Effet des sorties de périmètre		(14)	(14)		1 522	1 522
Incidence nette des variations de périmètre			(62 724)			(48 177)

(1) En 2008 : correspond principalement à l'acquisition du groupe EDF Energies Nouvelles Réparties, du groupe Polat Enerjy (Turquie), de la société espagnole Aproving et à l'acquisition supplémentaire de titres Fotosolar et Espiga.

En 2007 : Correspond à l'acquisition des titres des sociétés Patterson Pass, RETD, Viotia, Nurri & Andretta, Alco, Verdesis, Noréole, Reetec, Luc sur Orbieu, Castanet, Villesèque, Salle-Curan, Chemin d'Ablis

(2) En 2007 : Correspond à la cession des sociétés mexicaines EME et San Raphael, du DVAS Lou Paou, de la société Tres Vaqueros et de la cession partielle de 42,24 % du DVAS Fenton ainsi qu'à la liquidation de la société suédoise HVS.

30. Actifs et passifs éventuels

Dans le cadre de son activité de Développement, le Groupe est amené à signer des accords de rémunération en cas de succès d'opérations de développement (accord de success fees) ou des accords de partenariat avec des tiers.

Ces accords peuvent prendre différentes formes et donc entraîner des traitements comptables différents. Au titre de ces accords, peuvent être dus :

1) Soit une somme forfaitaire fixe ou une somme forfaitaire proportionnelle (au nombre de MW développés, au coût de la construction...) lors du franchissement d'une étape clé du développement (par exemple, obtention des différents permis, licences ou financements, démarrage de la construction). Le traitement comptable retenu pour cette nature de rémunération dépend principalement du degré d'avancement des projets concernés à la date de clôture :

- si l'avancement n'est pas jugé suffisant pour garantir la bonne fin du projet, aucun passif n'est reporté ;
- si l'avancement du projet rend probable l'atteinte du fait générateur de l'exigibilité de la rémunération, notamment lorsque des étapes préalables ont déjà été atteintes, un passif éventuel est reporté en annexe ;
- s'il devient certain que la rémunération sera payée, notamment lorsque l'avancement rend très improbable l'abandon du projet (du fait du démarrage de la construction par exemple), le passif est comptabilisé. Selon la nature des prestations réalisées, ce passif est soit reconnu en charges, soit fait l'objet d'une activation au sein du coût de revient du projet.

Au 31 décembre 2008, les passifs éventuels relatifs à ce type de contrat s'élèvent à :

- Mexique : pour les projets éoliens, des success fees d'un montant de 1,4 million d'euros seront à verser en cas de la mise en service d'un parc représentant 105 MW ;
- Grèce : 0,6 million d'euros au titre des projets en cours d'étude et développement ;
- France : 7,7 millions d'euros.

2) Soit un pourcentage du revenu (ou du résultat) futur dégagé par un projet sur une certaine période (redevance).

Les montants restent difficiles à évaluer car ils sont fonction du niveau des résultats futurs : il s'agit donc d'éléments d'exploitation à prendre en compte lors de leur survenance effective. Un passif éventuel est reporté lorsqu'il est probable que cette redevance devra être acquittée dans le futur, son montant est évalué sur la base des projections de résultats préparées par le Groupe et est actualisé au taux de 6 %. Au 31 décembre 2008, les passifs éventuels relatifs à ce type de contrat s'élèvent à 3 millions d'euros et portent sur un projet français.

3) Soit une prise de participation dans une société de projet.

Certains accords prévoient l'attribution aux tiers de participations ou d'options sur actions dans les sociétés de projet. Dans l'hypothèse où ces instruments rémunèrent des services rendus par le tiers, la société applique la norme IFRS 2 relative au paiement sur base d'actions. Au 31 décembre 2008, aucune des options accordées par le Groupe ne rentre dans ce cadre.

En l'absence d'un service rendu, et selon que le nombre d'actions ainsi que le prix d'exercice de ces instruments sont fixes, ces instruments sont soit qualifiés d'instruments de capitaux propres (IAS 32), soit d'instruments dérivés de dettes (IAS 39). De tels instruments ont été accordés au Mexique, en Grèce, en France et en Italie. L'analyse réalisée par le Groupe conclut que la valorisation de ces instruments à leur juste valeur est sans impact sur les états financiers consolidés, soit parce qu'aucune prime n'a été versée par les tiers pour acquérir ces instruments soit parce que l'avancement des projets correspondants était insuffisant pour garantir une valeur intrinsèque à ces instruments.

31. Engagements

Le Groupe a mis en œuvre des procédures spécifiques de recensement des divers engagements auprès de chaque filiale du périmètre. Les éléments suivants ont notamment été recensés : les engagements de location à long terme, les engagements de contrats de service à long terme, les commandes d'immobilisations.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Avals, cautions et autres garanties données (1)	1 108 076	132 033
Nantissements, hypothèques et autres sûretés réelles (3)	965 206	785 011
Autres engagements donnés (4)	2 330 720	1 959 442
Engagements donnés	4 404 002	2 876 486
Avals, cautions et autres garanties reçues (2)	1 158 367	-
Autres engagements reçus (4)	2 945 939	2 497 684
Engagements reçus	4 104 306	2 497 684

(1) Cautions de bonne fin et autres garanties données :

Le Groupe réalise régulièrement aux USA et en Europe des constructions de fermes éoliennes sous forme de « clé en main ». Dans ce cadre, s'agissant d'opérations importantes, les clients et/ou financiers demandent aux sociétés holdings (donc en général à EDF Energies Nouvelles) des cautions de bonne fin. Ces cautions de bonne fin sur des contrats de « clé en main » données au client pour le compte de sa filiale sont in fine analysées comme des acceptations de pénalités sur commandes en cours pour lesquelles le Groupe a une obligation contractuelle de réalisation. Au 31 décembre 2008, des garanties ont été accordées au titre d'éventuels dommages et intérêts concernant des parcs éoliens à hauteur de 899,8 millions d'euros par les USA et à hauteur de 89,2 millions d'euros par la France. Dans le cadre des projets Kesfeld et Windpark Kirf en Allemagne, des garanties ont été données par le Groupe au client REH à hauteur de 43 millions d'euros (le projet Kesfeld pour 33 millions d'euros et Windpark Kirf pour 10 millions d'euros).

La même problématique concerne les garanties de bonne fin données aux clients par une société mère membre du Groupe pour le compte de sa filiale titulaire d'un contrat à long terme de Maintenance et Opérations. Les obligations résultant de ces contrats (qui sont des activités courantes du Groupe) entrent dans l'exploitation courante et normale. La garantie de bonne fin donnée par une entité juridique n'est alors qu'une partie de l'obligation contractuelle commerciale normale d'une activité courante du Groupe.

(2) Les avals, cautions et autres garanties reçus correspondent essentiellement à des garanties reçues de clients concernant l'acquisition de parcs éoliens construits par notre filiale aux USA pour 1 053 millions d'euros (contrats clés en mains).

(3) Concernant les sûretés réelles accordées sur les dettes :

- les nantissements de titres de sociétés du Groupe représentent 162,6 millions d'euros au 31 décembre 2008. L'essentiel est représenté par le nantissement des titres des filiales situées en Italie pour 79,2 millions d'euros, au Portugal pour 56,9 millions d'euros et en Grèce pour 17,4 millions d'euros ;
- les nantissements des autres actifs (installations immobilisées des parcs éoliens, créances détenues), donnés en garantie des dettes financières, représentent 802,6 millions d'euros au 31 décembre 2008 et sont constitués essentiellement de nantissements d'actifs au Portugal pour 365,1 millions d'euros, en Grèce pour 127 millions d'euros, en Italie pour 119,3 millions d'euros, aux Etats-Unis pour 84,8 millions d'euros, en Angleterre pour 69,7 millions d'euros et en France pour 29,3 millions d'euros.

(4) Au 31 décembre 2008, les autres engagements donnés et reçus incluent les engagements réciproques liés aux commandes d'immobilisations et contrats commerciaux pour 1 976,7 millions d'euros et aux contrats de location et de service à long terme, pour 205,6 millions d'euros. Concernant ces derniers engagements, il existe une contrepartie difficile à chiffrer mais significative sous forme de garantie de rendement technique des installations pour des niveaux de vent, des débits d'eau, ou des quantités données de combustible. Les engagements reçus comprennent également des lignes de crédit accordées par les banques pour des financements de projets et non encore utilisées pour un montant égal à 717 millions d'euros.

32. Regroupements d'entreprises

Les regroupements significatifs d'entreprises sur l'année 2008 concernent les opérations suivantes :

- acquisition en Espagne de 44,17 % d'intérêts dans la société Fotovoltaico Solar y Energias Renova (Fotosolar). Le Groupe détenait déjà 45,83 % de participation et la société était consolidée en intégration proportionnelle. Suite à cette acquisition complémentaire intervenue dans le courant du mois de mai 2008, cette société est consolidée en intégration globale, avec un taux d'intérêt de 90 % ;
- acquisition en France de 50 % de la société EDF Energies Nouvelles Réparties en février 2008 (détenant d'autres filiales dont 82 % de Supra et 100 % de Ribo en intégration globale). Puis, acquisition par EDF Energies Nouvelles Réparties de 50 % du groupe Tenesol consolidé en intégration proportionnelle ;
- acquisition en Espagne de 100 % de la société Aproving en octobre 2008 par la société Fotosolar.

D'autre part, sur le premier semestre 2008, des rachats de minoritaires ont été effectués au Portugal et en Bulgarie, pour un impact total sur les écarts d'acquisition de 2,4 millions d'euros. Fin août 2008, le groupe enXco a également racheté la participation de la société Power Holding, minoritaire dans la société Northwest Wind Partners et détentrice de 50 % des sociétés Linden Wind Project, Lower Imrie Wind Project, Miller Wind Project et Rattlesnake Wind Project. Cette opération a généré un goodwill global de 3,6 millions d'euros.

Les goodwills sont calculés sur la base du prix d'acquisition initial ainsi que sur l'estimation des éventuels compléments de prix ou d'engagements de rachat des minoritaires prévus contractuellement (cf. note 12 sur les goodwills). Les estimations sont donc susceptibles d'être révisées, entraînant de ce fait une modification ultérieure de la valeur de ces goodwills.

Sont concernées en 2008, au titre d'acquisitions antérieures, les ajustements du prix d'acquisition sur les sociétés Alco, Verdesis et Reetec, pour un impact total sur les écarts d'acquisition de (1,7) million d'euros.

Les données relatives à ces regroupements sont présentées ci-dessous.

Analyse du coût d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	Groupe ENR (1)	Tenesol	RIBO	Fotosolar	Polat Energy	Aproving
• Prix d'acquisition	54	18 461	6 830	1 854	20 191	3 043
• Dette sur acquisitions de titres						
• Coûts directs rattachés à l'acquisition						
• Juste valeur des actions émises						
Coût d'acquisition total	54	18 461	6 830	1 854	20 191	3 043
• Juste valeur des actifs nets acquis		27 500	1 950	922	2 130	
• Juste valeur des passifs nets acquis	(5 060)					(6)
Ecart d'acquisition dégagé	5 114	(9 039)	4 880	932	18 061	3 049

(1) y compris ses filiales (dont Supra)

Analyse de l'actif net acquis

(en milliers d'euros)	Groupe ENR (1)		Tenesol		RIBO	
	Juste Valeur	VNC	Juste Valeur	VNC	Juste Valeur	VNC
<i>Actif</i>						
• Immobilisations	7 996	7 191	29 003	29 003	5 468	5 468
• Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 027	9 027	11 846	11 846	36	36
• Stocks	13 102	13 102	32 713	32 713	137	137
• Autres actifs	36 124	36 124	69 555	69 555	1 857	1 857
TOTAL ACTIF	66 249	65 444	143 117	143 117	7 498	7 498
<i>Passif</i>						
• Dettes financières	1 945	1 945	54 304	54 304	3 366	3 366
• Juste valeur des instruments de couverture						
• Dettes d'exploitation	5 227	5 227	17 839	17 839	651	651
• Autres passifs	64 603	64 324	42 396	42 396	1 531	1 531
ACTIF NET	(5 526)	(6 052)	28 578	28 578	1 950	1 950
Intérêts minoritaires	466	466	(1 078)	(1 078)		
Actifs nets acquis	(5 060)	(5 586)	27 500	27 500	1 950	1 950
Résultat net depuis la date d'acquisition	-	3 582	-	1 916	-	79
RESULTAT NET PART DU GROUPE	-	3 582	-	1 916	-	79

(en milliers d'euros)	Fotosolar		Polat Energy		Aproving	
	Juste Valeur	VNC	Juste Valeur	VNC	Juste Valeur	VNC
<i>Actif</i>						
• Immobilisations	90	90	13 549	13 549		
• Trésorerie et équivalents de trésorerie	921	921	701	701	1	1
• Stocks	3 735	3 735			160	160
• Autres actifs	1 398	1 398	907	907	16	16
TOTAL ACTIF	6 144	6 144	15 157	15 157	177	177
<i>Passif</i>						
• Dettes financières	3 264	3 264	9 966	9 966	173	173
• Juste valeur des instruments de couverture						
• Dettes d'exploitation	1 679	1 679	1 739	1 739	4	4
• Autres passifs	70	70	1 322	1 322	5	5
ACTIF NET	1 131	1 131	2 130	2 130	(5)	(5)
Intérêts minoritaires	(209)	(209)			(1)	(1)
Actifs nets acquis	922	922	2 130	2 130	(6)	(6)
Résultat net depuis la date d'acquisition	-	533	-	-	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE	-	533	-	-	-	-

33. Transactions avec les parties liées

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Société	Chiffre d'affaires		Charges opérationnelles		Produits financiers		Charges financières	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Actionnaires	50 355	54 513	(3 316)	2 253	-	-	(1 764)	-
Co-entreprises	8 081	2 151	(111)		2 663	1 386	(2)	(1)
Entreprises associées	15 845	-	(2 883)	(31)	1 456	449	(655)	(329)
Sociétés sur lesquelles les dirigeants du groupe exercent une influence notable	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	74 281	56 664	(6 310)	2 222	4 119	1 835	(2 421)	(330)

Bilan – ACTIF (en milliers d'euros)

Société	Prêts et créances		Créances clients		Charges constatées d'avance		Comptes courants financiers (cash pooling)	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Actionnaires	-	-	5 629	5 163	558	580	15 378	-
Co-entreprises	79 442	31 015	1 854	399	-	-	-	-
Entreprises associées	34 074	11 541	13 652	129	-	-	-	-
Sociétés sur lesquelles les dirigeants du groupe exercent une influence notable	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	113 516	42 556	21 135	5 691	558	580	15 378	-

Bilan – PASSIF (en milliers d'euros)

Société	Dettes financières		Dettes fournisseurs		Comptes courants passifs	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Actionnaires	-	85	1 189	1 706	-	-
Co-entreprises	1 010	-	35	-	328	28
Entreprises associées	60	5 216	2 584	864	890	573
Sociétés sur lesquelles les dirigeants du groupe exercent une influence notable	-	-	-	-	-	-
Total	1 070	5 301	3 808	2 570	1 218	601

Par actionnaire, on entend de manière limitative EDEV, EDF et le Groupe Mouratoglou.

Les co-entreprises sont les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation selon la méthode proportionnelle.

Les entreprises associées incluent les mises en équivalence ainsi que DALKIA et SAPAR Finances.

Les transactions entre parties liées ne sont pas compensées entre elles.

34. Evénements postérieurs à la date de clôture

Le 22 Janvier 2009 EDF ENR a acquis 31 % de Photon Power Technologies (PPT), société française de développement de projets photovoltaïques. Elle porte ainsi sa participation à 51 % et prend le contrôle de cette société.

35. Périmètre

		31 DECEMBRE 2008			31 DECEMBRE 2007			
Sociétés		% Intérêts	% Contrôle	Méthode	% Intérêts	% Contrôle	Méthode	N° SIREN
EDF Energies Nouvelles SA								
EDF Energies Nouvelles France	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	434.689.915
Parc Eolien d'Antifer	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	434.518.999
Parc Eolien de Luc sur Orbieux	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	434.518.577
Parc Eolien d'Oupia	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	434.518.437
Parc Eolien de Castanet	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	437.923.402
Parc Eolien de la Cote de Jade	France	90,00%	90,00%	IG	90,00%	90,00%	IG	438.147.456
Parc Eolien des Polders du Dain	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	438.147.324
Parc Eolien de Fiennes	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	438.540.312
Parc Eolien de Villeseque	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	434.519.088
Parc Eolien de La Conque	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	441.054.186
Parc Eolien de Calsigas	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	449.604.701
Parc Eolien de Puech Negre	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	449.759.216
Parc Eolien de Cabreirens	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	449.759.158
Scite Peristyle	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	387.498.926
Veulette	France	(1) 51,00%	51,00%	IG	-	-	-	495.268.435
Electrique de l'Atlantique	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	403.460.355
Hydroélectrique du Canal Saint Louis	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	401.470.380
SIIF Ghana	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	424.132.587
TREE	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	439.959.412
TAC Martinique (ex EnXco SAS)	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	439.420.738
SIIF Energies Outre Mer	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	389.475.294
SDES Services	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	433.719.242
Eolienne Sainte Rose	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	445.088.990
SIIF Guadeloupe Services	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	438.147.910
Réunion 1	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	422.092.841
Petit Canal 1	France	50,00%	50,00%	IP	50,00%	50,00%	IP	453.931.693
Petit Canal 2	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	435.266.473
Petit Canal 3	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	443.664.065
Petit François	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	435.266.929
Lou Paou	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	491.249.819
Centrale solaire de Narbonne	France	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	500.682.313
Noréole	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	445.203.128
EDF EN Developpement	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	493.536.676
Parc Eolien de Salles Curan	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	449.597.046
Parc Eolien Chemin d'Ablis	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	479.892.812
EDF ENR	France	(1) 50,00%	50,00%	IG	-	-	-	-
Supra	France	(1) 41,20%	82,41%	IG	-	-	-	-
Tenesol	France	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol Caraibes	France	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol services caraibes	France	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol ocean indien	France	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol services ocean indien	France	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol Mayotte	France	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol Nouvelle Calédonie	France	(1) 24,75%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol Nouvelle Calédonie Services	France	(1) 24,75%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol Polynesie	France	(1) 12,75%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol Polynesie Services	France	(1) 12,75%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesa	Afrique du Sud	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol Manufacturing	Afrique du Sud	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol Afrique de l'ouest	Sénégal	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol Energie Maroc	Maroc	(1) 24,98%	50,00%	IP	-	-	-	-
Temasol	Maroc	(1) 24,97%	50,00%	IP	-	-	-	-
Tenesol Technologies	France	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Eau chaude Réunion	France	(1) 9,38%	18,75%	ME	-	-	-	-
SECP 1	France	(1) 12,53%	50,00%	IP	-	-	-	-
SCI Immo	France	(1) 15,00%	50,00%	IP	-	-	-	-
Ribo	France	(1) 50,00%	100,00%	IG	-	-	-	-
Jacques Giordano Industries	France	(4) 12,50%	25,00%	ME	25,00%	25,00%	ME	351.193.347
Energie Solaire de France	France	(4) 31,62%	51,00%	IG	51,00%	51,00%	IG	431.692.813
Photon Power Technologies	France	10,00%	20,00%	ME	20,00%	20,00%	ME	498.173.905
Photon Technology	France	10,00%	20,00%	ME	10,00%	20,00%	ME	-
Transenergy	France	4,20%	20,00%	ME	4,20%	20,00%	ME	-
Photon Power Industry	France	10,00%	20,00%	ME	-	-	-	-
Silicium de provence	France	2,57%	25,72%	ME	-	-	-	-

Sociétés		% Intérêts	% Contrôle	Méthode	% Intérêts	% Contrôle	Méthode	N° SIREN
EDF EN Portugal (ex SIIF Energies P.)	Portugal	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Ecogen	Portugal	(2) -	-	ME	29,00%	29,00%	ME	
Eolica do Centro	Portugal	(4) 29,90%	29,90%	ME	31,65%	31,65%	ME	
Eolica de Montemuro	Portugal	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Eolica da Arada	Portugal	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
E E V M	Portugal	49,99%	50,00%	IP	49,99%	50,00%	IP	
Eolicos de Cerveirenses	Portugal	42,50%	42,50%	IP	42,50%	42,50%	IP	
Eolicos da Espiga	Portugal	49,99%	49,99%	IP	42,50%	42,50%	IP	
Ventominho	Portugal	42,50%	42,50%	IP	42,50%	42,50%	IP	
Eolica da Cabreira	Portugal	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
SIIF Energies Iberica	Espagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Bio Energia Santa Maria	Espagne	70,00%	70,00%	IG	70,00%	70,00%	IG	
Fotovoltaico Solar y Energias Renovables Fotosolar	Espagne	(4) 90,00%	90,00%	IG	45,83%	45,83%	IP	
Aproving	Espagne	(1) 90,00%	100,00%	IG	-	-	-	
EDF EN Italia(ex Siif Servizi)	Italie	95,00%	95,00%	IG	95,00%	95,00%	IG	
Fri El Puglia	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Sant'Agata	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Sardegna	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Nurri	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Andretta	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Campania	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Murge	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Ichnusa	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fri-El Campidano	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Solareolica	Italie	95,00%	95,00%	IG	95,00%	95,00%	IG	
Murgeolica	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Terni Solar Energy	Italie	47,50%	50,00%	IP	47,50%	50,00%	IP	
Fotosolare	Italie	(1) 95,00%	100,00%	IG	-	-	-	
Groupe Alco	Belgique	25,00%	25,00%	ME	25,00%	25,00%	ME	
C-Power	Belgique	20,83%	20,83%	ME	20,83%	20,83%	ME	
Verdesis	Belgique	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Verdesis France	Belgique	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Verdesis Energy	Belgique	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
enXco A/S	Danemark	(5) 100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
EDF en UK (Westbury Windfarms LTD)	Angleterre	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Fenland Windfarms LTD	Angleterre	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Cumbria Wind Farms	Angleterre	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
First Windfarm Holdings	Angleterre	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Wind Prospect Developments	Angleterre	70,00%	70,00%	IG	70,00%	70,00%	IG	
Red Tile	Angleterre	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Walkway	Angleterre	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
EDF Energy renewables	Angleterre	(1) 50,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Burnfoot	Angleterre	(1) 50,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Fairfield	Angleterre	(1) 50,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Longpark	Angleterre	(1) 50,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Rusholme	Angleterre	(1) 50,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Teesside	Angleterre	(1) 50,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Bicker Ltd	Angleterre	(1) 50,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Walkway Wind Ltd	Angleterre	(1) 50,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Royal Oak	Angleterre	(1) 50,00%	50,00%	IP	-	-	-	
enXco GmbH	Allemagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
enXco Vermögensverwaltung	Allemagne	(2) -	-	-	100,00%	100,00%	IG	
DK Windpark Verwaltungs	Allemagne	(2) -	-	-	100,00%	100,00%	IG	
DK Windpark Beteiligungs	Allemagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
DK Windpark Kröpelin	Allemagne	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Bürgerwindpark Kröpelin	Allemagne	70,59%	70,59%	IG	70,59%	70,59%	IG	
Reetec	Allemagne	28,00%	28,00%	ME	28,00%	28,00%	ME	
EEN EGE Holding	Turquie	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	
Polat Enerjy	Turquie	(1) 50,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Dogal	Turquie	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Soma	Turquie	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Doruk	Turquie	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	
Poyraz	Turquie	(1) 25,00%	50,00%	IP	-	-	-	
EEN Hellas	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Creta Hydrowind SA	Grèce	90,15%	100,00%	IG	90,15%	100,00%	IG	
Aioliki Didimon	Grèce	99,00%	100,00%	IG	99,00%	100,00%	IG	
Aioliki Energy Peloponnissou	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Aioliki Karystou	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Aioliki Energy Lakonias	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Aioliki Lira	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Belecheri (ex Aioliki Malea)	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Aioliki Peleta	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Aioliki Lafkou	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Aioliki Erateinis	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Ktistor Aioliki	Grèce	95,00%	100,00%	IG	95,00%	100,00%	IG	
Aioliki Hellas	Grèce	90,00%	100,00%	IG	90,00%	100,00%	IG	
Viota Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Trizina Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Taranara Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Argolida Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	

31 DECEMBRE 2008

31 DECEMBRE 2007

Sociétés		% Intérêts	% Contrôle	Méthode	% Intérêts	% Contrôle	Méthode	N° SIREN
Argos Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Niata Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Risiori Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Lekka Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Leontio Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Livadia Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Drambala Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aktina Lakonias	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aktina Argolidas	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aktina Kristis	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aktina Aigaiou	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aktina Hanion	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Goritsa Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Maliaza Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Pournari Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Folea Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Antillion Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Lithos Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Pigadia Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aries Aiolos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aktina Fotos	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aktina Energias	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aktinia Peloponissou	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aktina Iliou	Grèce	99,95%	100,00%	IG	99,95%	100,00%	IG	
Aioliki Mousouron	Grèce	(1) 50,00%	50,00%	IG	-	-	-	
EDF EN Greece	Grèce	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
RETD	Grèce	75,00%	75,00%	IG	75,00%	75,00%	IG	
PPC Renewables - EDF EN Greece	Grèce	51,00%	50,00%	IP	51,00%	50,00%	IP	
EEN Viotia	Grèce	52,20%	52,20%	IP	52,20%	52,20%	IP	
Aioliko Parko Aestosa SA	Grèce	(1) 98,75%	100,00%	IG	-	-	-	
Aioloko Parko Tsitomi SA	Grèce	(1) 98,75%	100,00%	IG	-	-	-	
Inversiones Eolicas	Mexique	99,38%	99,38%	IG	99,38%	99,38%	IG	
Electrica del Valle de Mexico	Mexique	99,18%	99,80%	IG	99,18%	99,80%	IG	
Energia del Istmo	Mexique	99,04%	99,04%	IG	99,04%	99,04%	IG	
A.I.R. of America, enXco Inc (Groupe)	USA	(3) 100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
SIIFLEC - France	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Hydroélectrique de Couzon	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	331.100.438
Electrique de Seclin	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	398.318.303
Electrique de la Chabossière	France	65,00%	65,00%	IG	65,00%	65,00%	IG	403.113.368
Electrique de Mulhouse	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	414.054.213
Energies Antilles	France	65,00%	65,00%	IG	65,00%	65,00%	IG	414.277.152
Hydroélectrique de Soccia	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	412.629.883
Hydroélectrique du Scopamène	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	418.265.880
Energies ASCO	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	345.172.225
Via Nova	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	334.120.318
Energies Saint Martin	France	65,00%	65,00%	IG	65,00%	65,00%	IG	437.682.677
Tenesa	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	439.956.160
Cogeri	France	35,00%	35,00%	ME	35,00%	35,00%	ME	420.287.245
SIIF Energies Bulgarie	France	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	403.453.939
Pirinska Bistriza Energuia SA	Bulgarie	50,00%	50,00%	IG	50,00%	50,00%	IG	
Mecamidi Ogosta	Bulgarie	50,00%	50,00%	IG	50,00%	50,00%	IG	
Centrale Hydroélectrique de Bulgarie	Bulgarie	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Recursos Energeticos	Espagne	85,00%	85,00%	IG	85,00%	85,00%	IG	

(1) Entrées de périmètre en 2008

(2) Sorties de périmètre, déconsolidations et sociétés absorbées en 2008

(3) A.I.R. Of America est un palier de consolidation regroupant un ensemble de sociétés aux USA détaillées ci-dessous

(4) Variations de taux d'intérêt

(5) ENXCO A/S est un palier de consolidation incluant la société Batliboi (Inde)

Batliboi	Inde	50,00%	50,00%	ME	50,00%	50,00%	ME	
----------	------	--------	--------	----	--------	--------	----	--

31 DECEMBRE 2008

31 DECEMBRE 2007

Sociétés		% Intérêts	% Contrôle	Méthode	% Intérêts	% Contrôle	Méthode	N° SIREN
enXco Development Corp.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
enXco Service Corporation	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
enXco East Coast Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
North East Renewable Energy, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Alta Mesa Power Corporation	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Alta Mesa Phase III PartnershPC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
enXco Windfarm I, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
enXco Windfarm II, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
enXco Windfarm III, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
enXco Windfarm IV, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
enXco Windfarm V, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
enXco Windfarm VI, Inc.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms II, Inc.	USA	99,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms III, Inc.	USA	99,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms IV, Inc.	USA	99,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms I, Ltd.	USA	99,00%	100,00%	IG	99,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms II, Ltd.	USA	99,00%	100,00%	IG	99,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms III, Ltd.	USA	99,00%	100,00%	IG	99,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms IV, Ltd.	USA	99,00%	100,00%	IG	99,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms V, Ltd.	USA	99,00%	100,00%	IG	99,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms VI, Ltd.	USA	99,00%	100,00%	IG	99,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms VII, Ltd.	USA	99,00%	100,00%	IG	99,00%	100,00%	IG	
DifWind Farms VIII, Ltd.	USA	99,50%	100,00%	IG	99,50%	100,00%	IG	
DifWind Farms IX, Ltd.	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	

31 DECEMBRE 2008

31 DECEMBRE 2007

Sociétés		% Intérêts	% Contrôle	Méthode	% Intérêts	% Contrôle	Méthode	N° SIREN
Champepadan Wind Power Partners, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Moulton Wind Power Partners, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Chandler Finance 2, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Chandler Finance 3, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Chandler Wind farm 2, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Chandler Wind farm 3, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Chanarambie Land Holdings LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Lower Imrie Wind Project, LLC	USA	(4) 100,00%	100,00%	IG	50,00%	50,00%	IP	
Linden Wind Project, LLC	USA	(4) 100,00%	100,00%	IG	50,00%	50,00%	IP	
Miller Wind Project, LLC	USA	(4) 100,00%	100,00%	IG	50,00%	50,00%	IP	
Alaska Wind Energy, LLC	USA	50,00%	50,00%	IP	50,00%	50,00%	IP	
Mojave Land, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Oasis Power Partners, LLC	USA	23,56%	23,56%	IP	23,56%	23,56%	IP	
Hawi Renewable DevelopEMnt, LLC	USA	60,00%	60,00%	IG	60,00%	60,00%	IG	
Dos Vaqueros Wind Farm, LLC	USA	50,00%	50,00%	IP	50,00%	50,00%	IP	
Northern Wind Energy, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
Buffalo Ridge Wind Farm, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
Chanarambie Power Partners, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
Moulton Heights Wind Power Projects, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
Munice Power Partners, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
North Ridge Wind Farm, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
Vandy South Project, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,80%	IP	
Viking Wind Farm, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
Viking Wind Holdings, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
Viking Wind Partners, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
Vindy Power Partners, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
Wilson-West Wind Farm, LLC	USA	50,83%	50,83%	IP	50,83%	50,83%	IP	
Fenton Power Partners, LLC	USA	57,76%	57,76%	IP	57,76%	57,76%	IP	
Rattlesnake Wind Project, LLC	USA	(4) 100,00%	100,00%	IG	50,00%	50,00%	IP	
Sacramento Soleil LLC	USA	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	
enXco Solar Assets Inc	USA	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	
FC Sun Harvest, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	
Shiloh Wind Project 2 LLC	USA	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	
Wapsipinicon Wind Project LLC	USA	(1) 100,00%	100,00%	IG	-	-	-	
Northwest Wind Partners, LLC	USA	(4) 100,00%	100,00%	IG	50,00%	50,00%	IG	
Patterson Pass Wind Farm, LLC	USA	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG	



COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2008

1.	Bilan	127
2.	Compte de résultat	128
3.	Tableau de financement	129
4.	Faits caractéristiques de l'exercice	129
5.	Règles et méthodes comptables	130
6.	Notes sur le Bilan Actif	134
8.	Notes sur le compte de résultat	141
9.	Tableau des filiales et des participations	145

1. Bilan

ACTIF (en milliers d'euros)	31/12/2008		31/12/2007	
	Brut	amort & prov	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions brevets droits similaires	1 874	1 180	694	821
Immobilisations corporelles				
Terrains	205		205	205
Constructions				
Inst. techniques matériel				
Autres immobilisations corporelles	1 746	1 061	685	444
Immobilisations financières				
Titres de participations	363 346	11 172	352 174	128 584
Créances rattachées à des participations	195 350		195 350	148 486
Autres titres immobilisés	4 601	46	4 555	4 682
Prêts	125	118	7	59
Autres immobilisations financières	736		736	2 564
Total actif immobilisé	567 983	13 576	554 407	285 845
ACTIF CIRCULANT				
Stock				
En cours de production de services	6 297	701	5 596	5 840
Avances et acptes versés sur commandes	12 169		12 169	16 524
Créances				
Clients et comptes rattachés	18 975	85	18 891	16 429
Autres créances	1 039 890	24 353	1 015 537	580 605
Trésorerie				
V.M.P	419 277	1 133	418 144	202 168
Disponibilités	24 260		24 260	10 623
Charges constatées d'avance	271		271	833
Total actif circulant	1 521 139	26 271	1 494 867	833 022
Comptes de régularisation				
Ecart de conversion actif	45 181		45 181	31 017
TOTAL GENERAL	2 134 302	39 847	2 094 455	1 149 884
PASSIF (en milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	124 109			99 288
Primes d'émission de fusion d'apport	1 011 479			544 976
Réserve Légale	6 664			3 781
Autres réserves	524			524
Report à nouveau	38 666			2
Résultat de l'exercice	34 338			57 652
Subvention investissements				
Provisions réglementées	391			45
Total capitaux propres	1 216 171			706 268
Provisions pour litiges				
Provisions pour risques	46 756			32 499
Total provisions pour risques & charges	46 756			32 499
DETTES				
Emprunts et dettes auprès des etbs de crédit	676 324			373 580
Emprunts et dettes diverses	4 512			11 047
Avances & acomptes reçus sur commandes	0			0
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	2 254			4 045
Dettes fiscales & sociales	5 993			4 135
Dettes sur immobilisations	128 752			5 464
Autres dettes	9 354			6 439
Total autres dettes	827 189			404 710
Produits constatés d'avance	4 246			2 951
Ecart de conversion passif	93			3 456
TOTAL GENERAL	2 094 455			1 149 884

2. Compte de résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires	20 799	14 087
Production stockée	-244	-948
Subvention exploitation	2	0
Reprise sur amortissements & provisions et transfert de charges	67	2 370
Autres produits	0	0
Total des produits d'exploitation	20 624	15 508
Autres achats et charges externes	13 981	12 637
Impôts taxes et versements assimilés	1 838	1 292
Salaires et traitements	6 329	4 726
Charges sociales	3 230	2 280
Dotations aux amortissements	532	440
Dotations aux provisions s/actif circulant	502	785
Dotations aux provisions pour risques & charges	0	0
Autres charges	61	87
Total des charges d'exploitation	26 473	22 246
Résultat d'exploitation	-5 848	-6 738
Bénéfices attribués ou pertes transférés	141	0
Pertes supportées ou bénéfices transférés	2	403
Produits financiers de participation	16 010	45 366
Autres intérêts et produits assimilés	62 724	35 218
Reprises sur provisions	41 643	28 276
Différences positives de change	48 685	17 949
Produits nets sur cession de V.M.P	7 860	10 212
Total des produits financiers	176 923	137 021
Dotations financières aux amortissements & provisions	72 201	52 625
Intérêts et charges assimilées	38 809	16 041
Différences négatives de change	30 802	4 995
Charges nettes sur cessions de VMP	12	258
Total des charges financières	141 824	73 919
Résultat financier	35 100	63 102
Résultat courant avant impôt	29 389	55 961
Produits exceptionnels s/opérations gestion	42	0
Produits exceptionnels s/opérations en capital	13 079	19 123
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels	13 121	19 123
Charges exceptionnelles s /opérations gestion	53	1
Charges exceptionnelles s/opérations en capital	8 394	17 313
Dotations aux provisions et transferts de charges	346	45
Total des charges exceptionnelles	8 793	17 359
Résultat exceptionnel	4 327	1 765
Impôt sur les bénéfices	621	-74
Total des produits	210 809	171 653
Total des charges	176 471	114 001
BENEFICE OU PERTE	34 338	57 652

3. Tableau de financement

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Résultat net	57 651	34 337
Dotations / Reprise amortissement, dépréciations, provisions	23 200	31 900
Résultat cession actif	(1 410)	(6 900)
<i>Cash Flow</i>	<i>79 441</i>	<i>59 337</i>
BFR	7 800	4 900
<i>Cash flow libre avant investissement</i>	<i>87 241</i>	<i>64 237</i>
Investissements corporels et incorporels	(510)	(600)
Acquisition (nette) titres de participations	(37 000)	(96 600)
Augmentation nette créances financières rattachées aux participations	(66 500)	(46 900)
Augmentation comptes courants Groupe	(297 000)	(448 400)
<i>Cash flow libre après investissement</i>	<i>(313 769)</i>	<i>(528 263)</i>
Dividendes	(6 800)	(16 100)
Augmentation de capital	0	491 325
Incidences effets de change	(14 300)	(17 500)
Divers	4 800	4 000
<i>Variation endettement net</i>	<i>(330 069)</i>	<i>(66 538)</i>
Endettement net	(170 669)	(237 300)

4. Faits caractéristiques de l'exercice

4.1 Augmentation de capital

Afin de financer son développement dans la filière solaire photovoltaïque, EDF Energies Nouvelles a réalisé, en septembre 2008, une augmentation de capital de 491 324 597 euros nette des frais d'augmentation avec maintien du droit préférentiel de souscription. Les principaux actionnaires de la société, le groupe EDF et le groupe Mouratoglou, ont souscrit à cette augmentation de capital à hauteur de leurs participations respectives, soit au total 75,1 %.

4.2 Titres de participations

Les principaux mouvements sont les suivants :

Souscriptions et augmentations

- La prise de contrôle à hauteur de 50 % dans la société EDF Energies Nouvelles Réparties (aux côtés d'EDF qui détient les 50 % restants). Cette société est un ensemble industriel et commercial qui a vocation à concevoir et commercialiser des offres complètes intégrant tous types d'énergies renouvelables (solaires thermique et photovoltaïque, chauffage thermodynamique et à base de bois-énergie, etc.) et de maîtrise de l'énergie destinées aux particuliers et aux professionnels.
- La prise de participation à hauteur de 4,58 % dans la société britannique Renewable Energy Holding (REH), avec laquelle EDF EN SA a signé un accord de partenariat visant à développer et déployer un procédé innovant d'énergies des vagues dans des projets de production d'électricité. L'accord donne à EDF EN SA un droit exclusif d'utilisation de cette technologie dans l'hémisphère nord et à La Réunion.
- Création de la société EEN EGE. Cette société, détenue à 100 % par EDF Energies Nouvelles, détient elle-même 50 % de la société Polat Enerji, l'un des principaux développeurs éoliens en Turquie. Cette opération permet à EDF

Energies Nouvelles de prendre pied sur le marché turc en s'associant avec un partenaire local connu, expérimenté et disposant d'un excellent ancrage industriel, ainsi que d'une bonne connaissance du contexte réglementaire.

- Augmentation de capital de la société EDF EN Grece. Cette filiale reste détenue à 100% par EDF Energies Nouvelles.

Cessions et sorties de titres

- Dans le cadre de la réorganisation de l'organigramme financier du groupe :
 - les titres Tenesol et les participations dans le groupe Giordano (Energie Solaire de France, Elsad et J. Giordano Industrie) ont été cédés à EDF Energies Nouvelles Réparties, elle-même détenue à 50% par EDF Energies Nouvelles.
 - les titres des sociétés grecques Fokida 2 et Fokida 3 détenus par EDF Energies Nouvelles ont été cédés à leur valeur de marché à EDF EN Grèce.
- Réduction du capital de la filiale danoise EnXco AS.

4.3 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture susceptible d'avoir une incidence sur l'information financière ne s'est produit.

5. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif au PCG.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-dessous :

5.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, inscrites à leur coût d'acquisition sont essentiellement constituées de logiciels et de brevets.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Brevet5 ans
- Logiciels1, 3 et 5 ans

5.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les règlements CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et CRC 2004-06 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs n'ont eu aucun impact sur les comptes du 31 décembre 2008.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Matériel informatique3 ou 5 ans
- Matériel de bureau et mobilier5 ou 10 ans

5.3 Immobilisations financières

Titres de participation

La valeur brute est constituée par le coût d'achat augmenté des frais d'acquisition sur titres.

La valeur d'inventaire des titres de participation repose sur une approche multicritères prenant en compte l'actif net consolidé des sociétés ainsi que leurs perspectives de développement.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Une provision pour risque est éventuellement constituée lorsque la quote-part de situation nette de la filiale excède les avances ou créances accordées par EDF Energies Nouvelles.

Les frais d'acquisition sur titres sont amortis par le biais d'un amortissement dérogatoire sur une durée de 5 ans.

Autres immobilisations financières (principalement composées des actions propres liées au contrat de liquidité)

Les actions propres sont valorisées au cours du jour. En fin d'exercice, une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

5.4 Stocks

Les encours de production de services correspondent à des dépenses engagées par la société dans le cadre de son développement à l'étranger.

Les provisions sont constituées selon une approche multicritères prenant en compte la non réalisation probable des projets.

5.5 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont enregistrés en autres achats et charges externes de l'exercice au cours duquel ils sont supportés.

5.6 Créances et dettes d'exploitation, trésorerie et provisions afférentes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision sur créance est constituée, si besoin, pour faire face au risque de non recouvrement.

Les valeurs mobilières sont inscrites à l'actif pour leur coût d'acquisition. Les moins values latentes sont intégralement provisionnées sans compensation avec les gains éventuels.

Les actions propres liées à la couverture des plans d'attribution d'actions gratuites sont valorisées au coût d'acquisition.

Depuis l'application de l'Avis 2008-17 du CNC ces actions ne doivent plus être provisionnées. Désormais, la charge liée à l'acquisition de ces actions est étalée sur la période d'acquisition des droits.

5.7 Ecarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devise

Les créances et dettes en devises sont comptabilisées aux cours du mois de l'opération. A la clôture, elles sont converties au cours de clôture.

Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision pour risque enregistrée en résultat financier.

5.8 Intégration fiscale

EDF Energies Nouvelles est tête du groupe d'intégration fiscale. La convention d'intégration fiscale prévoit que les sociétés du groupe comptabilisent leur impôt comme si elles étaient imposées séparément.

Par ailleurs, la convention d'intégration fiscale, amendée en 2005, prévoit que la tête de groupe conserve en compte d'attente les profits provenant des économies d'impôt réalisées dans le cadre de l'intégration fiscale et les réalloue aux filiales intégrées déficitaires lorsqu'elles redeviennent bénéficiaires.

Le périmètre d'intégration fiscale intègre des filiales assujetties à l'IS en France au taux de droit commun et détenues à 95% au moins, par EDF Energies Nouvelles. Au 31/12/08, l'intégration fiscale d'EDF Energies Nouvelles comprend 39 sociétés.

Analyse du résultat fiscal

(en milliers d'euros)	Montant Brut
Résultat avant impôt	34 338
Réintégration des provisions et charges non déductibles	16 979
Déduction des plus-values de cession de titres	(5 070)
Déduction des dividendes reçus	(15 210)
Déduction des écarts de conversion	(17 527)
Déduction des frais d'augmentation de capital	(8 215)
Déduction du crédit d'impôt recherche	(621)
Ecart OPCVM	147
Autres	(106)
Résultat fiscal EDF EN	4 715

Le Résultat Fiscal 2008 de la société EDF EN SA ressort à + 4.715 K€, avant imputation des reports déficitaires accumulés par la société. Après imputation de ce résultat sur ces déficits, la société présente un solde de déficits fiscaux cumulé de 30.330 K€ au 31/12/2008.

La société EDF EN SA ne paie donc pas d'impôt sur les sociétés au titre de cet exercice.

Analyse du résultat d'intégration Fiscale – Groupe France

(en milliers d'euros)	Montant Brut
Contribution au résultat fiscal d'EDF EN SA	10 103
Contribution au résultat fiscal de SIIFELEC	3 628
Contribution au résultat fiscal d'EDF EN Outre-Mer	(3 408)
Contribution au résultat fiscal d'EDF EN France	12 454
Contribution au résultat fiscal de SCITE PERISTYLE	(3 205)
Contribution au résultat fiscal de Luc sur Orbieu	(8 109)
Contribution au résultat fiscal de Villesèque	(20 042)
Contribution au résultat fiscal d'EDF EN Développement	3 677
Contribution au résultat fiscal de Salles-Curan	(11 605)
Contribution au résultat fiscal de Puech-Nègre	(2 187)
Contribution au résultat fiscal de Chemin d'Ablis	(7 618)
Contribution au résultat fiscal de Narbonne	(4 056)
Contribution des autres sociétés	1 128
Corrections d'intégration fiscale	(3 521)
Résultat fiscal Groupe - Intégration Fiscale France	(32 761)
Report déficitaire au 31/12/2007	(27 458)
Résultat fiscal Groupe - France 2008	(32 761)
Report déficitaire 31/12/08	(60 219)

Fiscalité latente

(en milliers d'euros)	Base	Impôt différé actif
Taxe (contribution sociale solidarité)	18	6
Provisions non déductibles	20 783	7 156
Ecarts de conversion	93	32
Gain latent	206	71
Déficits fiscaux reportables	30 330	10 442
TOTAL	51 430	17 707

Ventilation de l'impôt

(en milliers d'euros)	Base	Impôt			Résultat net	
		Théorique	Report déficitaire à imputer	D0	Théorique	Comptable
Résultat avant impôt						
Résultat courant	30 011	1 879	(1 879)	0	28 132	30 011
Résultat exceptionnel	4 327	(256)	256	0	4 583	4 327
TOTAL	34 338	1 623	(1 623)	0	32 715	34 338

5.9 Utilisation d'estimations

L'établissement des comptes sociaux conformément aux principes comptables généralement admis en France, nécessite la prise en compte, par la direction de la société, d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif et sur les charges et produits de compte de résultat, tels que les dépréciations de titres et créances rattachées ainsi que les engagements mentionnés en annexe.

Ces estimations, qui n'ont pas un impact significatif sur les comptes, sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

5.10 Indemnité départ en retraite

A leur départ en retraite, les employés de la société perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective. La politique de la société est de ne pas constituer de provision au titre des droits acquis par le personnel mais de prendre la charge correspondante dans l'exercice de paiement effectif de la dette.

Le calcul de l'engagement est déterminé suivant un calcul actuariel qui suppose le recours à des hypothèses actuarielles sur les variables démographiques (mortalité, rotation du personnel) et financières (augmentations futures des salaires, taux actualisation).

Cet engagement de retraite a été estimé pour l'exercice à 283 291€.

5.11 Droit Individuel à la Formation

Le nombre d'heures de formation acquis par les salariés au 31/12/08 et n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 2922.

6. Notes sur le Bilan Actif

6.1 Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Concessions, brevets, droits similaires, autres	1 716	198	40	1 873
Valeurs brutes	1 716	198	40	1 873
Amt concessions, brevets, droits similaires, autres	(894)	(285)	0	(1 180)
Valeurs nettes	822	(87)	40	693

Les immobilisations incorporelles se composent principalement du logiciel de consolidation Magnitude pour 1 007 k€ immobilisés en 2006 et amorti sur 5 ans.

La dotation aux amortissements de la période s'élève à 285 k€.

Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Terrains	205	0	0	205
Autres immobilisations	1 257	512	23	1 746
Immobilisations corporelles brutes	1 462	512	23	1 951
Amt Autres immobilisations	(812)	(247)	0	(1 059)
Valeurs nettes	650	265	23	892

La valeur nette comptable de ces immobilisations comprend deux terrains pour 205 k€, des agencements et installations pour 298 k€ et du matériel et mobilier de bureau pour 389 k€. Les acquisitions de l'exercice concernent du matériel informatique pour 166 k€ et des agencements pour 200 k€.

Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Titres de participation (1)	136 143	233 404	6 201	363 346
Créances rattachées à des participations (2)	148 486	51 602	4 738	195 350
Autres titres immobilisés (3)	4 841	44 276	44 515	4 601
Prêts	178	14	66	126
Autres immobilisations financières (4)	2 564	42 447	44 276	735
Immobilisations financières brutes	292 212	371 743	99 796	564 158
Provisions sur titres de participation (5)	(7 559)	(5 576)	(1 964)	(11 172)
Provisions sur autres titres immobilisés	(159)	0	(113)	(46)
Provisions sur prêts	(118)	0	0	(118)
Total provisions	(7 836)	(5 576)	(2 077)	(11 336)
Immobilisations financières nettes	284 376	366 167	97 719	552 823

(1) Montant des participations des principales filiales (en milliers d'euros)

	en milliers d'euros	%
EDF Energies Nouvelles Réparties	201 299	55%
Air of America	41 504	11%
Alcogroup	24 138	7%
EEN EGE	20 000	6%
EDF EN Italie	13 307	4%
EEN Hellas	11 817	3%
Westbury Windfarms Ltd	10 981	3%
Siifelec	7 252	2%
EnXco A/S	5 600	2%
EDF EN Grece	5 158	1%
Renewable Energy Holding	4 163	1%
EDF EN Outre-mer	3 742	1%
C Power	2 826	1%
Verdesis	2 729	1%
Autres	8 830	2%
Total	363 346	100%

Le tableau des filiales et participation est présenté à la fin des de l'annexe (point 9)

Les acquisitions ou augmentations de titres (233 404 k€) correspondent à :

(en milliers d'euros)	Montant	Pays	% participation acquis
EDF Energies Nouvelles Réparties	201 299	France	50%
EEN EGE	20 000	Turquie	100%
EDF EN Grece	4 990	Grèce	(1)
Renewable Energy Holding	4 163	Ile de Man	4.58%
TENESOL	1 597	France	(1)
EEN Fokida 2	570	Grèce	(1)
Divers autres	785		
TOTAL	233 404		

(1) Participation à une augmentation de capital sans modification du pourcentage de détention

Les cessions de titres (6 201 k€) sont :

(en milliers d'euros)	Montant	Pays
TENESOL	2 429	France (1)
J. Giordano Industrie	915	France (1)
Energie Solaire de France	771	France (1)
EEN Fokida 2	855	Grèce (1)
enXco AS	710	Danemark (2)
Divers autres	521	
TOTAL	6 201	

(1) Cession intra-groupe

(2) Réduction de capital

Dans le cadre de la réorganisation de l'organigramme financier les titres Tenesol et les participations dans le groupe Giordano (Energie Solaire de France, Elsad et J. Giordano Industrie) détenus par EDF Energies Nouvelles ont été cédés à la nouvelle filiale EDF Energies Nouvelles Réparties.

(2) Les créances rattachées comprennent essentiellement des prêts auprès de filiales du Groupe

	k€	%
EEN Hellas	98 747	50,5%
EDF EN Italie	62 983	32,2%
Air of America	16 986	8,7%
Siif Iberica	11 605	5,9%
C Power	2 914	1,5%
Reetec	1 608	0,8%
EDF EN Portugal	507	0,3%
Total	195 350	100%

Les autres titres immobilisés

Ils sont principalement composés des actions propres détenues sur le contrat de liquidité (cf. note 7.7)

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières s'élèvent à 735 k€ dont 548 k€ liés au compte de liquidité mis à disposition pour le contrat de liquidité.

(3) Les provisions sur titres de participation (11 172 k€) concernent essentiellement les sociétés suivantes :

(en milliers d'euros)	Montant	Pays
EDF EN Outre Mer	3 297	France
enXco AS	3 222	Danemark
Renewable Energy Holding	1 822	Ile de Man
Scite	1 405	France
Siif Iberica	1 350	Espagne
Divers autres	76	
TOTAL	11 172	

6.2 Stocks et encours

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
En cours de production de services	6 541	6 297
Provisions	(701)	(701)
Stock Net	5 840	5 596

Il s'agit de prestations réalisées pour le compte de projets éoliens.

Les provisions comptabilisées concernent principalement un projet en Espagne.

6.3 Ventilation des créances et comptes rattachés par échéances

(en milliers d'euros)	31/12/2008	< 1 an	> 1 an
Avances et acomptes	12 169	282	11 887
Clients et comptes rattachés (1)	18 975	18 890	85
Personnel et comptes rattachés	5	5	
Taxe sur la valeur ajoutée	4 148	4 148	
Etat - autres créances	621	621	
Groupes et Associés	1 031 074	1 031 074	
Débiteurs divers (2)	4 043	4 043	
Total des créances et comptes rattachés Brut	1 058 865	1 058 781	85
Provision sur comptes clients	(85)		(85)
Provision sur Groupe et Associés	(23 851)	(23 851)	
Provision sur Débiteurs divers	(502)	(502)	
Total des provisions	(24 438)	(24 353)	(85)
Total des créances et comptes rattachés Net	1 034 427	1 034 428	0

(1) Le total des clients s'élève à 18 975 k€, dont 18 808 k€ correspondent à des créances sur des sociétés du Groupe.

(2) Les débiteurs divers comprennent notamment les créances sur cession d'immobilisations (2 976 k€)

6.4 Trésorerie et équivalents trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Contrat à terme	5 018	128 000
SICAV	197 151	288 448
Actions propres	1 197	2 829

Total Valeurs mobilières de placement	203 366	419 277
Provisions constituées	(1 197)	(1 132)
Disponibilités	10 623	24 260
Trésorerie active nette	212 792	442 405

6.5 Ecarts de conversion actif

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Ecarts de conversion actif	31 017	45 181

L'écart de conversion actif porte essentiellement sur les créances libellées en dollars. Il est intégralement provisionné à la clôture.

7. Notes sur le Bilan Passif

7.1 Variations des capitaux propres

Le capital social est composé de 77 568 416 actions de 1,6 € nominal. Par ailleurs, EDF Energies Nouvelles détient 279 485 actions en propre au 31/12/2008 pour un montant total de 7 378 k€.

La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur au 31/12/2007	Affectation du résultat	Distribution de dividendes	Augmentation de capital	Résultat de l'exercice	Dotation	Valeur au 31/12/2008
Capital non appelé							
Capital souscrit appelé versé	99 288			24 822			124 110
Prime d'émission	542 561			466 503			1 009 064
Primes liées au capital	764						764
Prime de fusion	1 651						1 651
Réserve légale	3 781	2 883					6 664
Autres réserves	524						524
Report à nouveau	2	38 635	29				38 666
Résultat de l'exercice	57 652	-57 652			34 338		34 338
Dividendes à payer		16 134	-16 134				0
Provisions réglementées	45					346	391
Total	706 268	0	-16 105	491 325	34 338	346	1 216 171

- L'opération d'augmentation de capital réalisée en septembre 2008 s'élève à 491 325 k€. Ce montant est composé de :
 - 24 822 k€ de capital liés à la création de 15 513 683 actions à une valeur nominale de 1.6€ et annulation d'une action.
 - 466 503 k€ de prime d'émission correspondant à une prime de 30,6€ par actions soit 474 719 k€ diminués des frais d'augmentation de capital (8 216 k€)
- Le montant de distribution de dividendes s'élève à 16 105 k€ soit 0,26 euro par action.

7.2 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	Solde à l'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provisions utilisées)	Reprises de l'exercice (provisions non utilisées)	Solde à la clôture
Provisions pour risques et charges	1 482	131		38	1 575
Provisions pour perte de change	31 017	45 181	31 017		45 181
Provisions pour risques et charges	32 499	45 312	31 017	38	46 756

Les provisions pour risques et charges concernent essentiellement les provisions pour pertes de change (45 181 k€). Ces provisions sont constituées pour faire face aux pertes de change latentes issues des dettes et créances en devises.

Les autres provisions pour risques et charges concernent des provisions liées aux participations.

7.3 Ventilation des dettes financières par échéance

(en milliers d'euros)	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	673 406	673 406		
Emprunts et dettes financières diverses (2)	4 512	4 427	85	
Autres emprunts (3)	2 918			2 918
Total des dettes financières	680 836	677 833	85	2 918

(1) Les emprunts et dettes financières diverses dont le terme est inférieur à un an sont, pour l'essentiel, utilisés pour financer les projets, dans l'attente de financements à long terme.

Ils comprennent :

- 583 081 k€ d'emprunts dont 581 959 k€ tirés sur un montant total négocié de 1 158 000 k€ (dont 108 000 k€ de ligne back to back). Les intérêts courus liés sont de 1 122 k€.
- 90 325 k€ de découverts bancaires sur un total négocié de 85 000 k€

(2) Les emprunts et dettes financières diverses inférieurs à un an (4 427 k€) correspondent aux dettes d'EDF Energies Nouvelles envers ses filiales dont notamment :

- SIIFELEC 437 k€
- enXco AS 1 779 k€
- Divers sociétés France..... 2 211 k€

(3) Les autres emprunts de 2 918 k€ concernent un emprunt pour une centrale hydroélectrique.

7.4 Dettes non financières

(en milliers d'euros)	31/12/2008	A 1 an au plus	A plus d'un an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	2 254	2 254	-	-
Personnel et comptes rattachés	2 083	2 083	-	-
Sécurité sociale et organismes sociaux	1 584	1 584	-	-
Taxe sur la valeur ajoutée	1 295	1 295	-	-
Autres impôts et taxes	1 030	1 030	-	-
Dettes sur immobilisations (1)	128 752	5 002	123 750	-
Autres dettes (2)	9 354	9 354	-	-
Total dettes non financières	146 352	22 602	123 750	-

- (1) La dette sur immobilisations à échéance supérieure à un an correspond au montant des titres non libérés de la société EDF Energies Nouvelles Réparties.
- (2) Il s'agit principalement des dettes sur filiales liées à l'intégration fiscale (9 343k€) : dans le cadre de l'intégration fiscale, les filiales bénéficiaires génèrent une charge d'impôt payée à la société mère mais compensée par le déficit des autres filiales. Cette charge d'impôt constitue une dette de la société mère vis-à-vis de ses filiales.

7.5 Produits constatés d'avance

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Produit constaté d'avance	2 951	4 246

Ils se décomposent comme suit :

- Prestation pour une filiale espagnole pour..... 1 470 k€
- Participation reçue d'un tiers au titre du développement d'un projet mexicain 1 128 k€
- Franchise loyer 1 551 k€
- Loyers facturés d'avance pour un montant de..... 97 k€

7.6 Charges à payer et Produits à recevoir

(en milliers d'euros)	31/12/2008
Charges à payer	6 763
Produits à recevoir	2 489

Les charges à payer sont principalement composées des factures non parvenues (1 474 k€), des intérêts courus sur dettes financières (1 122 k€) et des charges à payer sociales et fiscales pour 4 167 k€.

Les produits à recevoir concernent essentiellement des factures à établir intra-groupe (2 480 k€).

7.7 Actions propres

Le nombre total d'actions propres détenues par EDF EN au 31/12/08 s'élève à 279 485 et se compose des actions propres sur contrat de liquidité (193 737) et des actions propres liées à la couverture des plans d'attribution d'actions gratuites (85 748).

a) Actions propres liées au contrat de liquidité

	Nombre actions
Actions propres au 01/01/2008	98 000
Actions propres achetées	1 218 985
Actions propres vendues	-1 123 248
Total 31/12/08	193 737

Au 31/12/08, EDF Energies Nouvelles détient 193 737 actions dans le cadre du contrat de liquidité pour un montant de 4 549 k€.

b) Actions propres liées à la couverture de plans d'actions gratuites

	Nombre actions
Nombres actions propres au 01/01/08	22 910
Nombre d'actions propres annulées	-1
Actions propres achetées	62 839
Total 31/12/08	85 748

Au 31/12/08, EDF Energies Nouvelles détient 85 748 actions propres liées à la couverture des plans d'attribution d'actions gratuites pour un montant de 2 829 k€.

8. Notes sur le compte de résultat

8.1 Résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Chiffre d'affaires	14 087	20 799
Résultat exploitation	(6 738)	(5 848)
Résultat financier	63 102	35 100
Résultat courant avant impôt	55 961	29 390
Résultat exceptionnel	1 765	4 327
Impôt société	(74)	621
Résultat net	57 652	34 338

8.2 Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	2007		2008		Commentaires
Honoraires gestion	6 627	47%	7 012	34%	Convention management fees
Refacturation personnel et charges diverses	2 547	18%	5 303	25%	Dont 5M€ refacturation groupe
Facturation garanties données	2 740	19%	6 977	34%	Hausse liée à la croissance de l'activité
Refacturation loyer à EDF	1 405	10%	1 275	6%	
Refacturation prestations diverses	767	5%	231	1%	
Total CA	14 086	100%	20 799	100%	
Dont Groupe	12 597		19 220		

8.3 Résultat exploitation

Détail des charges d'exploitation :

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Achats (1)	630	1 597
Prestations de services (2)	5 630	6 912
Honoraires et commissions	5 157	4 278
Frais de déplacement et mission	1 220	1 193
Autres achats et charges externes	12 637	13 980
Impôts et taxes	1 292	1 838
Frais de personnel	7 006	9 559
Amortissements	1 225	1 033
Divers	87	61
Charges d'exploitation	22 247	26 472

(1) Dont 1 242 k€ de charges de recherche et développement

(2) Dont 3 334 k€ de loyers et charges locatives – Ces charges augmentent de 619 k€ liés à la location de nouveaux bureaux.

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Total des produits exploitation	15 508	20 624
Total des charges exploitation	22 246	26 473
Résultat exploitation	(6 738)	(5 848)

8.4 Résultat financier

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Produits nets sur prêts et comptes courants (1)	33 485	58 915
Produits des placements	9 954	11 212
Coût de l'endettement (2)	(15 335)	(25 028)
<i>Charges financières nettes des produits de placement</i>	<i>28 104</i>	<i>45 099</i>
Dividendes reçus (3)	45 366	16 010
Résultat de change net (4)	(2 967)	3 720
Dotations aux provisions liées aux participations (5)	(20 214)	(27 020)
Reprises de provisions liées aux participations (6)	13 180	10 626
Autres charges et produits financiers (7)	(367)	(13 335)
Résultat financier	63 102	35 100

(1) L'évolution des produits nets sur prêts et comptes courants groupe concernent essentiellement les filiales françaises (11 477 k€), grecques (3 081 k€), italiennes (3 333 k€) et enXco Inc. (3 021 k€).

(2) Le coût de l'endettement comprend les charges d'emprunt (21 103k€) et les intérêts bancaires sur découverts (3926k€).

(3) Les dividendes reçus correspondent principalement aux dividendes versés par SIIFELEC (12 607 k€ dont 4 000 k€ d'acompte sur dividendes) et par EDF EN France (2 200 k€).

En 2007, suite à une cession d'actif réalisée par une de ses filiales françaises, un acompte sur dividende de 45M€ avait été versé à EDF Energies Nouvelles.

(4) Le résultat de change net de 3 720 k€ se décompose en résultat de change réel de + 17 884 k€ généré par les opérations en devises dénouées sur l'exercice et en dotation aux provisions pour perte de change pour -14 164 k€.

(5) Les dotations aux provisions liées aux participations (27 020 k€) concernent principalement :

- Provision sur titres et comptes courants de la société Siif Iberica	15 633 k€
- Provision sur titres et comptes courants de la société Scite	4 343 k€
- Provision sur titres de la société Renewable Energy Holding	1 822 k€
- Provision sur titres de la société enxco AS	999 k€
- Provision sur compte courant de la société Bellignat	2 748 k€
- Provision sur compte courant de la société Seclin	1 023 k€

(6) Les reprises de provisions liées aux participations (10 626 k€) concernent notamment :

- Provision sur titres et comptes courants des sociétés mexicaines	7 143 k€
- Provision sur titres et compte courant de la société EDF EN Outre Mer	2 552 k€
- Provision sur titres de la société Energie Solaire de France	358 k€

(7) Les autres charges et produits financiers sont composés pour -12 924 k€ d'abandons de créances consentis à deux filiales.

Le tableau ci-dessous présente les variations de taux de change entre 2007 et 2008 :

Taux de clôture	31/12/2007	31/12/2008	Variation en %
EUR / USD	1,4721	1,3917	-5,46%
EUR / GBP	0,7334	0,9525	+29,88%

8.5 Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Produits de cession des immobilisations financières	17 790	11 750
Produits de cession des immobilisations corporelles	0	0
Boni de rachat des actions propres	1 210	1 329
Reprise sur provision risque et charge exceptionnel	0	0
Autres produits exceptionnels	123	42
Total des produits exceptionnels	19 123	13 121
Valeur nette comptable des immobilisations financières	16 317	4 946
Valeur nette comptable des immobilisations corporelles	3	0
Mali de rachat des actions propres	993	3 448
Dotations amortissement dérogatoire	45	346
Autres charges exceptionnelles	0	53
Total des charges exceptionnelles	17 358	8 793
Résultat exceptionnel	1 765	4 328

Le résultat exceptionnel qui constitue un produit de 4 328 k€ s'explique principalement par :

- Des produits nets de cession sur immobilisations financières qui s'élèvent à 6 804 k€ dont 5 087 k€ liés à la cession des filiales grecques Fokida 2 et Fokida 3. Cette cession intra-groupe a été réalisée dans le cadre d'une réorganisation de l'organigramme financier du Groupe.
- D'un mali de 2 119 k€ réalisé sur le rachat d'actions propres lié au contrat de liquidité.

8.6 Impôt sur les sociétés

Le produit d'impôt s'analyse comme suit :

- Crédit d'impôt recherche..... 621 K€

8.7 Rémunérations des Dirigeants

Les rémunérations allouées aux Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués de la société EDF Energies Nouvelles se sont élevées au cours de l'exercice 2008 à 1 023 k€. Ces rémunérations étaient de 1 070 k€ pour l'exercice 2007. Le montant des engagements de retraites relatif aux Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués s'élève à 64 k€.

Les membres des organes d'administration perçoivent des jetons de présence pour un montant de 80 k€ et le Président du Conseil d'Administration a perçu une rémunération de 200 k€ au titre de l'exercice 2008.

8.8 Effectif moyen

Composition de l'effectif	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	56.8	0
Employés	13.5	0
TOTAL	70.3	0

8.9 Frais de recherche et développement

L'ensemble des frais investis en recherche et développement au cours de l'exercice 2008 s'élève à 1 243 k€.

8.10 Informations diverses

Eléments concernant les entreprises liées et les participations (en milliers d'euros)		
POSTES	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES	
	Liées	Avec lesquelles la Société a un lien de participation
Participations	358 901	4 445
Créances rattachées à des participations	195 350	
Créances clients & comptes rattachés	18 376	79
Comptes courants	1 023 624	7 347
Emprunts et dettes financières divers	4 418	
Produits de participation	16 010	
Autres produits financiers	58 947	
Charges financières	600	

8.11 Instruments financiers

Contrevaleur en milliers d'euros	Juste valeur	Notionnel	Echéance
Option EUR	2 342	39 500	< 1 an
Option USD	1 480	685	< 1 an
Achats à terme EUR	26 213	235 602	< 1 an
Achats à terme USD	17 954	88 826	< 1 an
TOTAL	47 989	364 613	

Ils ont été mis en place pour couvrir les achats de turbines (EUR) et les achats de panneaux solaires (USD) du Groupe.

8.12 Information sur les risques

EDF EN est exposé au risque de change provenant de ses différentes expositions en devises, principalement en Dollar américain et en Livre Sterling. C'est elle qui centralise toutes les opérations de couverture pour le compte de ses filiales.

La politique de la société consiste à équilibrer ses dettes et ses créances en devise au fur et à mesure des opérations de manière à neutraliser en fin de période les écarts de conversion dans son compte de résultat consolidé. Dans les comptes sociaux, seules les pertes latentes sont comptabilisées (les gains latents ne sont comptabilisés qu'au niveau consolidé) ce qui peut provoquer une volatilité du résultat financier.

8.13 Engagements hors bilan

L'évolution des engagements hors bilan donnés et reçus a été la suivante sur l'exercice :

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2008
Avals, cautions et autres garanties donnés (1)	343 395	1 580 660
Nantissement, hypothèques et autres sûretés réelles		
Indemnités de départ en retraite (cf. point 5.10)	100	283
Autres engagements donnés (2)	888 849	825 142
Engagements donnés	1 232 344	2 406 086
Avals, cautions et autres garanties reçues	-	-
Autres engagements reçus (2)	1 083 195	1 404 738
Engagements reçus	1 083 195	1 404 738

(1) Les avals, cautions et autres garanties se décomposent en :

- engagements donnés sur acquisition et cessions de titres pour 845 k€ ;
- garanties données auprès des constructeurs : 1 190 974 k€ ;
- garanties données auprès des banques : 388 841 k€ ;

(2) Au 31 décembre 2008, les autres engagements donnés et reçus incluent les engagements réciproques liés aux commandes d'immobilisations, soit 799 565 k€. Les engagements reçus sont également composés à hauteur de 599 203 k€ de lignes de crédit accordées pour des financements de projets et non encore utilisées.

9. Tableau des filiales et des participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Autres capitaux propres	% détenu	Valeur nette des titres	Prêts et avances consentis	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés	Chiffre d'affaires HT	Pays
1. Filiales (plus de 50% du capital)									
SAS SIIFELEC	4 178 295	-729 412	99.99	7 252 460	0	9 305 166	12 606 675	397	France
SA SIIF ENERGIES OUTRE MER	3 738 000	-6 942 389	100	444 562	20 694 556	3 306 980	0	15 187 177	France
SNC HYDROELECTRIQUE DU CARBET AMONT	67 500	-71 511	100	0	27 332	-2 363	0	0	France
SA EDF EN France	1 500 000	191 651	99.98	1 524 399	141 266 524	12 066 617	2 199 868	85 451 715	France
SA SCITE PERISTYLE	337 500	-1 094 281	99.98	0	5 735 397	-3 193 364	0	2 202 078	France
ELECTRIQUE DE L'ATLANTIQUE	7 500	-1 335 913	100	0	1 330 000	-74 298	0	0	France
SNC CANAL SAINT LOUIS	2 199 132	-5 750 757	100	220	2 576 612	-127 828	0	123 438	France
SIIF GHANA	750 000	-68 934	100	763 697	0	434 962	0	0	France

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Autres capitaux propres	% détenu	Valeur nette des titres	Prêts et avances consentis	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés	Chiffre d'affaires HT	Pays
SARL TECHNIQUES RENOUVELABLES, ENERGIES, ENVIRONNEMENT	1 207 678	122 508	100	1 207 663	0	78 592	144 920	233 725	France
SARL ENERGIES RENOUVELABLES ENVIRONNEMENT	7 625	-3 101	100	7 610	0	-576	0	0	France
TAC MARTINIQUE / ENXCO SAS	40 000	-499 894	100	1	480 504	-29 564	0	0	France
EDF EN DEVELOPPEMENT	37 000	-4 187 352	100	37 000	121 956 323	392 547	0	116 472 132	France
ENR REPARTIES (**)	400 190 200	468 643	50	201 298 794	0	-2 532 451	0	19 272 180	France
EDF EN CANADA (**)	1 000 CAD	NC	100	647	0	NC	0	NC	Canada
ENXCO CORPORATION CANADA (**)	1 000 CAD	NC	100	633	0	NC	0	NC	Canada
EEN EGE (**)	20 000 000	0	100	20 000 000	655 000	-6 460	0	0	Turquie
EDF EN GRECE (***)	1 100 000	3 482 554	100	5 158 000	19 945 360	-1 780 438	0	0	Grèce
EDF EN SA PTNRS FOKIDA 1 CO	5 000	NC	95	4 750	52 850	NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA PTNRS SERRES 1 CO	5 000	NC	95	4 750		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA PTNRS RODOPI 2 CO	7 000	NC	95	6 650	45 750	NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA PTNRS KILKIS 1 CO	5 000	NC	95	4 750	19 400	NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA& CO KORINTHIA 1LLP	5 000	NC	95	4 750	18 050	NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA& CO ARGOLIDA 1LLP	5 000	NC	95	4 750		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA& CO ARGOLIDA 2LLP	5 000	NC	95	4 750		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA& CO ARGOLIDA 3LLP	5 000	NC	95	4 750		NC	0	NC	Grèce
EEN HELLAS	15 756 000	-5 071 854	75	11 817 000	98 746 605	-7 571 450	0	885 920	Grèce
EDF EN & CO THESSALIA 1 LLP	5 000	NC	95	4 750	37 750	NC	0	NC	Grèce
EDF EN & CO AG. GEORGIOS 1 LLP	5 000	NC	95	4 750		NC	0	NC	Grèce
EDF EN & CO AG GEORGIOS 2 LLP	5 000	NC	95	4 750		NC	0	NC	Grèce
AEOLIKI GRAVAS LTD	18 000	NC	96	17 280		NC	0	NC	Grèce
AEOLIKI ALEPORAXHS LTD	18 000	NC	96	17 280		NC	0	NC	Grèce
EDF EN ERGOTECH EPE	18 456	NC	96	17 718		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO XANTHI 1 LLP	4 000	NC	95	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO XANTHI 2 LLP	4 000	NC	95	3 800		NC	0	NC	Grèce
RETD SA & CO SELINOUNTAS LLP	2 000	NC	51	1 020		NC	0	NC	Grèce
RETD SA & CO EVINOS 1 LLP	2 000	NC	51	1 020		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO EVROS 1 LLP	4 000	NC	95	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO EVROS 2 LLP	4 000	NC	95	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO RODOPI 4 LLP	4 000	NC	95,00	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF EN SA & CO FOKIDA 4 LLP	4 000	NC	95,00	3 800	26 500	NC	0	NC	Grèce
EDF EN & CO THESSALIA 2 LLP	4 000	NC	95,00	3 800		NC	0	NC	Grèce
EDF & EN CO ACHAIA 1	5 000	NC	95,00	4 750	26 500	NC	0	NC	Grèce
SA EDF EN Portugal	400 000	3 332 795	100	400 000	80 473 727	5 999 092	0	1 661 705	Portugal
SA SIIF ENERGIES IBERICA	1 350 000	-11 944 145	100	0	86 743 911	10 464 301	0	0	Espagne
SRL EDF EN Italia	14 000 000	-1 107 598	95	13 307 499	132 694 616	269 141	0	0	Italie
SRL TERMO ENERGIA	10 000	NC	70	7 000	7 400	NC	0	NC	Italie
SRL INVERSIONES EOLICAS	10 112 500 MXN	-629 603 MXN	99,00	778 315	35 971 487	-4 349 MXN	0	0	Mexique
SA ENERGIA DEL ISMO	3 450 000 MXN	-17 863 919 MXN	99	258 053	1 424 465	-9 514 473 MXN	0	0	Mexique
WESTBURY WINDFARMS LTD	3 094 000 GBP	-5 366 733 GBP	100	10 981 482	40 284 398	7 206 729 GBP	0	0	Angleterre
ENXCO AS	4 700 000 DKK	12 184 947 DKK	100	5 600 118	0	448 592 DKK	1 059 024	50 000 DKK	Danemark
AIR OF AMERICA	43 500 000 USD	314 025 328 USD	100	41 503 683	303 699 360	50 406 052 USD	0	765 121 010 USD	USA
VERDESIS	1 863 000	-293 359	69	2 729 242	2 463 213	-532 078	0	2 661 760	Belgique
CONNECT REUNION	3 000	-4 757	50	1 500	0	2 461	0	0	France
2. Participations (10 à 50 % du capital)									
SNC DU PARC EOLIEN D'ANTIFER	150	-25 835	10	15	26 090	-2 584	0	0	France
SAS LUC SUR ORBIEU	37 500	-1 415 481	10	3 750	186 731	-8 122 077	0	2 519 226	France
SAS CASTANET	37 500	-6 343	10	3 750	4 528 816	-20 640	0	0	France

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Autres capitaux propres	% détenu	Valeur nette des titres	Prêts et avances consentis	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés	Chiffre d'affaires HT	Pays
SAS VILLESEQUE	37 500	-39 738	10	3 750	469 547	-20 082 119	0	6 466 200	France
SNC DU PARC EOLIEN DES POLDERS DU DAIN	150	-45 123	10	15	284 028	-41 568	0	33 236	France
C-POWER	13 600 000	-2 002 514	20.78	2 826 212	2 914 453	-174 069	0	0	Belgique
ALCOGROUP	91 750 000	-2 240 644	25	24 138 113	0	-10 734 681	0	503 934 294	Belgique
REETEC	31 250	1 706 411	28	779 550	1 608 223	0	0	0	Allemagne
FRI EL RUFFANO	10 000	NC	26	2 600	0	NC	0	0	Italie

NC = (non communiqué)

NS = (non significatif)

(**) = prise de participation de l'année

(***) = augmentation de capital

Lorsque la devise n'est pas précisée les chiffres sont présentés en Euros



RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET ATTESTATION DES RESPONSABLES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société EDF Energies Nouvelles S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Immobilisations corporelles

Comme indiqué dans la note 4.4 aux états financiers, la société intègre dans le coût de revient des immobilisations corporelles produites en interne, les frais de développement et de réalisation qui répondent aux critères d'activation prévus par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Nous avons examiné les critères et la méthodologie sous-tendant le caractère approprié de cette comptabilisation et nous nous sommes assurés que la note 14 fournit une information appropriée.

Pertes de valeur des actifs non financiers

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme à durée de vie définie, selon les modalités décrites dans la note 4.7 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 12,13 et 14 donnent une information appropriée.

Impôts différés

La note 4.14 précise les modalités d'évaluation et de comptabilisation des impôts différés actifs. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note 26 aux états financiers fournit une information appropriée.

Instruments financiers dérivés

La note 4.9 précise les modalités d'évaluation et de comptabilisation des instruments financiers dérivés. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note 25 aux états financiers fournit une information appropriée.

Traitements comptables non visés par le référentiel IFRS

La note 4.20 aux états financiers décrit les traitements comptable retenus pour les acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires, les engagements d'achats d'intérêts minoritaires, les indemnités de retard perçues dans le cadre de la construction des parcs et la présentation des crédits d'impôts américains liés aux investissement, en l'absence de disposition spécifique du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne sur ce sujet. Nous nous sommes assurés que les traitements comptables retenus ne contreviennent pas aux principes généraux de ce référentiel et que les notes annexes donnent une information appropriée à cet égard.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Paris, le 10 février 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Alain Martin & Associés

Catherine Porta
Associée

Alain Martin
Associé

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société EDF Energies Nouvelles S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Immobilisations financières

La société évalue annuellement la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières selon la méthode décrite dans la note 4.3 – Immobilisations financières, relative aux règles et méthodes comptables. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société et, sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations retenues par la société au 31 décembre 2007.

Convention d'intégration fiscale

La note 7 – Intégration fiscale de l'annexe expose le traitement comptable applicable aux économies d'impôt et à leur éventuelle restitution aux filiales en vertu de la convention d'intégration fiscale. Nos travaux ont consisté à apprécier l'approche retenue et à revoir les calculs effectués par la société. Sur la base des informations disponibles à ce jour, nos travaux ne remettent pas en cause le traitement retenu par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Paris, le 10 février 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Alain Martin & Associés

Catherine Porta
Associée

Alain Martin
Associé

Attestation des personnes physiques responsables

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du groupe EDF Energies Nouvelles au 31 décembre 2008 et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société EDF Energies Nouvelles S.A. et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le Président du Conseil d'administration

Le Directeur Général

Pâris Mouratoglou

David Corchia